



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Cette Action est financée par
l'Union européenne

BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE DANS LES PÔLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

REF : BEN 568

Version finale

Volume1 : DIAGNOSTIC CAPACITAIRE DES ACTEURS

Août 2019

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE | 2 |
| LISTE DES TABLEAUX | 3 |
| LISTE DES GRAPHIQUES..... | 3 |
| SIGLES ET ABBREVIATIONS | 4 |
| 1. CHAPITRE INTRODUCTIF | 5 |
| 1.1. CONTEXTE DE LA MISSION ET OBJECTIFS DE L'ETUDE..... | 5 |
| 1.2. METHODOLOGIE DE CONDUITE OPERATIONNELLE DE L'ETUDE..... | 8 |
| 1.3. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS ET ARTICULATION DU RAPPORT..... | 12 |
| 2. ANALYSE SITUATIONNELLE DU NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLES DES ACTEURS-CLES..... | 14 |
| 2.1. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLES DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT A LA CHAINE PPBS | 14 |
| 2.2. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLE DES ACTEURS PAR RAPPORT A LA FOURNITURE DES SERVICES-CLES AGRICOLES..... | 17 |
| 2.3. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLE DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT AUX INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS | 21 |
| 2.4. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLE DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT A LA STRUCTURATION DES FILIERES EN INTERPROFESSION..... | 25 |
| 3. SYNTHÈSE DES GAPS CAPACITAIRES DES ACTEURS PAR RAPPORT AUX QUATRE THEMES FEDERATEURS | 32 |
| 3.1. GAPS CAPACITAIRES DES ACTEURS AU PLAN ORGANO-FONCTIONNEL | 32 |
| 3.2. GAPS DE COMPETENCE DES TITULAIRES DE POSTE OU DE FONCTION PAR CATEGORIE D'ACTEURS | 41 |
| 4. ETAT DES LIEUX DES CADRES FORMELS DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION | 45 |
| 4.1. SITUATION DES CADRES FORMELS DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION | 45 |
| 4.2. SITUATION DES CADRES NON FORMELS DE DIALOGUE/ CONCERTATION | 46 |
| 5. ANNEXES | 48 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| TABLEAU 1 : PARTAGE DE ROLE DES ACTEURS-CLES EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUX | 22 |
| TABLEAU 2 : APERÇU DES DYNAMIQUES DE STRUCTURATION DES OPA DES FILIERES RETENUES EN INTERPROFESSION..... | 28 |

LISTE DES GRAPHIQUES

| | |
|--|----|
| FIGURE 1 : ILLUSTRATION DU CHAMP COUVERT PAR L'ÉTUDE | 7 |
| FIGURE 2 : DEMARCHE DE REALISATION DU DIAGNOSTIC CAPACITAIRE ET D'ÉLABORATION DU PLAN DE RENFORCEMENT DE CAPACITES | 8 |
| FIGURE 3 : LES PRINCIPALES DIMENSIONS DU DIAGNOSTIC DES BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES | 9 |
| FIGURE 4 : SYNTHÈSE DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE REALISATION DE LA CARTOGRAPHIE..... | 10 |
| FIGURE 5 : PROGRESSION METHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DE LA BASELINE DU PROJET ARISA-B | 11 |
| FIGURE 6 : PARTAGE DES ROLES ENTRE ATDA ET DDAEP EN MATIERE DE PPBS..... | 15 |
| FIGURE 7 : APERÇU SYNOPTIQUE DES ROLES DES ACTEURS PORTANT SUR LA FOURNITURE DES SERVICES-CLES | 17 |
| FIGURE 8 : APERÇU DU MANDAT PRINCIPAL DES ACTEURS-CLES AUTOUR LA GESTION DURABLE DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES..... | 22 |
| FIGURE 9 : GAP ORGANO-FONCTIONNEL RELATIF A LA CHAINE PPBS..... | 33 |
| FIGURE 10 : NIVEAU D'EXECUTION DES MANDATS PAR LES ACTEURS | 33 |
| FIGURE 11 : EXISTENCE D'OUTILS, MECANISMES ET DISPOSITIFS OPERATIONNELS..... | 34 |
| FIGURE 12 : EXISTENCE DE PRODUITS/SERVICES REQUIS AU PROFIT DES BENEFICIAIRES..... | 34 |
| FIGURE 13 : EXISTENCE DE PORTEURS DE FONCTION (POSTE D'INTERFACE AVEC LES AUTRES ACTEURS) AU NIVEAU DU THEME 2 | 35 |
| FIGURE 14 : NIVEAU D'EXECUTION DES MANDATS PAR LES ACTEURS AU NIVEAU DU THEME 3..... | 35 |
| FIGURE 15 : EXISTENCE D'OUTILS, MECANISMES ET DISPOSITIFS OPERATIONNELS AU NIVEAU DU THEME 3 | 36 |
| FIGURE 16 : EXISTENCE DE PRODUITS / SERVICES REQUIS AU PROFIT DES BENEFICIAIRES | 36 |
| FIGURE 17 : EXISTENCE DE PORTEURS DE FONCTION (POSTE D'INTERFACE AVEC LES AUTRES ACTEURS) AU NIVEAU DU THEME 3..... | 37 |
| FIGURE 18 : NIVEAU D'EXECUTION DU MANDAT PAR RAPPORT AU THEME 4 | 37 |
| FIGURE 19 : EXISTENCE D'OUTILS, MECANISMES ET DISPOSITIFS EN MATIERE DE STRUCTURATION DES FILIERES..... | 38 |
| FIGURE 20 : EXISTENCE DE PRODUITS REQUIS AU PROFIT DES BENEFICIAIRES | 38 |
| FIGURE 21 : EXISTENCE DE PORTEURS DE FONCTION (POSTE D'INTERFACE AVEC LES AUTRES ACTEURS)..... | 38 |
| FIGURE 22 : GAP ILLUSTRATIF DE COMPETENCE AU NIVEAU DES DIRECTEURS DDAEP | 42 |
| FIGURE 23 : GAPS CAPACITAIRES DES DRC | 43 |
| FIGURE 24 : GAP CAPACITAIRE MOYENS DES CSPDL..... | 43 |
| FIGURE 25 : GAP CAPACITAIRE MOYEN DES CST | 44 |
| FIGURE 26 : GAPS CAPACITAIRES MOYENS DES SE/SP DES OPA/OIP ET CAB. | 44 |

SIGLES ET ABBREVIATIONS

| | |
|---------|--|
| ARISA-B | Appui au Renforcement des Institutions dans le Secteur Agricole au Bénin |
| ATDA | Agences Territoriales de Développement Agricole |
| CAB | Chambres d'Agriculture du Bénin |
| CIA | Chambre Interdépartementale de l'Agriculture |
| CNA | Chambre Nationale de l'Agriculture |
| DAC | Domaines d'Appui Complémentaires |
| DDAEP | Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche |
| DPPD | Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses |
| Enabel | Agence Belge de Développement |
| FADeC | Fonds d'appui au Développement des Communes |
| FNDA | Fonds National de Développement Agricole |
| FUPRO | Fédération des Unions des Producteurs du Bénin |
| IAB | Interprofession Aviculture du Bénin |
| IFA | Interprofession de la Filière Anacarde |
| MAEP | le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche |
| OHADA | Organisation Harmonisée du Droit des Affaires en Afrique |
| OIP | Organisation Interprofessionnelle |
| ONG | Organisation Non Gouvernementales |
| OPA | Organisation de Professionnelle Agricole |
| PAC | Parcours d'Acquisition de Compétences |
| PADDSA | Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur Agricole |
| PAI | Programme Annuel d'Investissement |
| PDA | Pôles de Développement Agricole |
| PDC | Plan de Développement Communal |
| PNIASAN | Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de seconde génération |
| PNOPPA | Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin |
| PPBS | Programmation, budgétisation et suivi-évaluation |
| PTA | Plan de Travail Annuel |
| PTF | Partenaires Techniques ET Financiers |
| SDAC | Schéma Directeur d'Aménagement Communal |
| SMART | Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel |
| SNCA 2 | Stratégie Nationale de Conseil Agricole 2 ^{ème} génération |

1. CHAPITRE INTRODUCTIF

1.1. CONTEXTE DE LA MISSION ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

1.1.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Le **Projet d'Appui au Renforcement des Institutions dans le Secteur Agricole au Bénin (ARISA-B)** est un nouveau projet mis en œuvre par Enabel en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP). Le projet ARISA-B s'inscrit dans un programme plus vaste : le Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur Agricole (PADDSA) financé par l'Union européenne (11^{ème} FED) dont il fait partie et dont il contribue à l'atteinte des résultats. Concrètement, le PADDSA prévoit cinq Domaines d'Appui Complémentaires (DAC), qui sont mis en œuvre au travers de deux dispositifs différents.

Le premier dispositif est constitué d'une assistance technique mise à disposition du MAEP. Elle intervient principalement au niveau central autour de trois Domaines d'Appui Complémentaires :

- DAC 1 : Réalisation d'un audit fonctionnel et des ressources humaines du MAEP et accompagnement des mesures prioritaires identifiées ;
- DAC 2 : Renforcement des capacités des structures de pilotage du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, et de la Pêche ;
- DAC 4 : Amélioration de l'efficacité des dispositifs de financement.

Le second dispositif est constitué d'une assistance technique territorialisée prenant en compte les deux autres domaines d'appui complémentaire et sont mis en œuvre à travers une convention de délégation signée entre l'Union Européenne et l'Agence belge de développement (Enabel) :

- DAC 3 : Renforcement des capacités des structures opérationnelles déconcentrées et décentralisées dans le cadre du plan de déconcentration / décentralisation du MAEP ;
- DAC 5 : Appui aux filières prioritaires dans leur structuration en interprofession et dans leur adoption de plans d'actions pour l'amélioration de leur compétitivité nationale.

Au total, **quatre (04) thèmes fédérateurs** correspondant chacun à un résultat du cadre logique ont été identifiés pour construire des espaces de dialogue positifs et constructifs et autour desquels les actions de renforcement de capacités du projet seront développées :

1. Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires : ceci est la porte d'entrée pour amener les acteurs à se concerter et asseoir un dialogue constructif sur leurs rôles et mandats dans la mise en œuvre synergique de la politique sectorielle agricole dans le pôle.

2. Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) **financement** de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) **conseil agricole** et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de **clusters** dans les chaînes de valeur.

3. Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières

4. Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières

Dans le cadre de sa mise en œuvre, le projet ARISA-B aura à déployer un cadre analytique qui s'articule autour des cinq étapes suivantes :

1. Mobiliser les parties prenantes dans le renforcement des capacités (cet engagement devra se maintenir pendant tout le processus) ;
2. Évaluer les capacités existantes et les déficits à combler ;
3. Concevoir une stratégie de renforcement des capacités manquantes, tant au plan organisationnel qu'au niveau des ressources humaines ;
4. Mettre en œuvre la stratégie de renforcement des capacités ;
5. Évaluer les résultats obtenus dans le domaine du renforcement des capacités.

Ce processus de renforcement des capacités dans le cadre d'ARISA-B concerne essentiellement des compétences à renforcer dans chacun des acteurs ciblés (ATDA, DDAEP, OIP/OPA, Communes et associations de communes et CNA) dans les 07 pôles de développement agricole du Bénin, autour de quatre thèmes fédérateurs cités ci-dessus.

1.1.2. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS

L'objectif général de la présente étude est d'élaborer un plan de renforcement de capacités des acteurs-clés intervenant dans la mise en œuvre de la politique sectorielle agricole dans les territoires autour des quatre (04) thèmes fédérateurs rappelés dans la justification de l'étude et ce, dans une démarche de Parcours d'Acquisition des Compétences (PAC). Plus spécifiquement, il s'agit de :

- a) **Réaliser un diagnostic de la situation actuelle et du gap capacitaire des acteurs-clés du projet par thématique assorti d'un plan de renforcement de capacités priorisé et budgétisé sur la durée du projet avec pour résultats attendus au niveau de chaque pôle de développement agricole, et pour chaque acteur clé au sein du pôle (ATDA, DDAEP, OIP/OPA, CNA, et les mairies, à travers leurs associations) :**
 - i. Une analyse situationnelle du niveau d'appropriation et de mise en œuvre des mandats et rôles de chaque acteur clé et de connaissance de ces rôles entre acteurs est réalisée en lien avec les thèmes fédérateurs, dans le cadre de la réforme du secteur agricole ;
 - ii. Un état des lieux des cadres formels de dialogue/concertation est réalisé précisant si leur composition respecte les textes qui les régissent et, leur niveau d'opérationnalisation est apprécié. Un inventaire des autres cadres de dialogue/concertation opérant dans le secteur est réalisé en précisant le/les acteurs qui animent ces cadres et le type de dialogue qui y est débattu ;
 - iii. Les gaps capacitaires (en termes de connaissances, d'outils, mécanismes ou de Dispositifs) des acteurs-clés pour une mise en œuvre optimale de leurs mandats sont déterminés en lien avec les thèmes fédérateurs du projet ;
 - iv. La cartographie des acteurs (PTF/ONG/Projets-programmes gouvernementaux, OIP, faïtières OPA départementales et/ou nationales) en appui aux filières prioritaires par pôle de

développement est actualisée (en précisant dans quelles zones, sur quelles thématiques et les types d'appuis apportés). Elle permet d'inscrire les actions du projet ARISA-B en complémentarité aux actions existantes et ceci en lien avec les thèmes fédérateurs ;

- v. Les actions de renforcement de capacités désagrégées par acteur clé et leurs modalités de mise en œuvre sont définies, priorisées et assorties des coûts estimatifs ; celles-ci sont déclinées dans un plan de renforcement de capacités.

b) Sur la base des résultats du diagnostic, établir la Baseline (situation de référence) du projet avec pour résultats suivants :

- La pertinence de l'ensemble des indicateurs mentionnés dans le cadre de logique du projet est analysée et le cas échéant améliorée afin de s'assurer qu'ils sont les plus appropriés pour mesurer facilement les résultats, les effets et impacts du projet, notamment en matière de changement de comportement et de performance des organisations ;
- les données pour la détermination des valeurs de départ des indicateurs sont collectées ;
- les intermédiaires et cibles du projet sont définies ;
- La méthodologie de collecte, d'analyse et de calcul des indicateurs SMART est élaborée et présentée sous forme d'une matrice de suivi/évaluation.

1.1.3. PERIMETRE DE L'ETUDE

La présente étude est plutôt **opérationnelle** (thèmes et mandat) et **fonctionnelle** (niveau d'intervention) ; elle n'a pas pour ambition d'être une étude institutionnelle et organisationnelle. Elle est centrée au niveau des **territoires** (départements et communes) et **sur les quatre thèmes fédérateurs** du projet ARISA-B rappelés dans le contexte de la mission. Elle couvre une diversité d'acteurs déconcentrés (DDAEP, ATDA), décentralisés (Communes et associations de communes), privés et parapublics (OPA, OIP, CAB). Elle aborde deux dimensions de capacités analysées (organisationnelles et individuelles).

La logique d'intervention du projet part de l'élaboration d'un référentiel de compétences des acteurs et débouche sur la formulation des axes et modalités de renforcement des capacités, en passant par un état des lieux, et un diagnostic des gaps capacitaires. Au demeurant, le champ de l'étude s'étend sur les sept (7) Pôles de Développement Agricole (PDA).

Elle a abordé une diversité des capacités analysées :

les capacités organisationnelles : relatives aux entités organisationnelles (outils, méthodes, dispositifs et divers mécanismes) ; et

les capacités individuelles (compétences) : relatives aux titulaires de postes ou de fonction par catégorie d'acteurs ciblés par le projet ARISA-B

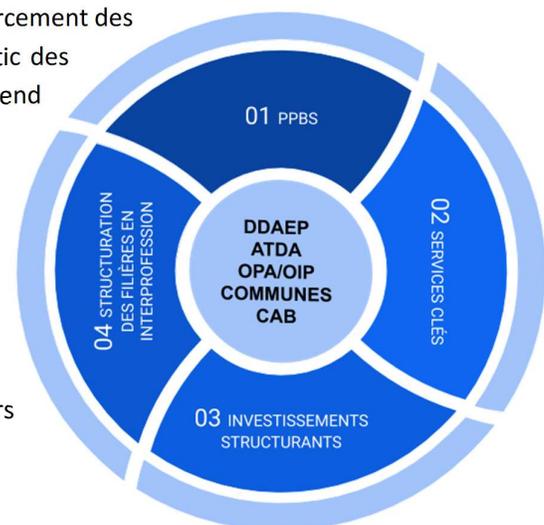


Figure 1 : Illustration du champ couvert par l'étude

1.2. METHODOLOGIE DE CONDUITE OPERATIONNELLE DE L'ETUDE

Essentiellement participative, la méthodologie de conduite opérationnelle de l'intervention a consisté aux opérations suivantes :

- **Les travaux préparatoires à travers un atelier de construction des référentiels de compétence** ayant regroupé les représentants de chacune des catégories d'acteurs impliqués dans le projet ainsi que les structures du MAEP au niveau central (DPP, DQIFE, SRHDS/DAF, DLROPEA, SGM, STP-CNOS, CONAFIL, etc.). Cet atelier a été l'occasion de construire les différents référentiels et de valider les différents outils d'investigation ;
- **La collecte systématique des données sur les capacités des acteurs** à la fois au plan organisationnel et individuel ; cette collecte de données a été réalisée avec l'appui très marqué des équipes de ARISA-B dans les PDA (à travers le dispositif des facilitateurs). La collecte des données a été faite pour tous les acteurs impliqués dans chacun des 07 PDA ;
- **Le dépouillement des données** sur les capacités des acteurs et l'analyse des premiers Gaps capacitaires ;
- **L'organisation des ateliers techniques de détermination des gaps**, par catégorie d'acteur et autour des thématiques pour analyser les gaps capacitaires, proposer les axes majeurs de renforcement des capacités, poursuivre la collecte des données pour l'élaboration de la cartographie des acteurs et pour la Baseline ;
- **L'analyse des données et la production des différents livrables** de l'étude.

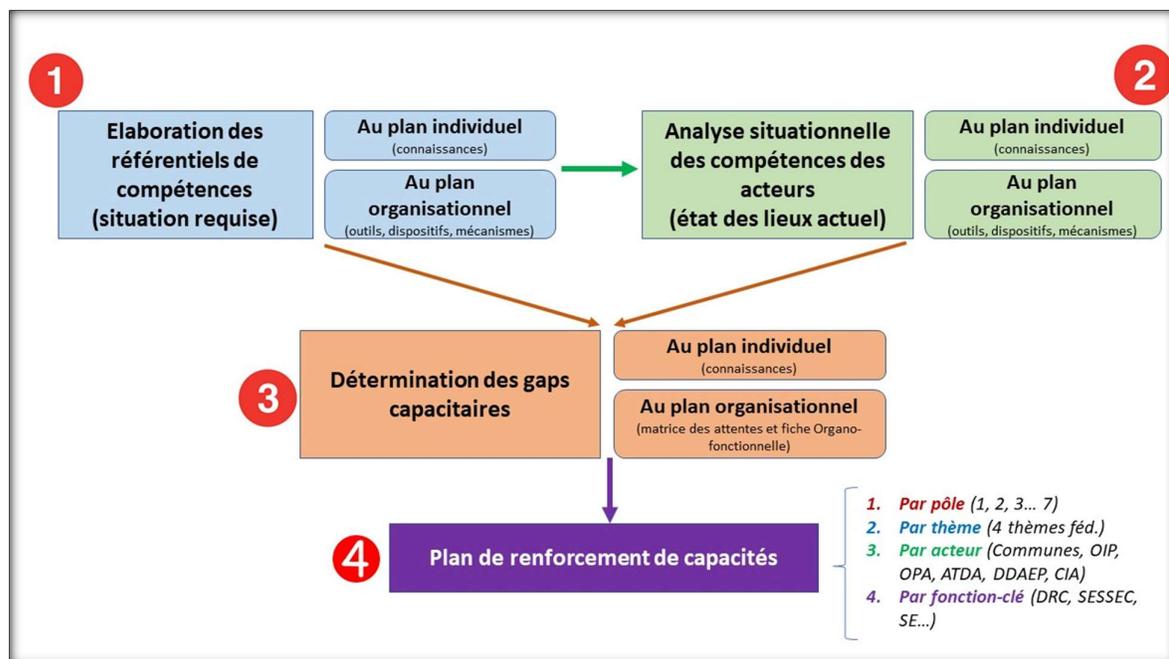


Figure 2 : Démarche de réalisation du diagnostic capacitaire et d'élaboration du plan de renforcement de capacités

1.1.4. LE MODELE D'ELABORATION DU PLAN DE RENFORCEMENT DES CAPACITES

L'action de renforcement de capacités se définit comme « *les processus par lesquels les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil des ans* » (CAD/OCDE, 2006). Le modèle utilisé s'inspire de cette définition qui repose sur l'analyse des capacités à trois niveaux, dont seulement deux ont fait l'objet de la présente étude :

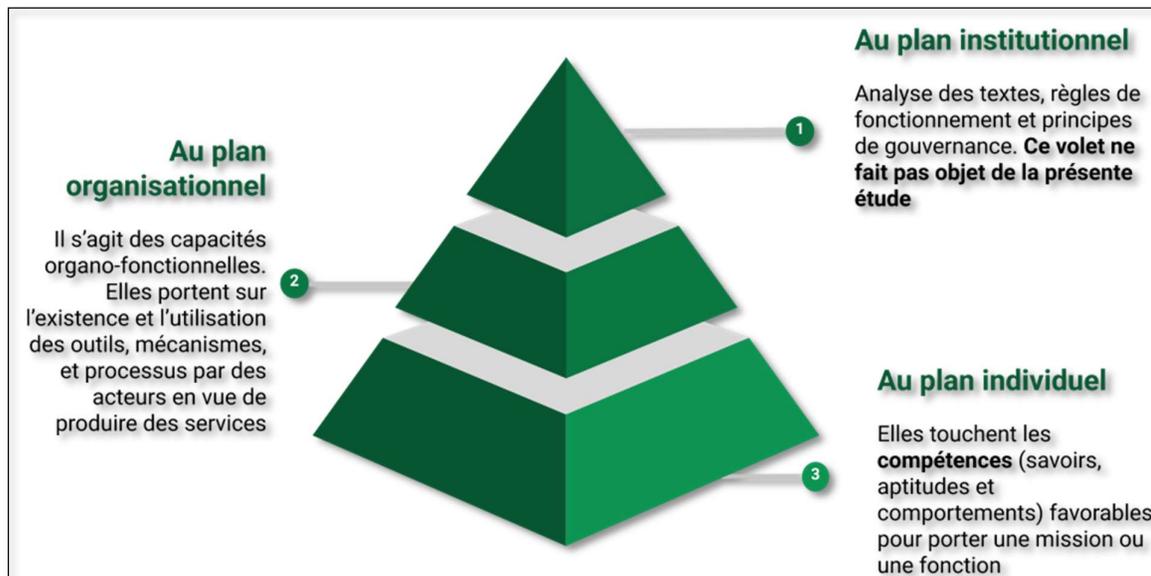


Figure 3 : Les principales dimensions du diagnostic des besoins en renforcement des capacités

Dans la pratique le modèle d'élaboration du plan de renforcement de capacités a été décliné dans une démarche chronologique schématisée dans la figure 2 et déclinée comme suit :

- **Construction des référentiels comme base du diagnostic des capacités :**
 - Les référentiels organo-fonctionnels pour chacun des acteurs organisationnels ;
 - Les référentiels de compétences pour chacun des porteurs de fonction impliqués dans l'activation des thématiques de ARISA-B.
- **Etat des lieux :**
Il a consisté pour l'essentiel aux opérations suivantes :
 - la collecte de données lors des ateliers et par remplissage de fiches de diagnostic ;
 - des entretiens exploratoires et documentation sur les acteurs du projet ;
 - l'analyse des données.
- **Diagnostic des gaps :**
Il a consisté pour l'essentiel aux opérations suivantes :
 - la formulation des écarts entre la situation requise et la situation réelle ;
 - l'ajustement des écarts au regard des biais relevés dans le croisement entre l'état des lieux et les référentiels de compétences par rapport à certains thèmes, compétences et titulaires de postes ; cet ajustement est soutenu par des données documentaires sur les

emplois, postes et divers rapports d'activités des acteurs dans le sens de cibler les niveaux de capacités pertinents à combler.

▪ **Identification des axes et Modalités de Renforcement des Capacités par thématique**

Elle a consisté pour l'essentiel aux opérations suivantes :

- l'indication des capacités des acteurs organisationnels à renforcer au regard des résultats du diagnostic, et ceci pour chacun des acteurs ayant fait le diagnostic ;
- l'indication des capacités des porteurs de fonction ou de postes à renforcer pour chacune des thématiques.

▪ **Priorisation, Programmation, Budgétisation**

Cette étape a consisté à proposer une planification temporelle des actions de renforcement des capacités, indiquer le cout estimatif sur les aspects techniques essentiellement (expertise), les frais opérationnels devant être déterminés en fonction des choix logistiques qui seront retenus pour opérationnaliser les actions de renforcement retenues après priorisation et divers arbitrages.

1.1.5. METHODOLOGIE POUR L'ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

La réalisation de la cartographie s'inscrit dans la démarche globale de réalisation de la mission et constitue l'un des livrables importants de l'étude. Trois étapes-clés ont marqué les travaux de réalisation de la cartographie : l'étape de la préparation de la collecte de données, celle de la collecte des données et celle de l'analyse des données :

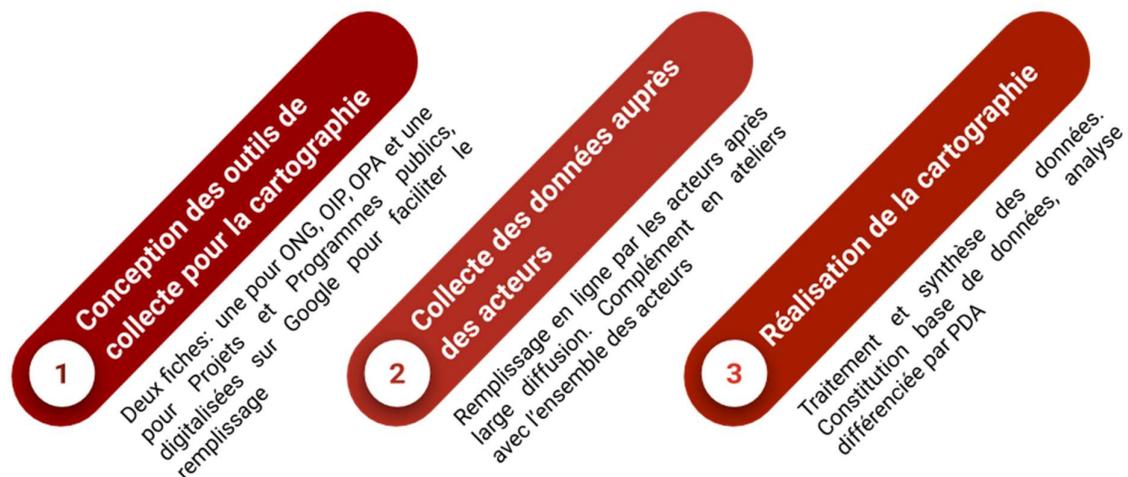


Figure 4 : Synthèse de la démarche méthodologique de réalisation de la cartographie

La contribution aux informations de la cartographie a été significative grâce à l'implication des groupes d'acteurs d'appui au développement des filières (forum du REDAD, Forum biodiversité, forum au cœur du développement, etc.) et par des différentes OP, OIP, ONG, et projets et programmes directement contactées par mail. Le complément de la collecte quant à elle a mobilisé les différentes catégories d'acteurs visées à savoir les ATDA, les DDAEP, les CNA, les OPA et OIP des filières soja, anacarde, karité, aquaculture, volaille, ananas, des communes et associations de communes au cours d'un atelier.

Les résultats de la cartographie qui ne sont pas forcément exhaustifs ont permis de dresser la carte des acteurs d'appui au secteur agricole par pôle en fonction des centres d'intérêt et des services proposés par thématique.

1.1.6. METHODOLOGIE POUR L'ÉLABORATION DE LA BASELINE

L'élaboration de la Baseline du projet ARISA-B a été conduite globalement selon une approche consultative et contributive avec la collaboration étroite et active de toutes les principales parties prenantes impliquées dans sa mise en œuvre. Des ateliers de réflexion et d'échanges (atelier de construction des référentiels et de détermination des gaps) ont été organisés pour traquer les informations globales par type d'acteurs. Par ailleurs, les différentes données complémentaires ont été collectées par des interviews semi-structurées (rencontres et discussions en ligne) pour disposer des informations pertinentes auprès des différentes catégories d'acteurs. La figure ci-après montre de façon claire les étapes successives de déroulement de la mission :

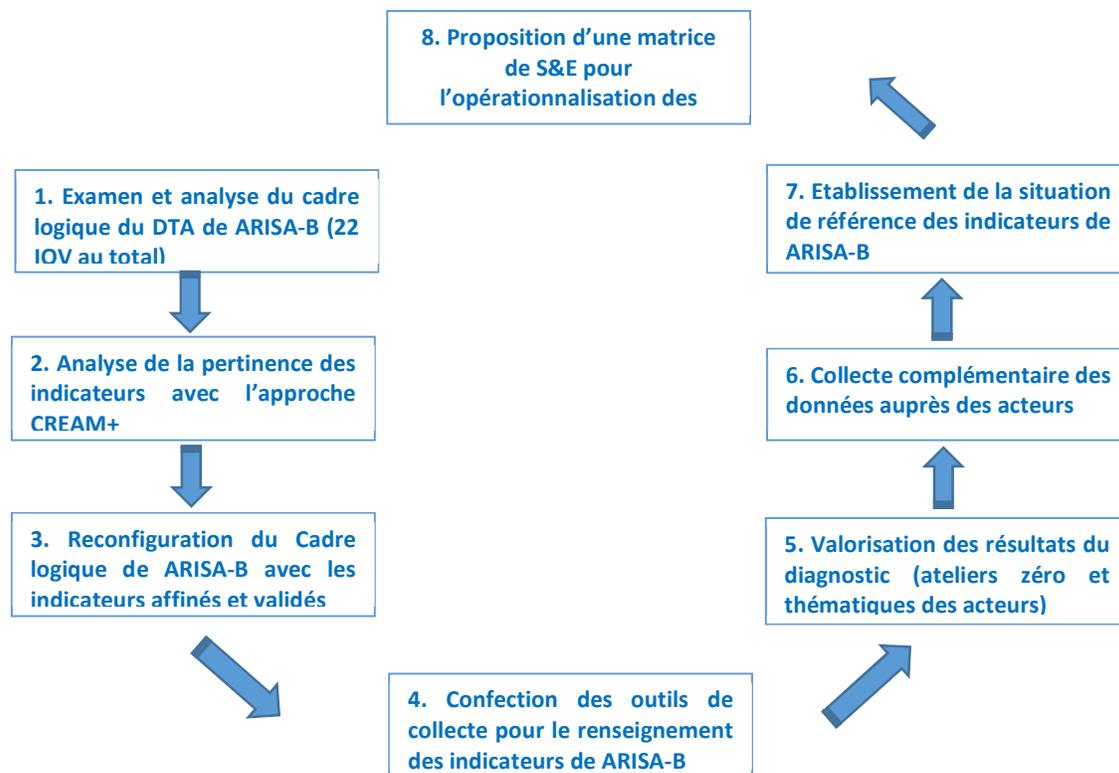


Figure 5 : Progression méthodologique d'élaboration de la Baseline du projet ARISA-B

Par ailleurs quelques approches spécifiques ont été mises en évidence dont l'analyse de la pertinence des indicateurs inscrits dans le cadre logique du projet ARISA-B. A partir du répertoire brut des indicateurs inscrits dans ce cadre logique, il a été procédé à une analyse sur la base de l'approche « CREAM+ ». Cette approche permet de vérifier et de valider un indicateur ; elle vérifie six dimensions distinctes que sont : la clarté, la pertinence, la mesure à moindre coût, l'adéquation avec la dimension de la performance

recherchée, la possibilité de suivi aisée et la quantité d'informations additionnelles dont regorge l'indicateur. Cette approche permet au mieux de s'assurer qu'un indicateur est SMART (Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel). Ainsi une fois le cadre logique du projet ARISA-B reconfiguré, plusieurs méthodes et démarches ont servi pour la collecte des données pour renseigner les indicateurs validés. Les acteurs contactés lors de la collecte de données sont de trois niveaux : les acteurs centraux du MAEP, l'Unité de Gestion du Projet ARISA-B et les bénéficiaires (ATDA, DDAEP, communes et associations de communes, CAB/CIA, OIP/OPA) à la base d'ARISA-B au niveau des territoires.

1.3. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS ET ARTICULATION DU RAPPORT

1.1.7. LES PRODUITS DE LA MISSION

Les principaux produits ou livrables contractuels de la mission sont les suivants :

- Un rapport diagnostic sur les besoins en renforcement des capacités des acteurs. Il s'agit du présent document ;
- Une cartographie des acteurs d'appui aux filières prioritaires en annexe au présent document portant volume 1 du rapport ;
- Le plan de renforcement des capacités qui est le volume 2 du rapport et faisant l'objet d'un autre document ;
- Les annexes au volume 2 du rapport, portant annexes par Pôle de développement agricole et une annexe spécifique aux Acteurs non étatiques du secteur agricole ;
- Le rapport de la mission Baseline.

1.1.8. ARTICULATION DU RAPPORT DE L'ETUDE

Pour satisfaire les attentes de la mission, les livrables rattachés à l'objectif 1 sont articulés en deux volumes comportant des annexes et des appendices.

- i. **Le présent document est le volume 1 du rapport.** Il présente :
 - une analyse situationnelle du niveau d'appropriation et de mise en œuvre des mandats et rôles de chaque acteur clé et de connaissance de ces rôles entre acteurs dans le cadre de la réforme du secteur agricole (en lien avec les thèmes fédérateurs) ;
 - un état des lieux des cadres de concertation et de dialogue du secteur agricole dans les territoires ;
 - une synthèse des gaps capacitaires à combler par des actions de renforcement de capacités.

Le présent document (volume 1) est suivi d'un appendice séparé relatif à la cartographie des acteurs d'appui aux filières prioritaires intervenant dans les PDA. Cet appendice est destiné à un usage interne du projet.

- ii. **Le volume 2 du rapport porte sur le plan de renforcement de capacités des acteurs du secteur agricole dans les territoires.** Il présente :
 - les axes de renforcement des capacités des acteurs aux plans organisationnel et individuel par rapport au mandat découlant des 04 thèmes fédérateurs d'ARISA-B ;
 - le Plan de Renforcement de Capacités (PRC) lui-même.

Il est suivi d'un appendice séparé qui constitue le PRC décliné par pôle de développement agricole (PDA).

Le livrable relatif à l'objectif 2 présente le rapport base line du projet ARISA-B. il s'articule ainsi qu'il suit :

- Le cadre logique révisé du projet ;
- La situation de référence des indicateurs ;
- Le mécanisme de suivi-évaluation du projet.

2. ANALYSE SITUATIONNELLE DU NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLES DES ACTEURS-CLES

Le présent chapitre vise à restituer la situation actuelle des acteurs du secteur agricole, en matière d'appropriation et de mise en œuvre de leurs mandats respectifs, autour des problématiques fédérateurs du projet ARISA-B, dans le cadre de la réforme du secteur agricole. Pour ce faire, il rappellera pour chacun des thèmes spécifiques, le mandat des acteurs-clés pour la mise en œuvre de la thématique, avant de présenter la situation réelle desdits acteurs sur le sujet.

2.1. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLES DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT A LA CHAÎNE PPBS

La question de la planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation (PPBS) est l'un des piliers majeurs de dissémination des politiques sectorielles de l'Etat dans les ministères et institutions publiques. Dans le secteur agricole et précisément dans les territoires ou pôles de développement agricole, la chaîne PPBS est essentiellement portée par les Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DDAEP) et par les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA).

2.1.1. LE MANDAT DES ACTEURS-CLES EN MATIERE DE PPBS

Conformément au cadre institutionnel du secteur agricole et des documents stratégiques qui clarifient le partage des rôles autour de la chaîne PPBS, les deux structures ATDA et DDAEP ont des rôles complémentaires autour des questions PPBS.

En effet, tandis que le rôle de l'ATDA est tourné vers la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation **des activités de promotion des filières dans le pôle**, la DDAEP elle, est chargée de suivre les actions de développement du secteur agricole dans le département, de constituer une **base informationnelle durable** permettant **d'assurer la gestion du processus de planification opérationnelle et de capitalisation**, de veiller à la prise en compte du **genre** dans la planification de toutes les activités de promotion agricole et rurale dans le département et de veiller au **respect des normes, textes et lois** régissant le secteur dans le département.

Ce partage de rôle fait de la DDAEP le principal acteur de la mise en œuvre de cette problématique dans les départements, en tant que garant du respect des normes des documents de PPBS, et de gestion de l'information. L'image ci-dessous illustre pour chacun de ces acteurs, les rôles qui leur incombent et spécifient les outils principaux (non exhaustifs) qui sont rattachés à l'exécution de cette mission.

Les mandats respectifs des DDAEP et ATDA en matière de PPBS dans le PDA se présentent ainsi qu'il suit :

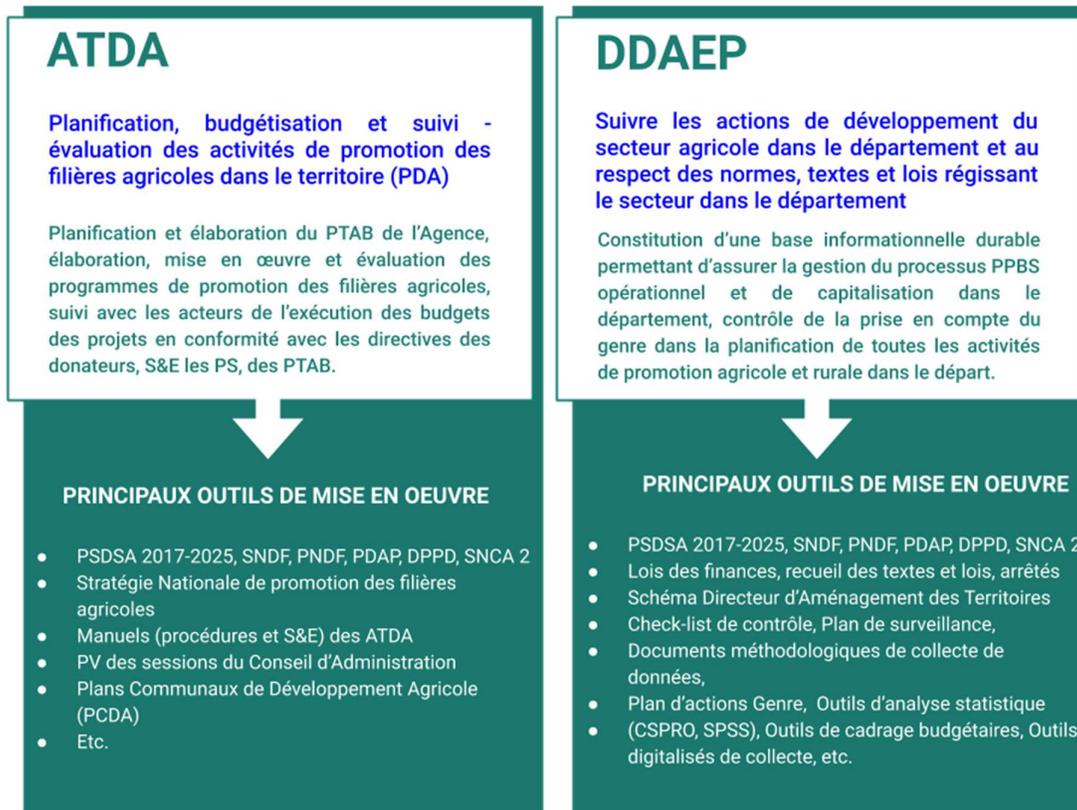


Figure 6 : Partage des rôles entre ATDA et DDAEP en matière de PPBS

Les mandats et rôles des ATDA et DDAEP sont donc très clairement exprimés à travers les documents stratégiques et réglementaires du secteur agricole. La mise en œuvre de ces mandats dans la pratique bien qu'ayant connu de grandes améliorations encourageantes au cours de ces dernières années, présente toutefois des écarts avec la situation requise.

2.1.2. LES CONSTATS ET ANALYSES DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIERE DE PPBS

La présente étude a permis, grâce aux données collectées sur le terrain, les ateliers de diagnostic, les entretiens exploratoires et à l'analyse croisée entre ces données, de dégager une situation assez précise sur le niveau d'appropriation et d'exécution des rôles et mandats des ATDA et des DDAEP sur la problématique PPBS.

- Au niveau des ATDA

Du point de vue du **système de programmation et de planification**, il est à noter que les Plans de Développement Agricole des Pôles (PDAP) de **toutes les ATDA** s'arriment parfaitement avec le PSDSA, notamment en termes de lien entre les axes, bien que les processus de programmation et de planification restent à améliorer. Ce constat, renforcé avec les données recueillies lors de l'élaboration de la Baseline, permet d'obtenir un niveau d'arrimage des PDAP au PSDSA à 80%. Cette appréciation montre les efforts

de cohérence entre les principaux documents opérationnels de **programmation et de planification** des ATDA avec les orientations stratégiques et programmatiques du secteur agricole au Bénin.

Au niveau de **l'appropriation des outils PPBS**, le niveau d'appropriation global par les ATDA est moyen, que ce soit sur le processus de planification, sur la programmation ou le processus de budgétisation ou encore pour finir le processus de suivi évaluation. En effet, il faut retenir que tous les outils ne sont pas disponibles au niveau des ATDA et leur tenue diverge d'une ATDA à une autre. Par exemple, la non-disponibilité de l'outil DPPD au niveau de certaines ATDA affecte la qualité des PTAB élaborés.

Même si tous les acteurs affirment que le niveau de fonctionnalité des instances de planification et de suivi au niveau des pôles est bon, excepté l'ATDA 5 qui n'a pas d'instance actuellement, l'inexistence de certains outils (plans de campagne filière) peut être expliqué par la jeunesse des structures et par le fait qu'elles ne disposent pas encore toutes d'assez de moyens pour leurs activités, puisque l'élaboration d'un outil requiert en général l'organisation d'ateliers de conception et/ou de validation avec la présence de plusieurs parties prenantes.

- Au niveau des DDAEP

Du point de vue de la performance du système de programmation et de planification, **les différents DDAEP jouissent d'un bon arrimage de leurs DPDH avec le DPPD du MAEP** (73% environ de degré d'arrimage). Selon les acteurs, il y a à 65% une définition claire de la vision et des plans opérationnels au sein des DDAEP. Globalement, les PTAB sont élaborés avec une prise en compte à plus de 60% du DPPD. Ceci n'est certainement pas suffisant mais cela peut s'expliquer par les spécificités des différents départements qui ne peuvent pas embrasser toutes les options du niveau national. Mais **les PTA départementaux ne sont pas toujours bien déclinés en PTA commune**.

Aussi, la synergie des PTA des DDAEP avec ceux des ATDA intervenant dans leur département reste-t-il un défi à relever. En effet, il n'y a aucune instance de dialogue autour des actions à porter par chaque acteur lors des processus d'élaboration des PTAB afin de s'assurer de la synergie entre les actions à retenir par chaque acteur dans son PTAB.

Du point de vue du niveau global d'appropriation des outils PPBS définis au niveau du MAEP par les départements, il faut retenir de façon globale que les DDAEP ont un niveau au-dessus de la moyenne¹. Cela se vérifie que ce soit au niveau du processus de planification, du processus de programmation, du processus de budgétisation ou encore du processus de suivi évaluation. Les écarts constatés sont expliqués par certaines DDAEP par le manque de formations sur l'élaboration des outils PPBS ou la faible maîtrise des dépenses à long terme.

Du point de vue de la disponibilité et de la tenue des outils, le DPPD est le document le plus cité comme non tenu par les DDAEP (DDAEP atlantique, DDAEP Plateau, DDAEP Donga, DDAEP Atacora, DDAEP Couffo) en raison notamment de la faible formation des acteurs sur l'outil, de la perception des acteurs qui le jugent comme un outil pas forcément indispensable.

¹ Les niveaux d'appropriation et de mise en œuvre des outils PPBS sont extraites de l'étude sur la base line du Projet ARISA qui a permis de collecter et traiter des informations sur les différents thèmes fédérateurs

En croisant les informations obtenues des acteurs, on peut affirmer que les instances de planification et de suivi des DDAEP ont un niveau de fonctionnalité globalement moyen que ce soit par rapport à la tenue des réunions prescrites, à la tenue des ateliers de planification ou encore à l'élaboration des PTA.

2.2. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET RÔLE DES ACTEURS PAR RAPPORT A LA FOURNITURE DES SERVICES-CLES AGRICOLES

2.2.1. LE MANDAT DES ACTEURS-CLES EN MATIERE DE FOURNITURE DES SERVICES

Chacune des catégories d'acteurs du projet a des rôles à jouer en matière de fourniture des services relatifs au conseil agricole, au développement des clusters, au financement agricole ou en matière de services pouvant contribuer ou faciliter la fourniture desdits services-clés..

Le tableau ci-dessous présente pour chaque acteur, un extrait de ses attributions (les plus pertinents) en lien avec la fourniture des services agricoles.

| | | |
|-----------------|--|---|
| ATDA | Promotion des filières, facilitation de l'accès au financement et au conseil | <ul style="list-style-type: none"> • Accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole • Développement du partenariat entre acteurs des filières pour une meilleure capacité locale de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters • Accès des groupes cibles au financement |
| DDAEP | Assistance technique, conseil et Contrôle | <ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique et un appui-conseil dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aux départements, aux communes et aux ATDA de son ressort, conformément aux lois sur la décentralisation et à l'intercommunalité |
| Communes | Développement d'initiatives économiques | <ul style="list-style-type: none"> • Construction, équipement, réparations, entretien et gestion des marchés et abattoirs ; • Investissements visant à promouvoir l'installation et le développement des activités économiques sur le territoire communal |
| CAB | Organisation et promotion des filières agricoles | <ul style="list-style-type: none"> • Animation, information, formation et conseil dans les domaines dont l'objectif est de concourir à la promotion de l'agriculture et à l'entrepreneuriat agricole • Formulation avis motivé sur la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles |
| OPA | Services aux membres | <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture des services de conseil agricole adaptés aux acteurs ; • Renforcement des relations de partenariat entre acteurs des filières ; • Facilitation de l'accès aux produits agricoles et aux marchés ; • Facilitation de l'accès des membres au financement |
| OIP | Services aux membres | <ul style="list-style-type: none"> • Développer et valoriser les fonctions et outils communs de promotion de la filière à travers (recherche, formation, appui-conseil, accès aux facteurs de production et équipements) • Connaître l'offre et la demande par la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur le ou les produits de la filière |

Figure 7 : Aperçu synoptique des rôles des acteurs portant sur la fourniture des services-clés

L'analyse des attributions statutaires ou réglementaires des acteurs montre que certains mandats des acteurs portant sur les services sont assez précis pendant que d'autres ne le sont pas vraiment. Il y a des formulations qui annoncent des actions pouvant servir au conseil agricole sans le dire clairement. Par

exemple au niveau des ATDA, on peut citer la mission qui consiste à « faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ». Par contre d'autres missions ou attributions sont encore moins expressive. Par exemple, les DDAEP ont entre autres attributions, le mandat de « **recevoir et assurer toute délégation de pouvoir du MAEP dans son département de compétence** ». Cette formulation laisse transparaître que toutes les activités du secteur agricole sont prises en compte, y compris les trois dimensions (conseil agricole, cluster et financement agricole), bien entendu dans leur volet « contrôle », mais sans une spécification particulière de leur prérogative sur chacun desdits thèmes.

2.2.2. LES CONSTATS ET ANALYSES DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE DE FOURNITURE DE SERVICES-CLES

La situation actuelle en matière de fourniture de services de conseil agricole, de cluster et de financement agricole permet de constater des insuffisances dans l'appropriation et la mise en œuvre des rôles.

- Au niveau des DDAEP

Pour la moitié des DDAEP, les mandats sont entièrement exécutés et dans la seconde moitié, ces mandats sont partiellement exécutés. Par contre, dans toutes les DDAEP les outils de contrôle de la qualité des services fournis ne sont que partiellement disponibles.

Dans les DDAEP, le poste clé chargé d'accompagner les services est celui du Chef service suivi de la promotion du développement agricole (C/SPDA). A ce poste, il faut avoir la maîtrise des approches chaînes de valeurs ajoutées (CVA), Cluster, conseil en accès au marché (CAM), conseil en exploitation familiale (CEF), conseil CAN, etc. et disposer de compétence en techniques de capitalisation et de communication. En complément à ce besoin, les Directeurs des DDAEP doivent avoir aussi une bonne connaissance des techniques de capitalisation des expériences et de communication.

L'analyse des compétences a montré que la plupart des agents à ces postes dans les douze DDAEP ont un minimum de compétence, même s'il y a des gaps à combler en fonction des niveaux de compétences souhaités pour bien accomplir les missions qui leur sont dévolues. Les compétences vont du niveau « initial » au niveau « confirmé » selon les agents sur les outils de promotion des filières (approche CVA, CAM, CEF, CAN, etc.) et les méthodes et techniques de capitalisation et communication. En effet, le diagnostic a montré que seuls deux DDAEP n'ont pas le niveau moyen requis en matière de techniques de capitalisation. De même, seul le C/SPDA de l'Alibori n'est pas encore rodé aux approches CVA, Cluster, CAM, CEF, CAN, etc.

- Au niveau des ATDA

Dans les ATDA par contre, la situation est meilleure, mais demeure insuffisante. Il est observé que la facilitation de l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualité adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appui à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés est exécutée partiellement. Par exemple l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations, ainsi qu'aux conseils agricoles, le suivi rapproché des producteurs agricoles dans l'application effective des innovations reste insuffisants.

Dans les ATDA, la plupart des postes sont pourvus et la majorité des outils et méthodes de travail nécessaires pour assurer les services sont disponibles. Cependant, il y a des outils qui manquent à certains postes pour permettre aux agents d'affiner leurs connaissances pour la confirmation des compétences. A titre d'exemple, il y a des Chefs des Cellules Communales (CCeC) qui ne disposent pas encore de l'ensemble des guides de conseil agricole, mais aussi des documents d'orientations nationales pour la promotion des filières et le conseil agricole. Il y a des cadres de Direction Générale et des CCeC qui ne disposent pas de la documentation sur les approches chaînes de valeurs, cluster, etc. Au niveau de la DRC du Pôle 5 par exemple, il est nécessaire de rendre disponibles des fiches /les référentiels technico-économiques et autres nouvelles technologies sur les filières arboricole, rizicole, maraîchage et piscicole.

Globalement, il y a un déficit d'informations à l'endroit de tous les agents des ATDA sur les orientations stratégiques agricoles nationales. Malgré des cas où des agents n'ont aucune connaissance (niveau zéro) pour certaines compétences, la plupart des titulaires de postes dans les ATDA ont au moins le niveau initial et il leur reste des paliers de « confirmation », de « spécialisation » ou « d'approfondissement » selon les cas de figures.

Les compétences sur lesquels le renforcement des capacités doit s'accroître sont : (i) les techniques et méthodes d'évaluation de plans d'affaires, (ii) les approches chaînes de valeurs, y compris les techniques de réalisation des cartographies, la clarification des concepts de clusters, agrégateurs, agrégés, etc., (iii) les techniques d'animation des échanges multi acteurs, (iv) la capitalisation et la communication, v) les techniques d'élaboration de termes de références et de rapports, de résultats et puis de conception, d'élaboration de remplissage et d'exploitation des bases de données communicationnelles.

Dans le Pôle 1, la situation des compétences aussi bien des cadres de la direction générale de l'ATDA que des CCeC montre qu'il y a certes des gaps à combler mais ils ont tous tout au moins le niveau initial. Dans le Pôle 2, les connaissances des cadres de la direction de l'ATDA en matière de fourniture des trois services-clés sont acceptables car il n'y a pas de niveau zéro noté par rapport à une compétence auprès de ces cadres. Mais parmi les CCeC, certains n'ont aucune connaissance sur les techniques d'analyse des plans d'affaires (cas de Bembéréké et de Ségbana par exemple), sur les techniques de capitalisation et de communication, ni sur les notions d'agrégateurs (cas de Pehunco et Kalalé).

En revanche, dans le Pôle 3, certains cadres de la Direction Générale n'ont aucune notion sur la méthodologie de réalisation de la cartographie des acteurs. De même un CCeC a le niveau zéro en capitalisation et communication.

Dans le Pôle 4, les données de terrain indiquent que les cadres de la direction ont au moins le niveau initial pour l'ensemble des compétences relatives aux services. **Mais certains CCeC ont un niveau très faible sur l'évaluation des plans d'affaires, l'animation des échanges ou dialogues multi acteurs entre les acteurs publics et privés, les types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles, et les techniques de capitalisation et communication.**

Au Pôle 5, certains cadres de la direction générale de l'ATDA ont un niveau très faible en connaissance des clusters, en communication et capitalisation, en techniques d'élaboration des termes de références, de rapports de résultats puis de conception, d'élaboration de remplissage et d'exploitation de base de données communicationnelles. **Il y a des CCeC qui ne connaissent pas l'approche chaîne de valeurs ValueLinks, ni les notions d'agrégateurs, d'agrégés, de chaînes de valeurs ajoutées, d'outils clusters, etc.** (cas de Agbangzoun par exemple). Il existe des niveaux « zéro » pour i) les techniques de capitalisation

et communication (cas de Covè et autres) ; ii) la connaissance des types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles et iii) les outils d'évaluation et de financement des plans d'affaires (cas d'Abomey).

Dans le Pôle 6, la tendance est globalement acceptable. Le point de la situation des CCeC indique qu'il y en a parmi eux certains qui ne disposent **d'aucune connaissance sur les outils d'évaluation et de financement des plans d'affaires** (cas de Ifangni et de Sakété), sur **la capitalisation et communication, les techniques d'animation ou de modération des échanges/dialogues multi acteurs** (cas de Pobè).

Au Pôle 7, les cadres disposent dans l'ensemble d'un minimum de connaissance par rapport aux compétences qui permettent d'assurer les services aux acteurs privés.

- Au niveau des communes

Dans les communes, le diagnostic a révélé que les postes répondant aux missions relatives aux services d'appui aux acteurs des filières agricoles dans leurs mairies sont pourvus. **Mais, en réalité, il n'y a pas de poste dans les mairies, spécifiquement dédiés pour le secteur agricole.** Les autorités communales ne font que s'appuyer sur les agents des cellules communales de développement agricole, les agents des DDAEP qui sont sur leurs territoires, le personnel des ONG et des OPA. Au sein des mairies, ce sont les agents en charge de la planification et du développement local qui, entre autres activités sectorielles, ont en charge les services aux acteurs des filières.

D'après le diagnostic capacitaire, **il n'y a pas de commune qui exécute entièrement son mandat par rapport à la fourniture des services-clés.** Environ 80% des 51 communes interrogées les exécutent partiellement et certaines ne le font pas du tout. Le principal outil à partir duquel des interventions de ces derniers se font est le document de Plan de Développement Communal et spécifiquement son volet agricole. Des initiatives de portage des plans de développement des filières par les communes ont été faites et ont conduit des communes à avoir des Plans Communaux de Développement Agricole (PCDA) comme c'est le cas par exemple dans le Mono (appui PACER/FIDA), dans le Borgou et l'Alibori (appui PASDER/Coopération suisse).

De même, avec l'appui du PASDER, des initiatives de fonds communal de développement agricole (FCDA) sont en cours dans l'Alibori et offrent des opportunités d'accès au financement à divers acteurs des filières agricoles. Par ailleurs on note quelques cas isolés de la contribution des mairies à l'animation des plateformes d'acteurs des filières agricoles, voire de clusters, exemple des mairies Nikki pour la plateforme riz, de Dangbo pour les clusters riz autour de CAFROP, etc. **Dans ces dispositifs multi acteurs, les mairies jouent souvent les rôles de facilitateur de processus au plan administratif.**

- Au niveau des OPA, OIP et CAB

Dans les OPA, OIP et CAB, le niveau d'exécution des mandats est plutôt partiel. Les outils sont totalement disponibles au niveau des CIA, de la FUPRO, de la PNOPPA, de l'IFA, mais non disponible chez IAB, et partiellement disponible chez les autres acteurs.

Concernant la disponibilité de titulaire de postes pour des activités couvrant la thématique des services, la situation est mitigée. Le poste d'interface sur la thématique auprès des CIA Borgou/Alibori, Ouémé /Plateau n'est pas pourvu mais les autres CIA en disposent. A l'IAB non plus il n'y a pas de poste d'interface pour cette thématique. Au niveau de l'AKB et de l'UNPS les postes sont prévus mais non pourvus.

Cependant au niveau de la FUPRO, de la PNOPPA, de la FFENAPIB, de la CNA les postes sont prévus et fournis.

Dans toutes les OPA, OIP, dans les CIA, et à la CNA, il n'y a pas de titulaire de poste qui soit au niveau zéro par rapport aux compétences requises pour accomplir les tâches liées à la thématique 2 portant sur les services aux acteurs des filières agricoles. Le constat est que la majorité ont des gaps de compétence d'une seule amplitude (un seul niveau de gap). Ils sont soit au niveau d'initiation alors que la référence est d'avoir le niveau avancé ou sont au niveau avancé alors que la référence est d'être au niveau confirmé. Dans les OIP et OPA, aussi bien pour les responsables élus que les responsables techniques recrutés, les compétences concernées sont celles relatives aux approches CVA, aux techniques d'animation, aux techniques de facilitation et de mise en relations d'affaires, aux techniques de coaching, à la connaissance des modèles économiques, à la connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières, à la connaissance des outils de conseil agricole, aux techniques d'animation et de modération des échanges/dialogues multi acteurs, etc. Dans le réseau des chambres d'agriculture les compétences concernées sont les techniques de négociation et gestion de conflits, les techniques de la capitalisation, le système d'information au service des professionnels agricoles.

2.3. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLE DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT AUX INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS

L'identification, la mise en place et la gestion durable d'investissements structurants agricoles est une problématique qui appelle la compétence des communes, de l'ATDA, de la DDAEP et des producteurs agricoles et leurs organisations. Ces derniers constituent les bénéficiaires finaux des investissements réalisés. Toutes ces catégories d'acteurs doivent collaborer en vue d'une gestion optimale desdits investissements.

2.3.1. LE MANDAT DES ACTEURS-CLES EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUX

Conformément à leurs textes respectifs, les rôles et mandat des acteurs-clés en matière d'identification, mise en place et de gestion des investissements structurants tournent autour des points ci-après :

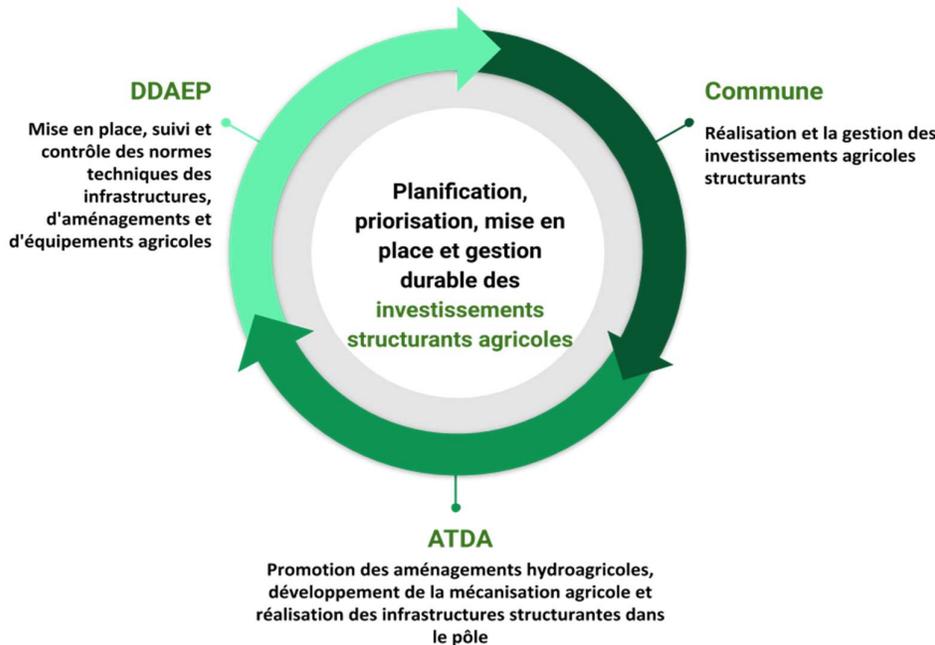


Figure 8 : Aperçu du mandat principal des acteurs-clés autour la gestion durable des investissements agricoles

L'extrait détaillé de ces attributions est résumé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Partage de rôle des acteurs-clés en matière d'investissements communaux

| Communes : Accompagnement, identification, réalisation et gestion des investissements agricoles structurants | ATDA : Promotion des aménagements hydroagricoles, développement de la mécanisation agricole et la réalisation des infrastructures structurantes dans le pôle | DDAEP : Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures, d'aménagements et d'équipements agricoles |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Assurer le règlement des difficultés et des conflits liés à la gestion durable des investissements communaux structurants - Réaliser l'aménagement territorial (planification spatiale de la commune) ; - Assurer la maîtrise d'ouvrage communal ; - Assurer la réalisation et la gestion des infrastructures, équipements et transports ; la protection de l'environnement, l'hygiène et la salubrité ; la gestion des infrastructures marchandes (construction, entretien et réparation des abattoirs, magasins, marchés, marchés de bétail, etc.) | <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualité adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appui à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; - Mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions ; - Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations, ainsi qu'aux conseils agricoles ; - Suivre de façon rapprochée les acteurs dans l'application | <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures, d'aménagements et d'équipements agricoles ; - Assurer le suivi et l'évaluation de contrôle de l'application des règlements et des normes au niveau départemental - Apporter une assistance technique et un appui-conseil dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au département, aux communes et aux ATDA de son ressort conformément aux lois sur la Décentralisation et à l'intercommunalité. - Superviser techniquement la réalisation des infrastructures et équipements et suivre leur exploitation ; - Contrôler le respect des normes techniques des aménagements hydro agricoles ainsi que des normes |

| | | |
|--|---------------------------------------|--|
| | effective des innovations introduites | techniques de constructions, de dessertes rurales et de mécanisation agricole. |
|--|---------------------------------------|--|

Les OPA ont un rôle important dans l'identification, la priorisation et la gestion des investissements structurants. En effet, elles ont pour mandat, entre autres, d'apporter leur assistance aux autorités communales dans les différents domaines de sa compétence, de participer aux réflexions sur la promotion et le développement des filières au niveau communal, d'exploiter et faire usage des ouvrages mis en place par le FADeC Agriculture puis de proposer des projets à soumettre au FADeC Agriculture.

La contribution des OPA sur cette thématique est centrale car elles sont les principales bénéficiaires des investissements structurants et leur implication dans la chaîne d'identification et de gestion est indispensable.

Pour ce faire chaque acteur doit disposer d'un ensemble d'outils, ou d'instruments adaptés. Au niveau des communes, les outils sont le PDC, le PAI, le PDAP, le SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal, etc. Ces outils sont complétés par d'autres instruments destinés à tout acteur intervenant dans le processus. Il s'agit des documents de programmation pluriannuel des investissements du FADeC Agriculture, les manuels de procédure FNDA, manuels de procédures et guide d'accompagnement technique et pédagogique du FADeC-Agriculture, Plan d'entretien et de maintenance des investissements et divers autres outils. Mais malgré ces acquis, la situation réelle en matière de **mise en œuvre** n'est pas très reluisante.

2.3.2. LES CONSTATS ET ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUX

- Au niveau des communes

Au niveau des communes, les rôles et mandats pour la planification, la mise en place et la gestion durable des investissements structurants agricoles sont globalement bien compris. Le service planification-développement local et particulièrement le Service Technique constituent les principaux services qui mettent en œuvre lesdits mandats. Ces mandats sont partiellement exécutés, **en raison du cumul de deux ou plusieurs fonctions par un même cadre communal**. En plus d'avoir un nombre important de postes vacants, la majorité des communes n'ont que le Chef Service Technique pour s'occuper de toutes les questions infrastructurelles de la commune, y compris celles liées aux investissements agricoles. Dans bien des cas, les CST ne disposent pas de compétences particulières dans l'appréciation des problématiques du secteur agricole, et ne disposent pas de collaborateurs.

Les outils, mécanismes ou dispositifs d'analyse, de priorisation et de gestion des investissements ne sont que partiellement disponibles. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet agricole de leur plan de développement notamment le FADeC-Agriculture, les communes devront s'appuyer sur les ATDA et les DDAEP ainsi que sur des prestataires représentés par les ONG ou OPA conformément aux nouvelles dispositions du manuel de procédures en cours d'expérimentation. Certaines communes ont pu réaliser quelques infrastructures comme la rénovation de marchés, la construction de magasins, des ouvrages

d'assainissement sur les FADeC-Agriculture des années 2015-2018. En effet, d'autres Communes sont Appuyées par des PTFs ou par des projets comme ACMA2 (Approche Communale de marchés Agricoles phase 2) pour la réalisation d'infrastructures de stockage et commerciales au profit des producteurs agricoles et de leurs organisations. Cependant, les communes ne disposent pas de cadres dédiés spécifiquement aux activités agricoles.

Par ailleurs, un des documents opérationnels prévus par le PSDSA avec pour objectifs d'assurer une meilleure synergie et cohérence dans la mise en œuvre du PNIASAN est inexistant au niveau des Communes. Il s'agit du Document de Programmation Pluri Annuelle des Investissements du FADeC Agriculture (DPPAI-FADeC Agriculture). Il est une budgétisation au niveau communal des investissements portés par le FADeC Agriculture. Son but est de faciliter la consommation du FADeC Agriculture au profit d'investissements agricoles structurants. Ce document n'est disponible dans aucune des Communes et on n'en fait presque pas mention.

- Au niveau des ATDA

Le diagnostic a révélé que les ATDA dans leur ensemble contribuent au renforcement des infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions sur leurs territoires respectifs selon les moyens humains et financiers dont ils disposent. Ils facilitent les processus par un appui technique de proximité à travers les Chefs de service communal.

Il en est de même pour la mise en place ou le renforcement des infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions dont l'exécution connaît des débuts de mise en œuvre, mais avec peu de résultats perceptibles. En réalité Plusieurs initiatives sont en cours mais ne portent pas encore pleinement leurs fruits compte tenu des ressources financières importantes qu'elles requièrent et de la qualité de la planification des interventions entre acteurs dans le territoire. Il est également à noter que certains agents des ATDA ont besoin d'être mieux formés et outillés sur les méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures afin de mieux accompagner les autres acteurs concernés par la thématique (DP, DAI, CPF, CP Filières, CCeC).

- Au niveau des DDAEP

Pour les DDAEP, le Service de la Règlementation et du Contrôle assure une part importante dans cette mission. D'après le diagnostic, tous les mandats sont exécutés partiellement également aussi. Le diagnostic a montré que l'ensemble des DDAEP mettent en œuvre partiellement leurs mandats (moins de 50% de réalisation) dans le domaine d'investissements structurants (cf. figure 13 ci-dessous au point 3.1.1).

Les DDAEP apportent une assistance technique et un appui-conseil aux communes et aux Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) de leurs ressorts dans la mise en œuvre de leurs activités dans le domaine. En matière de réalisation d'infrastructures structurantes, quelques DDAEP s'appuient aussi sur les ONG et projets ou programmes comme ProCAD, PROFI, PAIAVO dont certaines des activités sont placées sous la tutelle de ces DDAEP.

Les agents des DDAEP aussi doivent être pris en compte dans les actions de renforcement de capacités sur les méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures.

2.4. LE NIVEAU D'APPROPRIATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ET ROLE DES ACTEURS-CLES PAR RAPPORT A LA STRUCTURATION DES FILIERES EN INTERPROFESSION

2.4.1. LE MANDAT DES ACTEURS-CLES EN MATIERE DE STRUCTURATION DES FILIERES EN INTERPROFESSION

La question de la structuration des filières agricoles en interprofession est portée dans les pôles de développement agricoles par trois acteurs-clés : les OPA, l'ATDA et la DDAEP. Les CAB quant à elles interviennent surtout en matière de dialogue et de concertation entre les différentes familles d'acteurs des filières agricoles.

- Au niveau des DDAEP

Le mandat de la DDAEP, spécifiquement en ce qui concerne le thème relatif à la structuration des filières en interprofession, est de **contrôler le fonctionnement des sociétés coopératives et des organisations professionnelles agricoles puis d'effectuer la mise à jour du registre d'immatriculation des coopératives**. Pour ce faire, elle dispose entre autres outils, de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives, de la grille de fonctionnalité des OPA, les documents de projets d'appui aux filières, des Plans régionaux de développement des filières, de répertoire des OPA, etc.

Ces fonctions sont portées par le Chef Division Suivi du Fonctionnement Institutionnel et de la Gestion des Organisations Professionnelles Agricoles (DSFIG-OPA) et le Chef Division Coordination des interventions (C/DCI).

- Au niveau des ATDA

La contribution des ATDA à la question de la structuration des filières agricoles se résume en quatre (4) points :

- coordonner les interventions des acteurs publics et privés sur les filières agricoles dans le pôle de développement ;
- appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières aux fins de meilleures capacités locales de production et de transformation agro-industrielle ;
- appuyer l'organisation et la structuration des acteurs au sein de son ressort territorial ; et
- enfin de fournir l'appui technique nécessaire pour la promotion des organisations professionnelles agricoles viables, capables d'offrir aux producteurs les services essentiels dont ils ont besoin pour le développement de leurs activités.

Ce mandat est porté par plusieurs cadres dont le Directeur du renforcement des capacités (DRC), le Chef programme filières, le Chef programme diversification agricole (CPDA ATDA) et le Chef Cellule communale (CCeC).

- Au niveau des OPA/OIP

Constituant l'une des principales familles d'une interprofession agricole, l'OPA a pour mandat la concertation au sein de la profession agricole, l'organisation de leurs membres et la formulation de propositions sur la gouvernance des filières agricoles. Elle est aussi chargée de la représentation de la profession agricole dans les interprofessions, auprès des services étatiques, les PTF et autres, dans les cadres de concertation, du renforcement des capacités des membres à différents niveaux par l'information et la formation puis de la défense des intérêts des producteurs et OPA (intérêts catégoriels et/ou généraux).

Le porteur de ce mandat au sein de l'OPA est le coordonnateur² des activités techniques, administratives et financières. De ses activités, sont attendus comme produits, des OPA fonctionnelles et des Organisations des familles d'acteurs des IP dynamiques.

En ce qui concerne spécifiquement les OIP, leur mandat consiste à élaborer des stratégies contractuelles, garantissant l'équité entre les membres, permettant de développer les performances d'une filière et de défendre ses intérêts. Elles ont également pour attributions de coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre eux-ci, d'améliorer la gouvernance et la représentativité de l'interprofession. Enfin, elles sont chargées de développer la concertation entre les différents acteurs des maillons d'une filière puis centraliser, capitaliser, rendre disponibles et diffuser d'une part, les informations stratégiques sur la filière et d'autre part, les informations statistiques sur les membres et les données permettant de suivre les effets ou les impacts de chaque organisation interprofessionnelle.

Les porteurs³ de cette fonction au sein de l'OIP sont le Secrétaire Permanent assisté du Chargé du Renforcement de Capacité et de la Qualité du Produit et du Chargé des Actions de Promotion et de Communication. Leurs interventions doivent aboutir à une interprofession fonctionnelle et une professionnalisation des familles d'acteur de l'interprofession.

- Au niveau des CAB

Les Chambres d'Agriculture ont pour mandat la représentation des professionnels et autres acteurs du monde agricole auprès des pouvoirs publics, la sauvegarde des intérêts de la profession agricole, la contribution à la promotion des secteurs agricoles et para-agricoles et la coordination des activités agricoles conformément aux politiques de l'Etat. Enfin, une autre attribution non moins importante est la collaboration dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre adéquate des politiques publiques dans le secteur agricole.

² Le Coordonnateur ici désigne le 1^{er} responsable de l'équipe technique. Parfois, il est appelé Directeur Exécutifs ou Secrétaire Permanent.

³ Dans les organisations le porteur de fonction est celui qui est responsabilisé pour l'exécution de cette fonction. Ils peu bénéficier de l'appui des élus ou de ses collègues techniciens

Ces attributions sont assumées par le Secrétaire Général au niveau de la Chambre Nationale d'Agriculture et les Secrétaires Exécutifs au niveau des Chambres Départementales de l'Agriculture. Les produits / changements attendus sont des Chambres d'Agriculture fonctionnelles et qui animent des instances de dialogue et concertations entre acteurs.

2.4.2. LES CONSTATS ET ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE DE STRUCTURATION DES FILIÈRES EN INTERPROFESSION

Les principaux constats relatifs à la situation actuelle des différents acteurs en matière de structuration des filières en interprofession se présentent en termes d'appropriation de leurs mandats respectifs, d'outils utilisés, de porteurs effectifs des différentes fonctions ainsi que de livrables produits.

- La situation actuelle de la DDAEP

Dans presque toutes les DDAEP, les postes principaux chargés de l'animation des activités de la structuration des filières en interprofessions sont pourvus et les titulaires assument normalement la fonction avec les outils disponibles. Les principaux outils requis pour cette activité sont disponibles à savoir l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives, brochure et dépliant « création et fonctionnement des sociétés coopératives au Bénin, "l'essentiel à retenir" » les Plans nationaux de développement des filières, etc., sont bien appropriés par les agents. La grille de fonctionnalité des OPA est effectivement utilisée et des OPA sont enregistrées dans le registre d'immatriculation. Aussi, une base de données sur les OPA est disponible et actualisée périodiquement.

En revanche, il faut reconnaître que les DDAEP n'arrivent pas assurer le suivi du fonctionnement des coopératives après leur enregistrement et à appliquer les sanctions prévues par les textes.

Les livrables et services sont produits grâce à la mise en œuvre des fiches de poste et l'existence de ressources humaines qualifiées au niveau des deux divisions en charge de cette thématique (DSFIG-OPA et DCI). Toutefois, cette performance est relativisée à tort ou à raison par certains bénéficiaires des services de la DDAEP. En effet, les OPA attendent d'être plus informées et accompagnées sur les normes à respecter (notamment la qualité des pièces à fournir) pour l'immatriculation des sociétés coopératives. Il en est de même des élus des Chambres d'Agriculture qui estiment également, être sous informés sur les démarches et pièces à réunir pour l'immatriculation des sociétés coopératives, ce qui limite leur appui à ces dernières. Quant aux OIP, elles notent une lenteur dans le processus de délivrance des attestations aux coopératives. Les organisations de type associatif sont enregistrées au niveau des préfectures y compris les organisations interprofessionnelles en attendant l'entrée en vigueur de la loi spécifique sur les OIA.

- La situation actuelle de l'ATDA en matière de structuration des filières en interprofession

Au niveau de l'ATDA, tous les postes nécessaires pour appuyer l'organisation et la structuration des acteurs au sein de son ressort territorial et pour fournir l'appui technique nécessaire à la promotion des OPA, sont pourvus. Dans une logique de subsidiarité et de complémentarité, l'ATDA définit la modalité la plus intéressante pour accompagner la structuration des acteurs.

En termes de produits et services à fournir par l'ATDA, il y a la cartographie des acteurs de la filière en promotion au niveau du pôle, l'appui à la fonctionnalité des cadres de concertation de la filière, l'appui à la fonctionnalité des Interprofessions, l'appui à la fonctionnalité des Organisations professionnelles par famille d'acteurs, le répertoire des besoins en organisation des acteurs, etc. Compte tenu de la genèse des ATDA, on ne peut encore mettre à leur actif l'existence de ces livrables. Il serait donc assez hasardeux d'apprécier leur niveau d'appropriation réelle de ces outils.

- La situation actuelle des OIP et OPA en matière de structuration des filières en interprofession

Les OPA sont souvent les principaux acteurs du processus de structuration de filières à travers la sensibilisation et la mobilisation de leurs membres. Si elles sont conscientes de leurs attributions, dans la réalité, l'exécution de leur mandat souffre de la non disponibilité par endroit du porteur adéquat de fonction.

En effet, dans la plupart des OPA et en l'occurrence, celles des filières objet de structuration, on note l'absence de personnel technique capable de jouer le rôle de coordonnateur des activités techniques, administratives et financières. La fonction est alors assurée par des élus qui font « ce qu'ils peuvent » avec pour conséquences une faible appropriation des outils et l'absence parfois de livrables ou de résultats palpables (*des OPA fonctionnelles, des Organisations des familles d'acteurs dynamiques et des comptes rendus des rencontres de concertations entre acteurs.*). Dans le meilleur des cas, pour le porteur de fonction au sein de l'OPA, la structuration n'est qu'une activité parmi tant d'autres et ne bénéficie pas de toute l'attention requise en l'absence d'un projet (financement d'un PTF). Dans ces conditions, l'animation des familles d'acteurs en vue de leur dynamisation, reste faible avec pour corollaire des OPA peu fonctionnelles et des concertations entre acteurs souvent rares.

Spécifiquement, par rapport aux filières retenues par le Ministère dans le cadre du projet ARISA-B à savoir : maïs, soja, pisciculture et pêche, anacarde, karité et aviculture, la situation est variable suivant les filières comme illustrée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Aperçu des dynamiques de structuration des OPA⁴ des filières retenues en interprofession

| Filières | Existence d'OPA faitière | Existence de porteur de fonction | Niveau de structuration atteint |
|----------|---|--|---|
| Maïs | FNPM (Fédération nationale des Producteurs de maïs) | Pas de porteur de fonction | Mise en place des trois familles d'acteurs (FNPM, ANCM (Association Nationale des Commerçants de Maïs) et ANTMB (Association Nationale des transformateurs de Maïs du Bénin) avec le financement de l'UEMOA Actuellement c'est la FNPM apparait comme la plus dynamique qui tire les autres. |
| Soja | UNPS (Union Nationale des Producteurs de Soja) | Un poste de Coordonnateur existe et est pourvu | Seule la famille des producteurs est structurée. Mais le processus de structuration des acteurs des autres familles sera enclenché bientôt sur financement PADAAM (projet d'Appui au Développement Agricole et Accès au marché). |

⁴ C'est un choix de partir des OPA comme porte d'entrée pour apprécier la dynamique en cours dans les filières ciblées.

| | | | |
|-------------------------|--|---|--|
| | | | En dehors de l'UNPS, il y a l'alliance Bénin Soja, regroupant une diversité d'acteurs |
| Karité | AKB (Association karité Bénin) NB : l'AKB est un regroupement de plusieurs familles d'acteurs (pas une OP) | Un poste de Coordonnateur existe et est pourvu | AKB regroupe 7 familles d'acteurs à savoir les Ramasseuses, les industriels représentés par Fludor, les exportateurs représentés par KNAR Bénin, les transformateurs, la Fédération nationale des acheteurs des Produits Agricoles et tropicaux (FENAPAT), les ONG, etc. Le processus pour une meilleure organisation et structuration de ces différentes familles d'acteur en vue d'aller à l'interprofession a démarré avec Cadre Intégré Renforcé et le PARASEP |
| Anacarde | FENAPAB | Un poste de Coordonnateur existe et est pourvu | Inter profession Anacarde (IFA) fonctionnelle déjà |
| Pêche et pisciculture | Plusieurs faitières piscicoles et pêche existent | Pour la plupart des faitières ce sont des élus qui assurent la fonction sauf à la FENAPIB (Fédération Nationale des pisciculteurs du Bénin) | Compte tenu de la multiplicité des fédérations ou faitières d'OPA des réflexions sont en cours pour la création d'un cadre de concertation, avant la poursuite du processus vers les autres acteurs. La Direction de la Production Halieutique et la DLROPEA sont très actives dans la facilitation de ce processus de réflexion. |
| Volaille/ œufs de table | <ul style="list-style-type: none"> • UNAP (Union Nationale des Aviculteurs Professionnels) • Association Nationale des Aviculteurs du Bénin • Association des Transformateurs de volaille • Association de fournisseurs de semence | Un Secrétaire permanent existe | Une interprofession fonctionnelle existe avec toutes les familles d'acteurs : les producteurs d'œufs de table et de viande de volaille, les fournisseurs de poussins, les fabricants d'aliments, les importateurs de produits vétérinaires, les prestataires de services vétérinaires et les transformateurs – distributeurs des produits avicoles. |

Il convient de signaler l'existence de certaines OP faitières dont la FUPRO qui ne sont pas des OP filières mais qui s'investissent dans la structuration des filières conformément à leur règlement général de fonctionnement. Ainsi, la FUPRO a facilité la structuration des différentes familles d'acteurs des filières riz, maraichage, maïs et manioc. Elle poursuit actuellement la facilitation de la dernière étape de la structuration qu'est l'interprofession maïs en partenariat avec le MAEP dans le cadre du Projet Structuration des filières maïs et riz financé par l'UEMOA. Il en est de même pour le maraichage avec le PADMA sur financement FIDA. Ici, le porteur de fonction est le Directeur Exécutif. Il bénéficie de l'appui de ses collaborateurs notamment le Chef Département Promotion des OP et Conseil Agricole.

En ce qui concerne la PNOPPA, le Secrétaire Permanent (SP) est le porteur de fonction avec l'appui de la Chargée des Initiatives Economiques. La valeur-ajoutée de la présence de la PNOPPA dans la sphère des OPA, en tant que Plateforme, est son expérience confirmée dans le portage de tout ce qui est plaidoyer pour la levée des contraintes relatives à la production, transformation et mise en marché des produits.

Les OIP, quant à elles, ne disposent, parmi les filières ciblées par ARISA-B, que de deux filières qui sont structurées jusqu'au stade d'interprofession. Il s'agit de l'anacarde et de l'aviculture/œuf de table.

Pour l'Interprofession de la Filière Anacarde (IFA), le poste de Secrétaire Permanent est pourvu tandis que les postes d'Assistant Chargé du Renforcement de Capacités et de la Qualité du Produit et d'Assistant Chargé des Actions de Promotion et de Communication ne le sont pas. Cependant, beaucoup de résultats/livrables sont obtenus grâce aux outils disponibles dont les documents fondamentaux (statuts et règlement intérieur), le Plan de Développement Stratégique (PDS) sur 5 ans, les Plans Opérationnels Annuels Budgétisés, les Plans de mobilisation des ressources, le Plan de communication, le Manuel de procédures administratives et financières, etc.

En dépit de l'absence des postes d'assistants, les résultats obtenus sont non moins importants. On peut noter entre autres une parution bimestrielle d'un magazine sur l'IFA-B, une plateforme de dialogue public-privé, une banque de données sur les statistiques relatives aux membres de production et de commercialisation, des informations actualisées sur les prix mondiaux, etc.

Tous ces résultats sont obtenus grâce à l'accompagnement d'un grand nombre de partenaires dont :

- Programme Cadre d'Appui à la Diversification Agricole (ProCAD) à travers le Projet d'Appui à la Diversification Agricole phase Additionnelle (ProCAD/PADA-FA) de la Banque Mondiale ;
- Programme Promotion de l'Agriculture (ProAgri 3) de la GIZ ;
- Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (ProFi-VI) de l'Agence belge de Développement ;
- Projet Benin Cajù de TechnoServe, pour l'intégration et l'accélération de la croissance économique avec l'appui du Département Américain de l'Agriculture (USDA) ;
- Projet Cracking the Nut de ICCO exécuté par DEDRAS et financé par Facility for Sustainable Entrepreneurship and Food Security des Pays Bas ;

Cependant, la nécessité de renforcer les capacités de négociation des familles d'acteurs s'avère nécessaire. Aussi, certaines actions fortes doivent-elles être envisagées au nombre desquelles : ainsi que :

- Renforcer les techniques / technologie de production et de transformation en quantité et qualité des produits anacarde ;
- Susciter l'installation de nouvelles unités de transformation, car la demande pour les amandes est forte ;
- Faire le plaidoyer pour soutenir à travers des prises de décisions par l'Etat, les unités de transformation en difficultés ;
- Organiser de manière efficiente le système de commercialisation ;
- Disposer de statistiques fiables pour la filière ;
- Mettre en place un système d'information du marché (SIM) ;
- Développer les standards et normes de qualité ainsi que le label des produits anacarde du Bénin ;
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de financement de la filière anacarde ;
- Elaborer et suivre la mise en œuvre des stratégies contractuelles entre IFA et les différentes familles d'acteurs ;
- Œuvrer pour la mise en place d'un accord-cadre entre l'Interprofession et l'État
- Mener des actions de plaidoyer pour le vote de la loi sur les interprofessions.

Enfin, l'Interprofession Aviculture du Bénin (IAB) est la faitière des acteurs de la filière avicole regroupant les producteurs d'œufs de table et de viande de volaille, les fournisseurs de poussins, les fabricants d'aliments, les importateurs de produits vétérinaires, les prestataires de services vétérinaires et les transformateurs – distributeurs des produits avicoles. Au niveau de l'AIB, tous les postes nécessaires à la bonne exécution du mandat des IOP dans la structuration des filières en interprofession et dialogue entre acteurs sont pourvus et des outils sont disponibles pour le travail. L'IAB est très active dans les activités de renforcement de capacités, lobbying et plaidoyer, organisation des aviculteurs, etc. Ce qui a permis de produire des livrables dont entre autres, de véritables opérateurs professionnels de l'aviculture qui animent les différents maillons de la filière : aviculteurs, techniciens et fournisseurs d'intrants, transformateurs (viandes), distributeurs et bien d'autres intervenants, mise en place de diverses technologies performantes non encore utilisées à plein régime, l'organisation et la structuration de la filière en plein essor avec la naissance de nombreuses nouvelles coopératives.

Cependant, quelques faiblesses méritent d'être soulignées. Il s'agit de : l'inexistence d'abattoirs professionnels et aux normes en vue du respect des normes et qualité de la transformation, faibles initiatives pour une amélioration de l'aviculture villageoise (génétique locale, habitat et alimentation spécifiques, etc.), l'absence de services économiques aux membres pour plus de productivité et de compétitivité. Dans le processus d'accompagnement de ses membres, l'AIB compte beaucoup sur l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement à travers le PARASEP.

En résumé, il existe au niveau de la filière aviculture une dynamique interprofessionnelle dont les acquis méritent d'être renforcés à travers une consolidation des relations contractuelles entre les différentes familles et leurs bases respectives.

- La situation actuelle des CAB en matière de structuration des filières en interprofession

L'animation des activités de la Chambre Nationale d'Agriculture notamment celles relatives à la structuration des filières et du dialogue entre acteur est assurée par le Secrétaire Général en tant que porteur de fonction et dispose à cet effet des outils nécessaires. Il en est de même des Secrétaires Exécutifs des CIA. Les chambres d'Agriculture sont, de par leur composition, les institutions par excellence pour l'animation des cadres de dialogue entre les acteurs du monde agricole dans la mesure où elles sont constituées des délégués des producteurs agricoles individuels, des OPA et des membres associés (autres catégories de professionnels agricoles).

Cependant, dans la pratique, le SG et les SE avec l'appui des Elus, sont plus dans l'exercice de la fonction de représentation des professionnels et autres acteurs du monde agricole auprès des pouvoirs publics et la collaboration dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur agricole. Dans ce contexte, leur animation des rencontres de concertation et de dialogue entre acteurs reste faible comme leur contribution à la dynamisation des Organisations Professionnelles Agricoles.

3. SYNTHÈSE DES GAPS CAPACITAIRES DES ACTEURS PAR RAPPORT AUX QUATRE THÈMES FÉDÉRATEURS

3.1. GAPS CAPACITAIRES DES ACTEURS AU PLAN ORGANO-FONCTIONNEL

3.1.1. PAR RAPPORT AU THÈME 1 (PPBS)

Le niveau d'exécution du mandat par les acteurs institutionnels par rapport au thème 1 (PPBS) est assez partiel au niveau des DDAEP et ATDA. Les mandats partiellement exécutés sont entre autres, au niveau des DDAEP par exemple : (i) Mettre en œuvre le système de suivi-évaluation des activités et de la performance, (ii) Assurer la programmation des actions de développement agricole dans le département, (iii) Préparer les outils d'aide à la coordination et à la mise en synergie des interventions avec les Agences Territoriales de Développement Agricole et les autres acteurs, (iv) Veiller à la prise en compte de l'égalité des chances, de l'approche genre et de la promotion de l'emploi des jeunes dans le processus de planification.

Le PAG, à travers le MAEP, a instauré des réformes dans l'espoir de booster l'agriculture béninoise à l'horizon 2021, d'où la création des DDAEP et ATDA pour rendre plus opérationnelles les décisions ministérielles et gouvernementales relatives à la mise en œuvre du PSDSA. Les attributions et mandats de ces structures sont connues à travers des décrets ministériels mais leur mise en œuvre suscite encore beaucoup d'inquiétudes non seulement du fait du manque de moyens matériels et financiers mais aussi le niveau de compréhension de ces cahiers de charges qui varie d'un individu à un autre au sein de la structure d'où le faible niveau d'exécution des mandats constaté.

En ce qui concerne les outils, mécanismes et dispositifs opérationnels en lien avec le thème 1, les ATDA et DDAEP en disposent également partiellement. Il manque dans plusieurs DDAEP et ATDA par exemple les check-lists de contrôle, les plans de surveillance, le plan d'actions genre dans le secteur agricole, etc. Les réformes enclenchées au niveau du secteur agricole au Bénin sont déclinées à travers des outils et mécanismes. Il est clair qu'ils doivent être partagés avec les acteurs à la base pour plus d'appropriation d'une part et d'anticipation d'autre part par ceux-ci pour mener des actions convenables dans le sens de contribuer à l'atteinte des indicateurs initialement prévus par les gouvernants. La situation d'ensemble des acteurs par rapport à ce niveau est illustrée par le graphique n°9.

En revanche, les produits/services requis au profit des bénéficiaires restent assez insuffisants. Malgré les Programmes Nationaux de Développement des Filières qui autonomisent la prise de décision et le leadership des différents acteurs au niveau de leur territoire pour mener des actions convenables, il se pose le problème de la non maîtrise des produits/services requis au profit des bénéficiaires, au regard des fonds mis à disposition pour aller à l'opérationnalisation et donner les résultats escomptés. Aussi, les acteurs de ces structures n'ont-ils pas la compétence de mobiliser des ressources externes pour atteindre les objectifs qui leur ont été assignés, ce qui justifie la position du graphe ci-dessous.

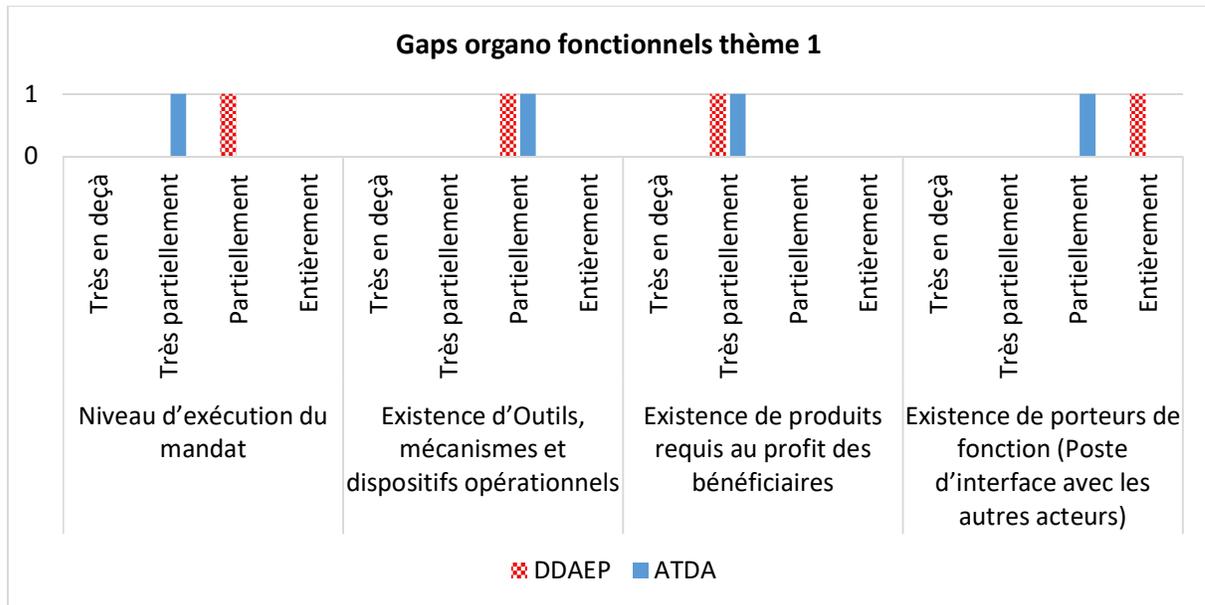


Figure 9 : Gap organo-fonctionnel relatif à la chaîne PPBS

Enfin, en ce qui concerne l'existence des porteurs de fonction pour occuper les postes d'interface⁵, les DDAEP viennent en tête avec tous les postes d'interface qui sont pourvus suivi des ATDA qui l'ont partiellement pourvu. La mise en œuvre des politiques agricoles a besoin d'être portée par des cadres compétents. Cependant, il faudrait mettre à la disposition de ces acteurs les moyens nécessaires pour faciliter leur mission.

3.1.2. PAR RAPPORT AU THEME 2 (FOURNITURE DE SERVICES-CLES)

Tout comme pour le thème 1, le niveau d'exécution du mandat par les acteurs est **faible** ; il est notable dans ce contexte de réforme du secteur agricole que des innovations en matière d'approches et d'outils font que la plupart des acteurs recherchent leurs marques. Le graphique suivant illustre le gap au niveau de l'exécution des mandats :

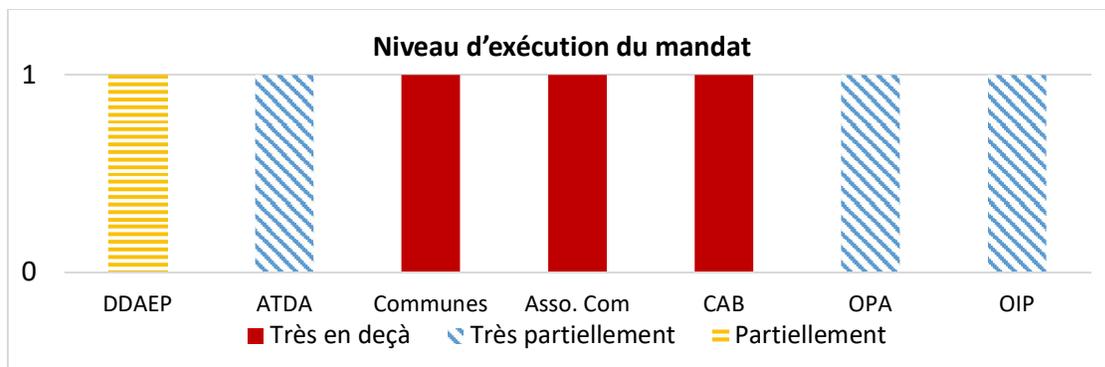


Figure 10 : Niveau d'exécution des mandats par les acteurs

⁵ Les postes d'interface sont les postes principaux qui sont en première ligne dans la fourniture des services de l'Organisation, aux usagers du service

Pour ce qui est de l'existence des outils et mécanismes, la situation est identique à celle du thème 1, c'est-à-dire moyenne, avec la nuance que certains acteurs n'ont pas du tout tous les outils à leur portée, notamment les outils clusters, values links au niveau des CAB et de plusieurs OPA.

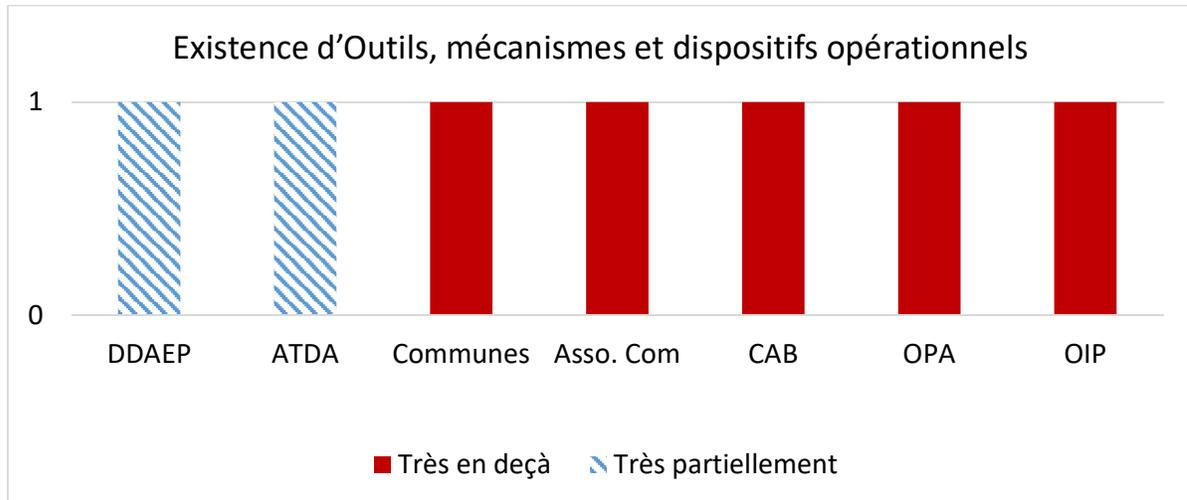


Figure 11 : Existence d'outils, mécanismes et dispositifs opérationnels

Par rapport au thème 2 qui est en fait le cœur de métier de la nouvelle politique agricole, l'analyse a révélé une faible disponibilité de produits / services fournis aux bénéficiaires. En effet, les acteurs n'ont pas toujours dans leur grande majorité la culture de livrables dans une « approche client ». Cette situation est très expressive au niveau des acteurs communaux et certains acteurs non étatiques du secteur ; c'est ce qu'illustre le graphique suivant :

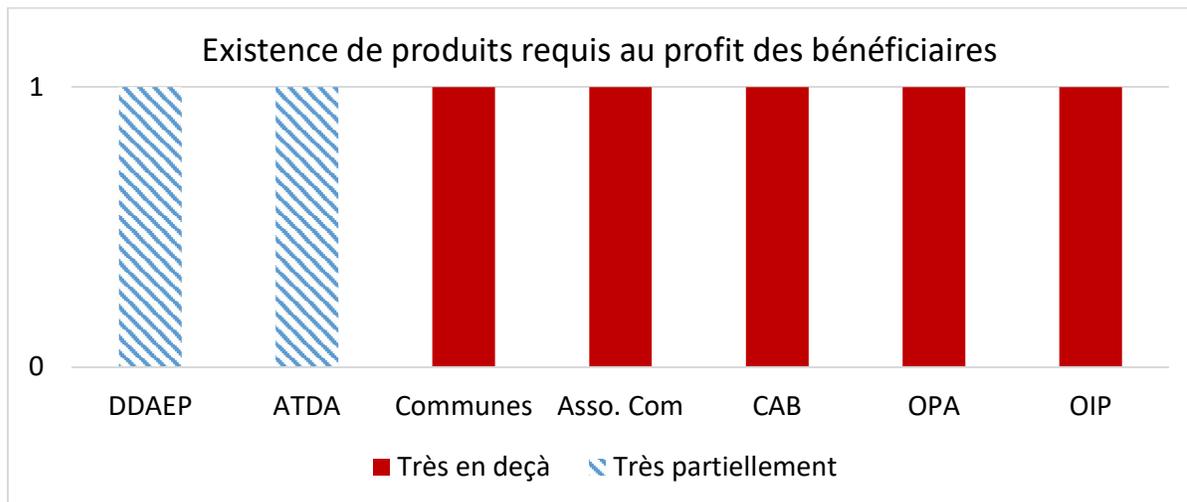


Figure 12 : Existence de produits/services requis au profit des bénéficiaires

Au niveau du thème 2 également, il existe au niveau de toutes les structures, des porteurs de fonction, même si certaines sous fonctions (telle que la facilitation du financement) peinent à disposer d'un porteur précis dans les ATDA par exemple. Aussi, le portage fonctionnel de certaines activités par les élus ne doit-il pas masquer ce gap au niveau des OPA/OIP/CAB tel que l'illustre le graphique suivant.

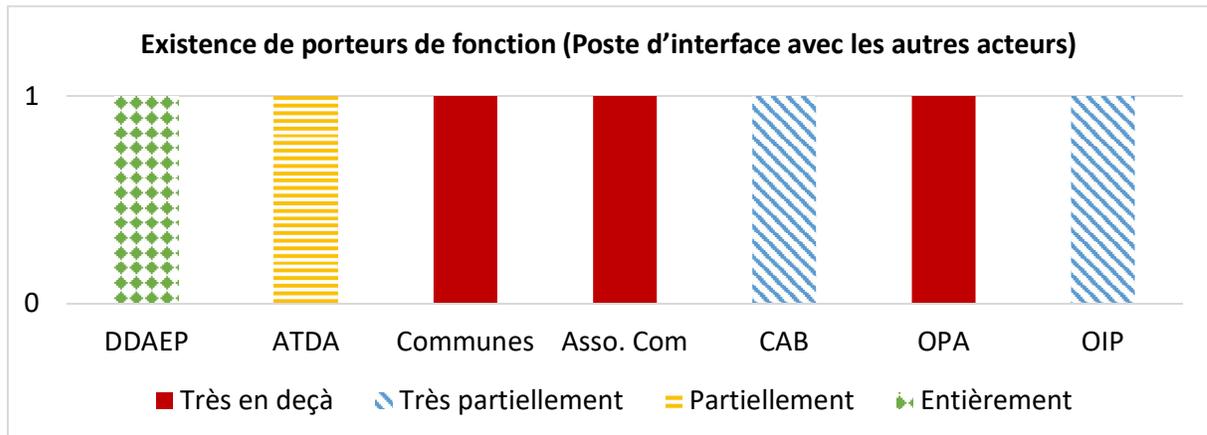


Figure 13 : Existence de porteurs de fonction (poste d'interface avec les autres acteurs) au niveau du thème 2

3.1.3. PAR RAPPORT AU THEME 3 (INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS)

Par rapport au thème 3, le niveau d'exécution du mandat par les acteurs est également faible. Ceci est dû au fait que les acteurs ne travaillent pas systématiquement ensemble et ne connaissent pas suffisamment leurs rôles respectifs et complémentaires dans la gestion des investissements structurants dans les territoires. Hormis les DDAEP, les autres acteurs peinent à retrouver leurs marques, notamment les communes qui devraient porter le plus ce mandat.

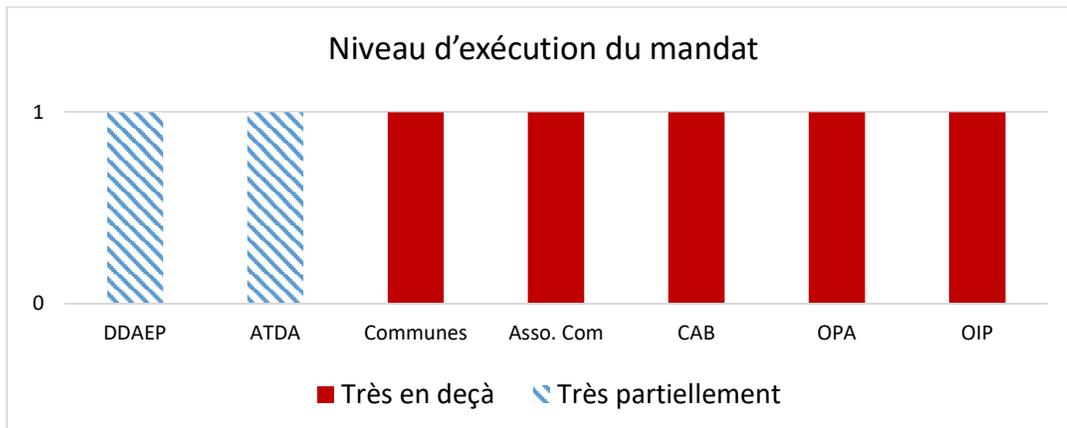


Figure 14 : Niveau d'exécution des mandats par les acteurs au niveau du thème 3

Outre les PDC et les PAI, l'inexistence d'outils opérationnels notamment le **Document de Programmation Pluri Annuelle des Investissements du FADeC Agriculture (DPPAI-FADeC Agriculture)** et supports de travail (guide d'accompagnement technique et pédagogique du FADeC-Agriculture) est également remarquable et n'offre pas la possibilité aux acteurs de mettre à l'épreuve leurs connaissances et expériences dans ce domaine. Cependant, les expériences antérieures autour des Comités Départementaux d'Analyse et de Validation des dossiers de projets (CDAV) en provenance des mairies permettent de confirmer les besoins des acteurs en compétences relatives aux :

- ✓ outils de collecte de données et de montage de projets structurants ;
- ✓ techniques de conduite d'étude de faisabilité rapide ;
- ✓ repérage des indicateurs techniques de bons projets d'investissements structurants ;
- ✓ animation de comité de gestion de l'utilisation des infrastructures structurantes.

Outre les PDC et les PAI, l'inexistence d'outils opérationnels (Plan d'actions agriculture et FADeC) et supports de travail est également remarquable ; le graphique suivant illustre bien le Gap d'outils au niveau de chaque catégorie d'acteurs par rapport au thème 3.

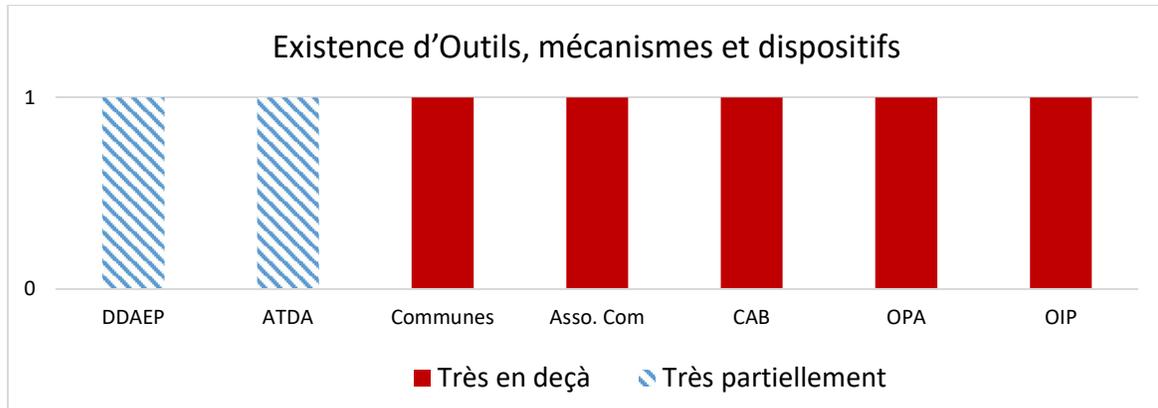


Figure 15 : Existence d'outils, mécanismes et dispositifs opérationnels au niveau du thème 3

Le diagnostic a révélé que les Communes sont dans la plupart des cas défailtantes en matière de services et produits fournis aux producteurs agricoles.

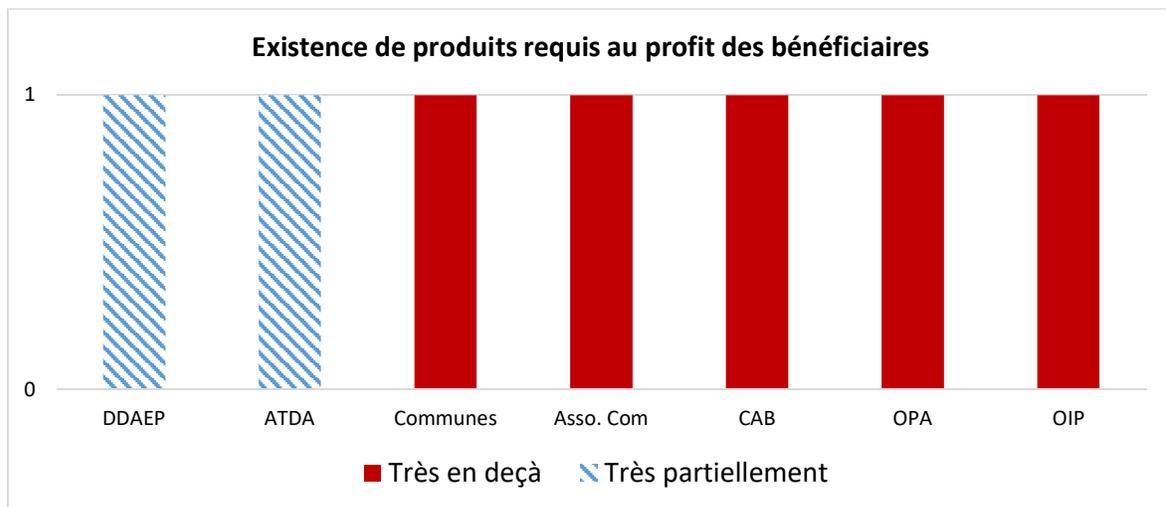


Figure 16 : Existence de produits / services requis au profit des bénéficiaires

Les ATDA et DDAEP disposent des porteurs de fonction pour la mise en œuvre de leurs mandats liés au thème 3. Par contre, les Communes ne disposent pas des agents spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de leurs mandats relatifs au secteur agricole en dehors des CSPDL, CST et CDPP.

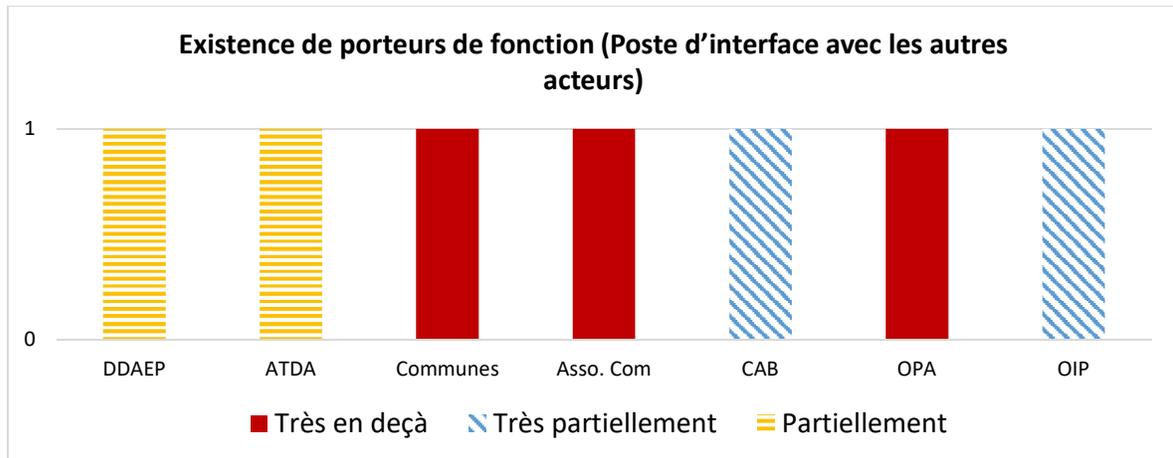


Figure 17 : Existence de porteurs de fonction (poste d'interface avec les autres acteurs) au niveau du Thème 3

3.1.4. PAR RAPPORT AU THEME 4 (STRUCTURATION DES FILIERES EN INTERPROFESSIONS ET DIALOGUE ENTRE LES FAMILLES D'ACTEURS)

Le niveau d'exécution du mandat par les acteurs par rapport au thème est **faible**. Dans une approche de responsabilisation des OPA/CAB dans le processus de structuration des filières en interprofession, ces dernières, malgré les efforts louables de plusieurs élus, peinent toujours à assumer cette fonction ainsi que l'illustre le graphique suivant.

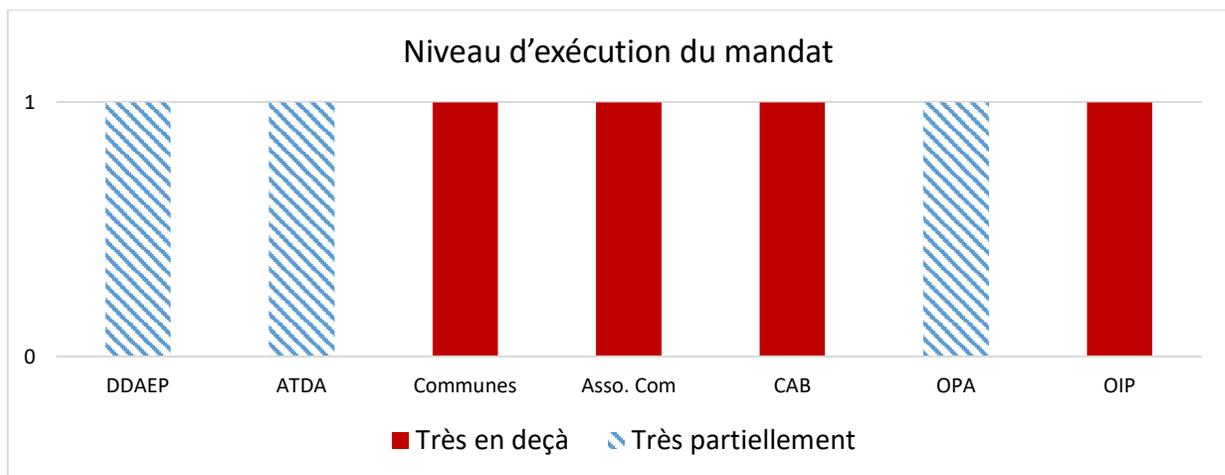


Figure 18 : Niveau d'exécution du mandat par rapport au thème 4

La faible disponibilité d'outils et mécanismes opérationnels est également très marquante au niveau des acteurs communaux et acteurs du secteur privé agricole.

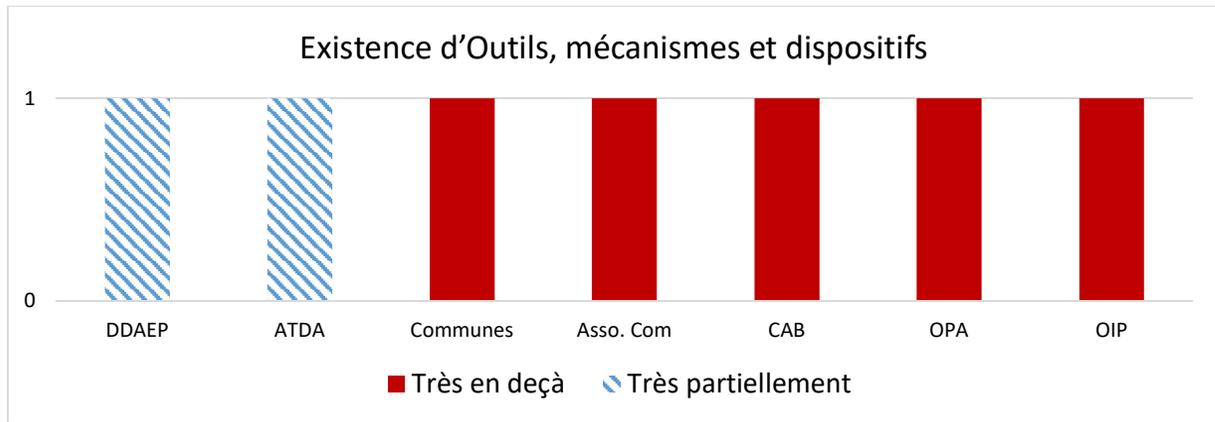


Figure 19 : Existence d'Outils, mécanismes et dispositifs en matière de structuration des filières

Corolaire de la situation précédente, la faible disponibilité de produits / services aux clients est notable ainsi que l'illustre le graphique suivant.

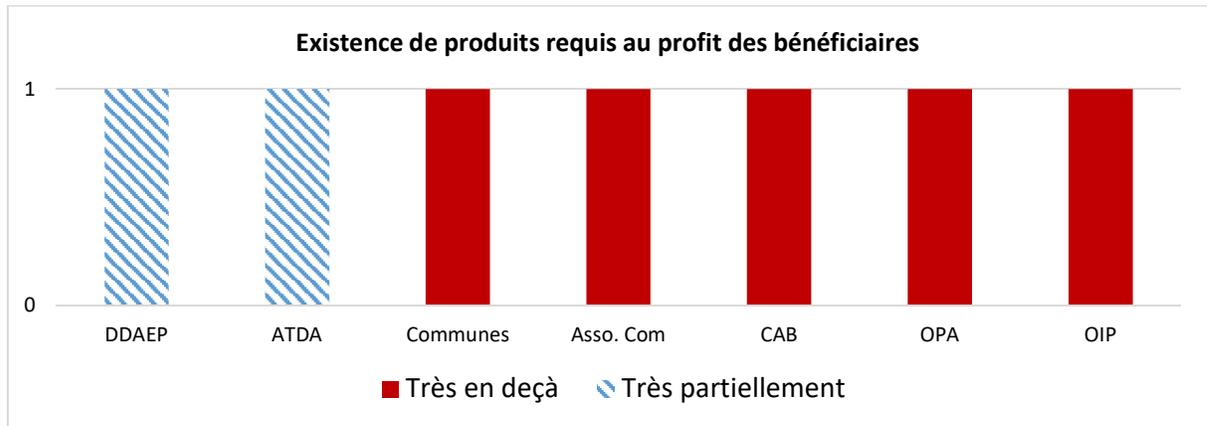


Figure 20 : Existence de produits requis au profit des bénéficiaires

Outre les DDAEP et ATDA, le GAP en matière de porteurs de fonction est remarquable au niveau des OPA/OIP/CAB, il faudra toutefois nuancer qu'en dehors de l'équipe technique, les élus sont également dans la pratique, des porteurs de fonction, même s'ils n'ont pas été pris en compte dans l'étude. Cette situation dénote qu'il s'agit d'un gap relatif et non absolu.

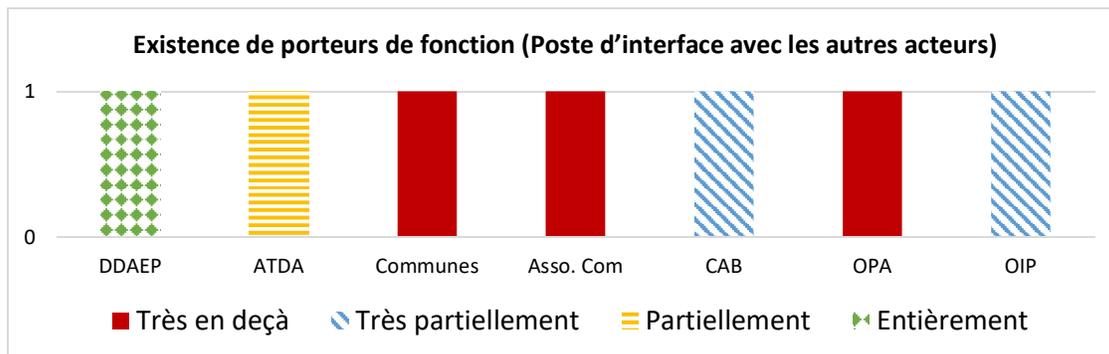


Figure 21 : Existence de porteurs de fonction (Poste d'interface avec les autres acteurs)

En dernière analyse, l'appréciation globale des données sur les différentes variables pour tous les thèmes et pour les acteurs dans l'ensemble des PDA, au regard des référentiels ont révélé les constats suivants :

- ◆ **Sur le niveau d'exécution du Mandat (Activités principales) :** Le mandat et les rôles respectifs liés aux 04 thématiques ne sont pas connus systématiquement et internalisés de la même manière par tous les acteurs sans que ces derniers ne se réfèrent aux documents de base, c'est surtout le cas des OPA/OIP/CAB et des communes.

Bien que dans l'ensemble, les acteurs n'exécutent que partiellement leurs mandats, le diagnostic a révélé que les DDAEP maîtrisent mieux leurs cahiers de charges, dans une moindre mesure, les ATDA dont l'installation court à peine depuis deux ans, viennent ensuite les OPA/OIP/CAB et les communes qui peinent à jouer leur partition dans l'animation du secteur agricole dans leur territoire. Ceci se justifie par plusieurs facteurs dont entre autres l'insuffisance de ressources pour les faire connaître et adopter par les acteurs ainsi que la relative jeunesse de certains acteurs (ATDA, DDAEP) qui sont toujours dans leurs phases d'appropriation de l'ensemble de leurs outils de travail puis enfin par le déficit quantitatif des ressources humaines dans les communes.

Les acteurs dans leur grande majorité, ne connaissent surtout pas les rôles respectifs des uns et des autres (l'exercice sur l'analyse des attentes a été révélateur de ce fait) : aucun des acteurs n'est parvenu à exprimer avec précision et sans recours aux documents les prestations et outils à fournir aux autres acteurs. N'ayant pas l'habitude de travailler en coopération et en synergie, les acteurs se méconnaissent et travaillent en « silos », ce qui crée une déperdition de ressources.

Les cadres de concertation et de dialogue inter-acteurs existent mais ne sont pas utilisés pour promouvoir le secteur. Lorsque les ressources pour financer les activités de ces différents cadres ne sont pas disponibles, les cadres ne fonctionnent pas, bien que leur tenue entre dans le travail normal des entités concernées par ces cadres de concertation. Une note de synthèse spécifique de cette situation est annexée au présent rapport.

- ◆ **Sur les Outils, mécanismes et dispositifs d'intervention :** Aucun acteur ne dispose systématiquement de tous les outils requis pour exercer le mandat qui lui est assigné par le cadre institutionnel du secteur agricole. En fait, les outils de conceptualisation existent et proviennent du niveau central, mais les outils d'exécution, les manuels d'opérationnalisation, et les boîtes à outils par domaine sont à compléter/élaborer/actualiser par endroits.
- ◆ **Produits/services requis au profit des bénéficiaires :** Tous les acteurs ne produisent pas systématiquement des livrables ou services au profit de leurs bénéficiaires respectifs ; l'exercice sur la matrice des attentes réalisé à l'occasion de la conduite de cette étude a été révélatrice de ce fait à plus d'un titre.
- ◆ **Titulaires porteurs de fonction :** Certains acteurs ne disposent pas toujours de titulaire de poste pour interagir avec les autres acteurs. C'est notamment le cas de certaines DDAEP pour les postes de CDSFIG-OPA, CDSADA, CDRCAER. C'est aussi le cas des ATDA où aucun poste n'a pris formellement en charge la fonction d'ingénierie financière en relation avec le FNDA pour ce qui est du thème 2. Cette situation a été gérée à travers une désignation de points focaux, avec une

disparité des situations : DRC dans certaines ATDA, DAI dans d'autres, et DP ailleurs. Les OPA/OIP et CAB n'ont également pas de titulaires précis pour porter les fonctions liées aux différents thèmes. Au niveau de l'ATDA du pôle 5, le DRC n'a pas de collaborateurs, si bien que les activités liées à la structuration des Organisations Professionnelles Agricoles sont en souffrance.

3.2. GAPS DE COMPÉTENCE DES TITULAIRES DE POSTE OU DE FONCTION PAR CATÉGORIE D'ACTEURS

Au niveau des titulaires de postes par thématique et par acteur, la formation est perçue comme étant la seule modalité d'acquisition de compétences : certaines personnes estiment avoir des compétences parce qu'ayant suivi des formations et réciproquement estiment n'être pas compétentes parce que n'ayant pas suivi des formations.

L'approche par référentiel a permis à chaque porteur de fonction et le cas échéant aux supérieurs hiérarchiques de faire le point sur les gaps capacitaires à différents niveaux de postes en lien avec les thèmes ciblés par ARISA-B. Ainsi, les gaps capacitaires, bien que variables d'un poste à un autre et d'un acteur à un autre, ont été très remarqués pour les compétences suivantes :

- Compétences relationnelles et d'interaction avec « les clients » : accueil, communication, animation des cadres de dialogue ;
- Compétences techniques (liées aux métiers/secteur) : nouveaux instruments de promotion des filières (documents programmatiques du secteur, clustering et autres) ;
- Compétences managériales (Stratégie, Organisation du travail, Leadership et prise de décision, coordination, etc.) ;
- Compétences administratives (rédaction de documents administratifs, etc.)
- Compétences en informatique et digital (système d'information, utilisation d'outils numériques...) ;
- Compétences comportementales ;
- Thèmes transversaux (équité, genre, redevabilité-gouvernance, changements climatiques, etc.).

Globalement, de par les exigences du référentiel de compétences, les porteurs de fonctions stratégiques au niveau des ATDA, DDAEP à savoir respectivement DG, DP, DRC, RCSE, DDAEP, CSESSEC, CSRC ont un véritable rôle à jouer dans la maîtrise des politiques sectorielles, leur déclinaison et la facilitation de leur mise en œuvre au niveau des PDA et l'opérationnalisation des outils de planification et de budgétisation. Mais le diagnostic révèle des gaps capacitaires par endroit qu'il va falloir corriger à travers des actions de renforcement de capacités. Toutefois, les porteurs de fonctions qui se sont déclarés auto-satisfaits de leurs niveaux de compétences actuels ne devraient pas être laissés en marge du processus de renforcement de capacités.

De manière générale, les gaps capacitaires sont dans la plupart des cas d'un seul niveau ou palier, même si certains déficits sont notables pour certains titulaires de postes à deux niveaux (deux gaps à combler). Pour chacun des acteurs, les graphiques suivants illustrent pour certains postes la situation des gaps, le détail par poste étant en annexe du présent rapport.

3.2.1. POSTES DES DDAEP

Les principaux gaps relevés sont en général des déficits allant de 1 à 2 niveaux par rapport au référentiel : par exemple, un acteur peut avoir à la fois des besoins en termes de confirmation et de spécialisation s'il n'avait que des notions dans la compétence concernée.

A titre illustratif, le présent graphique illustre la situation d'un Directeur (DDAEP) :

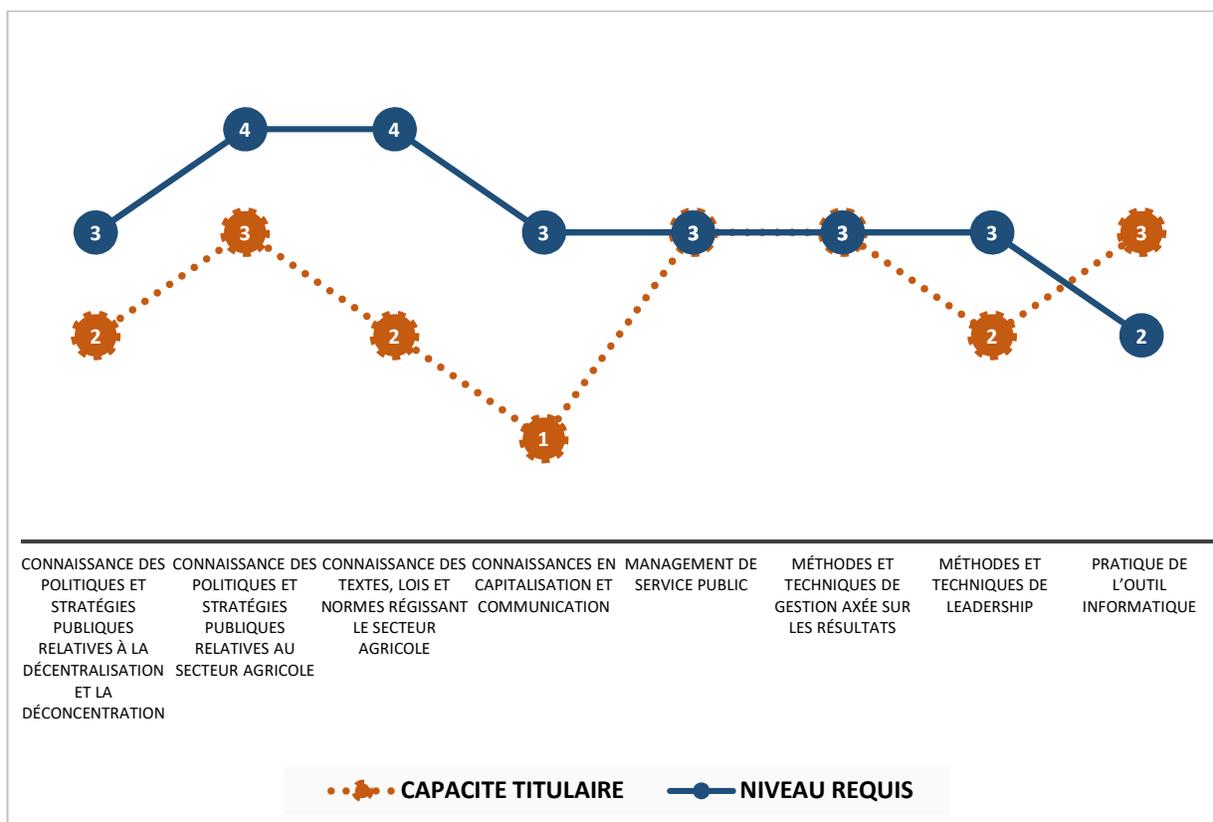


Figure 22 : Gap illustratif de compétence au niveau des Directeurs DDAEP

Il en ressort que le gap le plus bas des DDAEP se situe au niveau de la compétence relative à la capitalisation des expériences au niveau des départements. Par contre, les compétences en management des services publics et méthodes et techniques de PPBS sont parfaitement au niveau requis. En revanche, les DDAEP pour la plupart estiment leur niveau supérieur au niveau défini par le référentiel de compétences.

La situation moyenne globale au niveau des DDAEP est en annexe du rapport.

3.2.2. POSTES DES ATDA

Au niveau des ATDA, la situation est pareille. Le graphique ci-dessous illustre les gaps moyens des DRC par rapport au niveau de compétence ciblé pour ce poste. En général l'amplitude est plutôt raisonnable avec des cas rares de gaps dont l'amplitude est prononcée (- 2) sur certaines compétences :

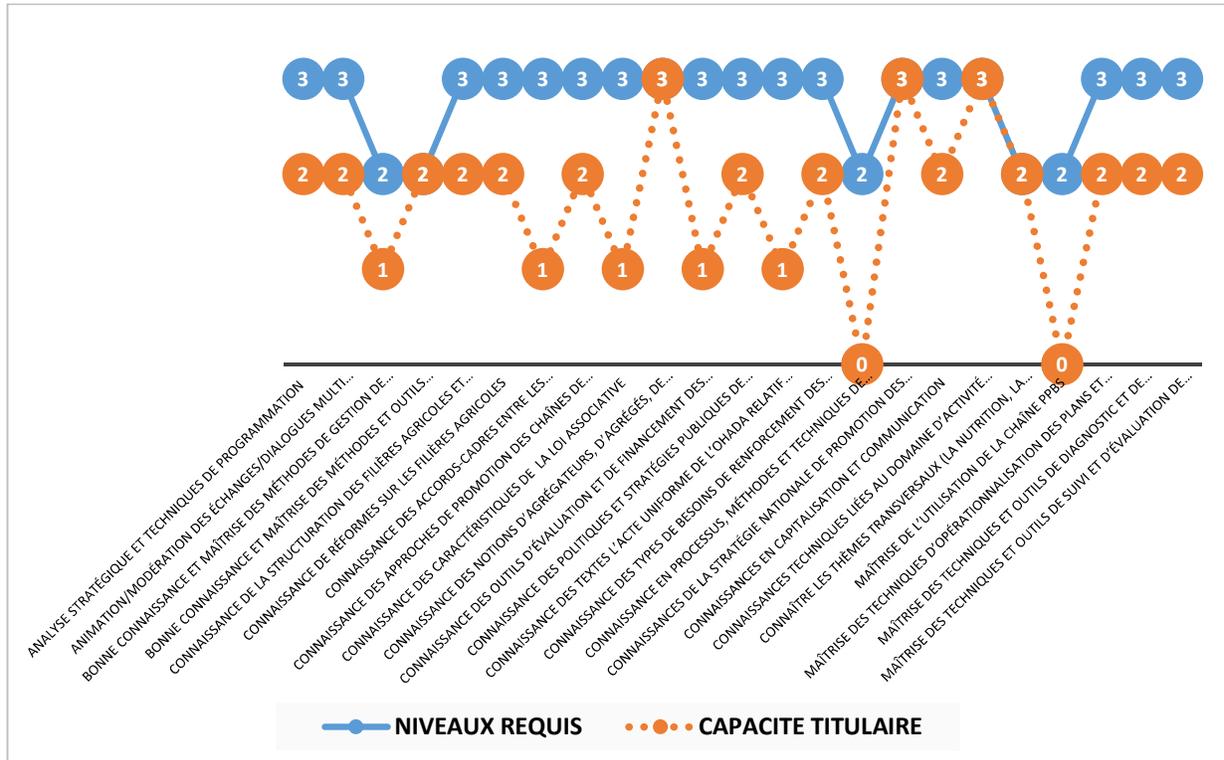


Figure 23 : Gaps capacitaires des DRC

3.2.3. POSTES DES COMMUNES

Les gaps sont présentés à titre d'exemple pour les postes de CSPDL et de CST.

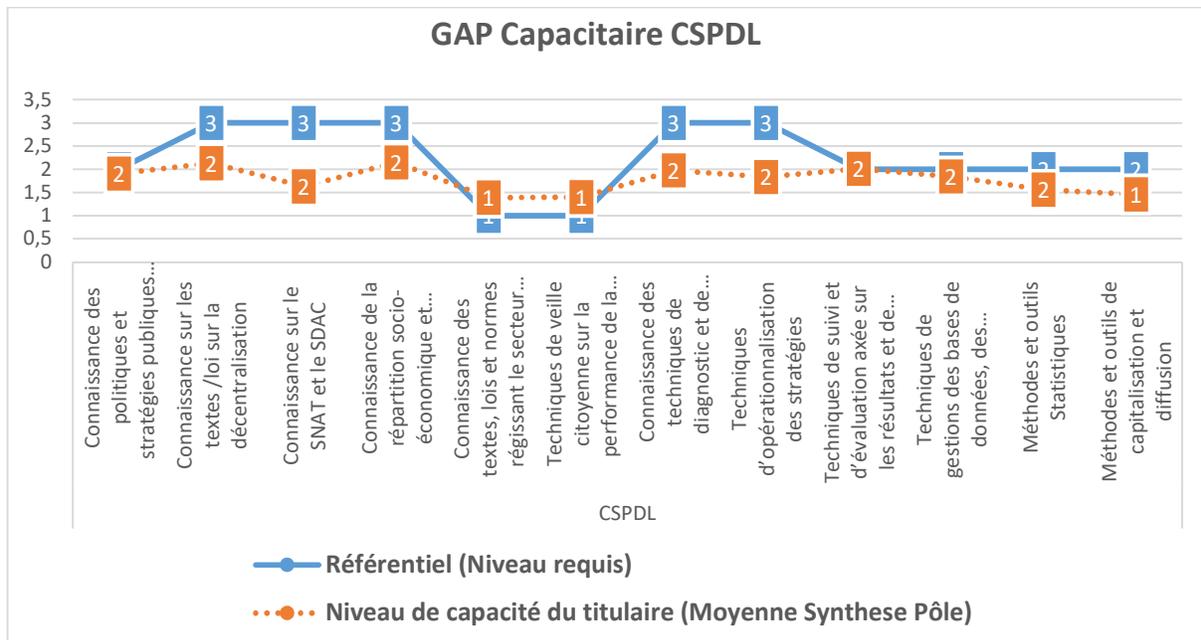


Figure 24 : Gap capacitaire moyens des CSPDL

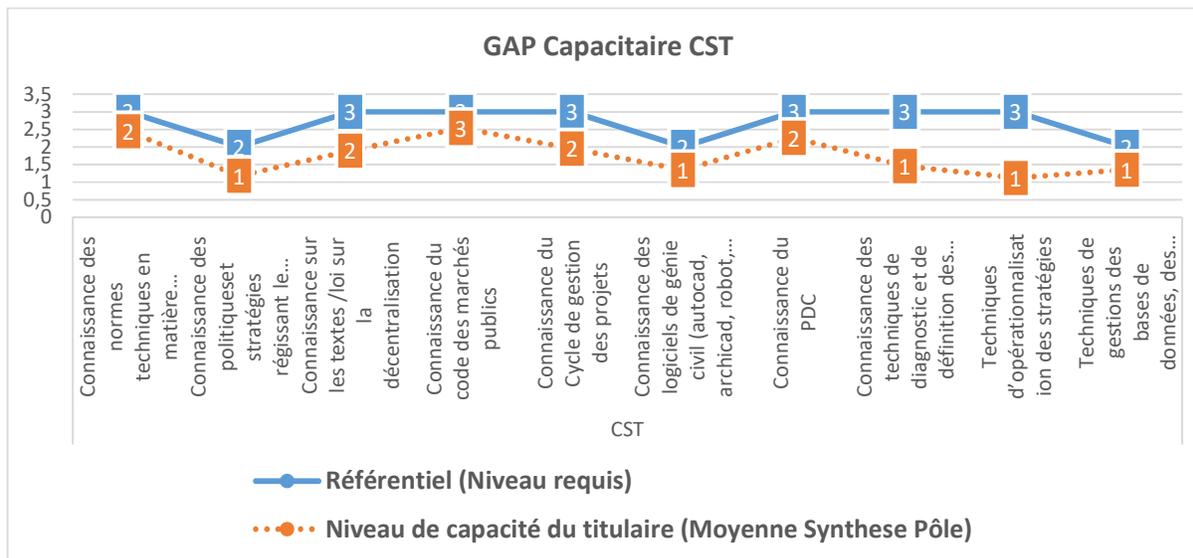


Figure 25 : Gap capacitaire moyen des CST

3.2.4. POSTE DES OPA/CAB/OIP

A ce niveau également on note que les déficits capacitaires d'un SE est de « -1 » par rapport au référentiel de compétences. Le graphique ci-dessous illustre le niveau moyen des acteurs cités, avec bien entendu des disparités qui sont prises en compte dans la situation spécifique de chaque acteur

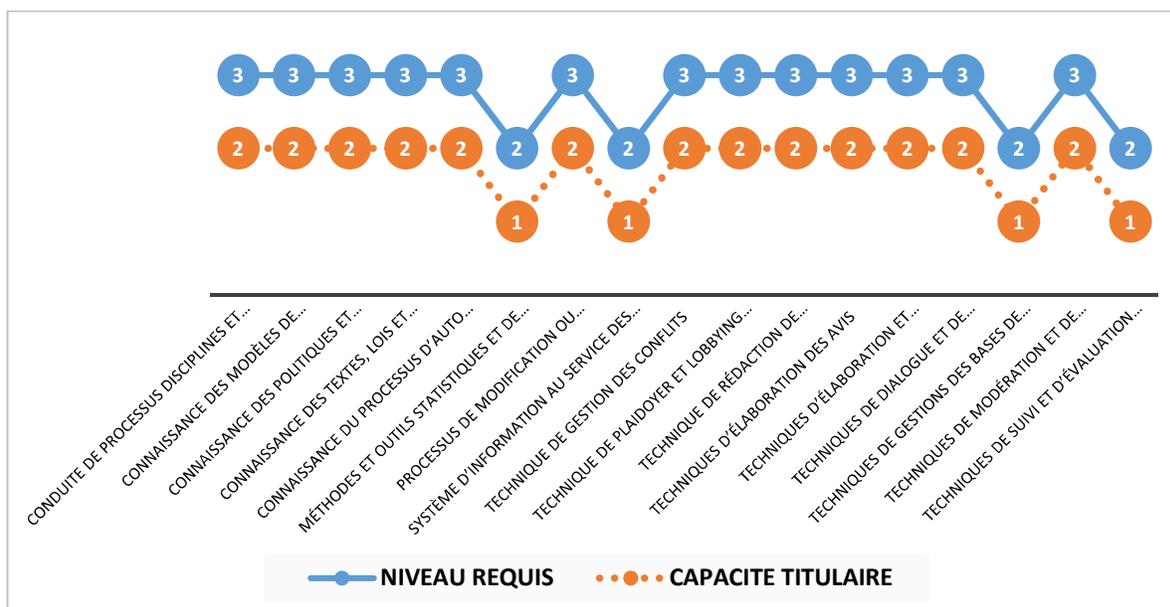


Figure 26 : Gaps capacitaires moyens des SE/SP des OPA/OIP et CAB.

4. ETAT DES LIEUX DES CADRES FORMELS DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION

4.1. SITUATION DES CADRES FORMELS DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION

L'état des lieux révèle que les cadres de concertation formels sont en nombre très réduit. Parmi ces cadres on note le Conseil Départemental de Suivi (CDÉS) et le Conseil Communal d'Orientation du Secteur agricole (CCoS), la Revue départementale du secteur agricole, le Cadre Départemental d'Orientation et de Suivis (CDOS) des actions du ProCAD, le Cadre de concertation sur la filière karité (National) qui relève d'une décision ministérielle et les Cadres de concertation communaux des familles d'acteurs des filières riz, maïs et poisson mentionnés dans les communes du Zou.

En ce qui concerne leur fonctionnement, il est apprécié à travers la tenue régulière des rencontres⁶, le taux de participation aux rencontres (toujours supérieur ou égal au quorum)⁷ et la disponibilité des rapports de séances ainsi que la mise en œuvre des décisions prises. De l'analyse des différents aspects, il ressort ce qui suit :

- **Au niveau départemental,**

Les réunions sont régulièrement tenues au niveau départemental, avec des taux de participation nécessaires à une prise de décision valable. Cette régularité pourrait s'expliquer par l'ancrage institutionnel de ces cadres matérialisé par des arrêtés et décrets qui sont pris pour accompagner parfois les initiatives prises dans le cadre de certains projets. C'est le cas par exemple du Cadre Départemental d'Orientation et de Suivis des actions du ProCAD (Arrêté ministériel N°002/MAEP/DC/SGM/DAF/DPP/CJ/SA/063SGG17 de 2017).

En réalité, la régularité des rencontres formelles des cadres cache le faible niveau de représentativité des structures concernées aux rencontres, par endroit. En effet, certains responsables de structures concernées se font souvent représentés par leurs collaborateurs. Si des raisons objectives peuvent expliquer ces absences, il est aussi possible qu'elles soient l'expression de la non-pertinence des sujets discutés aux yeux de ces acteurs. Cette situation illustre en partie leur faible engagement à mettre en application certaines décisions issues de ces rencontres.

- **Au niveau communal**

L'importance des cadres de concertation n'est pas encore perçue par les acteurs, toutes catégories confondues. Si l'autorité communale brille souvent par son absence, les acteurs communaux sont aussi difficilement mobilisables alors qu'il faut qu'ils soient plus actifs pour convaincre le conseil communal à valoriser leurs diverses propositions. Malheureusement, cet engagement n'est pas ressenti, notamment de la part des organisations paysannes. **La conséquence est la faible prise en compte des préoccupations du secteur agricole dans les délibérations du conseil communal.**

⁶ Si oui à quelle fréquence et justifiez

⁷ choisir la situation dominante et expliquez

Le transfert cette année des ressources qui autrefois étaient assurées par le Secrétariat Technique Permanent (STP/CNOS) aux DDAEP en respect de leur AOF pourrait contribuer à l'atténuation de difficultés d'insuffisance de ressources financières évoquées spécifiquement dans le Couffo.

Spécifiquement, dans le cadre de la revue départementale du secteur agricole, la faible capacité des acteurs non étatiques à produire les rapports suivant le canevas exigé, affecte la qualité des résultats de l'exercice. En réalité, il s'agit d'une absence de réflexe de partage de ce que l'on fait et des résultats obtenus dans la mesure où **ces mêmes acteurs lorsqu'ils se retrouvent dans un contrat honorent efficacement leurs engagements y compris la production de rapport.**

Les détails sur chacun des cadres formels se trouvent en annexe 8 du présent rapport.

4.2. SITUATION DES CADRES NON FORMELS DE DIALOGUE/ CONCERTATION

Les cadres non formels de dialogue et de concertation sont ces instances qui ne font pas l'objet d'une création administrative ou règlementaires, mais qui se constituent autour de problématiques spécifiques de manière ponctuelle ou régulière. Les cadres non formels identifiés par la présente étude sont :

- le Comité de suivi de la mise en œuvre du Plan National de Développement de la Filière Œufs de consommation basé à la DDAEP 7 à Calavi ;
- la Coalition nationale Karité et les Coalitions régionales karité Atacora, Borgou, Collines et Alibori ;
- le Cadre de concertation Institutions Financières et Acteurs Demandeurs de Crédit dans la filière Anacarde (CIFADA/BA) ;
- le Cadre de concertation FENAPAB-PTF (CDC FENAPAB-PTF) ;
- la réunion Technique des Points focaux Suivi-évaluation du ProCAD ;
- la Plateforme Départementale des familles d'acteurs de la filière anacarde du Borgou (PDFAFA) ; et
- la réunion Technique des Points focaux Suivi-évaluation du ProDAD.

On remarque que la plupart de ces cadres informels sont des initiatives de projets et fonctionnent correctement à l'exception de la Plateforme Départementale des familles d'acteurs de la filière anacarde du Borgou (PDFAFA) et les cadres communaux en cours d'installation par les DDAEP. Dans ce cas précis, les difficultés de fonctionnement notamment la tenue des rencontres seraient dues à la faible mobilisation des cotisations au niveau des membres.

Les cadres informels étant des initiatives privées, la question de leur pertinence ne se pose plus pour les acteurs d'où leur engagement pour leur fonctionnement. Cependant, les difficultés d'application des décisions prises et la lenteur dans l'exécution des certaines résolutions, semblent limiter leur efficacité. Les détails sur les différents cadres informels se trouvent dans le 2^{ème} tableau de l'annexe 8.

En conclusion les cadres formels disposent d'un ancrage juridique et souvent des ressources nécessaires pour leur fonctionnement. Ce cadre règlementaire justifie la régularité de leurs rencontres statutaires. Mais l'intérêt des acteurs pour leur efficacité reste parfois faible contrairement à la tendance au niveau des cadres informels de dialogue qui sont le fruit d'une prise de conscience de leur nécessité par ces derniers. Malheureusement, ces acteurs privés ne traduisent pas toujours cette prise de conscience en contribution financière pour le

fonctionnement de leurs cadres informels dont les résultats nécessitent parfois des actions de plaidoyer en vue de la prise des actes nécessaires à leur mise en œuvre efficace.

Stratégiquement, étant donné qu'en dehors des responsables filières, les acteurs institutionnels sont les mêmes dans les différents cadres formels et informels, on pourrait initier un mécanisme de reversement des résultats des cadres informels aux cadres formels appropriés pour leur mise application efficace.

Il s'avère aussi nécessaire de poursuivre la sensibilisation des acteurs pour des efforts soutenus dans la mobilisation des cotisations des membres en attendant l'apport des partenaires. Pour les cadres formels, la pertinence des sujets inscrits à l'ordre du jour, pourra peut-être accroître l'intérêt des responsables des structures concernées à participer en personnes aux séances.

5. ANNEXES

ANNEXE 1 : REFERENTIELS DES ROLES ET MANDATS DES ACTEURS PAR RAPPORT AUX QUATRE THEMES

La logique de réalisation du présent Plan de Renforcement des Capacités a eu pour déclencheurs principaux les **référentiels construits à partir des quatre thèmes fédérateurs** du projet ARISA-B.

Les référentiels ont été construits à deux niveaux :

- Au niveau de l'acteur en tant qu'organisation ;
- Au niveau des porteurs de fonction ou poste en leur qualité de connecteurs de l'acteur avec l'environnement extérieur pour la délivrance du service au profit de ses usagers-clients ;

Ainsi, pour chacun des acteurs concernés, les deux référentiels sont les suivants :

- Le **référentiel organo-fonctionnel** qui comporte les variables de référence relatives au mandat de l'acteur, (activités principales), aux outils, mécanismes et dispositifs requis, à l'identification des postes d'interface avec les bénéficiaires requis, et enfin aux produits au profit des bénéficiaires en termes de résultats à fournir.
- Le **référentiel des compétences** qui comporte pour chacun des titulaires de postes retenus à titre de porteur de fonction, les attributions liées aux thèmes fédérateurs, les compétences requises et les niveaux de capacité requis pour bien exécuter les activités relevant desdits postes.

Pour les besoins de l'analyse les deux types de référentiels sont rappelés pour chacun des acteurs concernés.

ANNEXE 2 : REFERENTIELS DES DDAEP

Référentiel organo-fonctionnel des DDAEP au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits/Services (au profit des bénéficiaires) |
|---|--|---|--|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer le suivi des actions de développement du secteur agricole dans le département ✓ Constituer une base informationnelle durable permettant d'assurer la gestion du processus de planification opérationnelle et de capitalisation dans le département ✓ Veiller à la prise en compte des aspects genre dans la planification de toutes les activités de promotion agricole et rurale dans le département ✓ Veiller au respect des normes, textes et lois régissant le secteur dans le département ✓ Constituer une base informationnelle durable permettant d'assurer la gestion du processus de planification opérationnelle et de capitalisation dans le département | <ul style="list-style-type: none"> ✓ PSDSA 2017-2025 ✓ Lois des finances, Arrêtés ✓ Stratégie Nationale de Développement des Filières (SNDP), ✓ Schéma Directeur d'Aménagement des Territoires (SDAT), ✓ PNDF, PDAP, PCDA, ✓ Check-list de contrôle ✓ Plan de surveillance ✓ Documents méthodologiques de collecte de données ✓ Plan d'actions genre dans le secteur agricole ✓ Recueil des textes et lois dans le secteur agricole ✓ Outils d'analyse statistique (CSPRO, SPSS) ✓ Outils de cadrage budgétaires ✓ Outils digitalisés de collecte | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Directeur ✓ C/SESSEC ✓ C/SPCI | <ul style="list-style-type: none"> ✓ PTAB année n+1 conforme aux normes d'élaboration du PTAB ; ✓ Rapports de performance ✓ DPDH ✓ PTS, PTT, PTM, PH ✓ Tableaux de bord des indicateurs ✓ Base de données ✓ PTAB n+1 ✓ Statistiques agricoles produites régulièrement ✓ Respect des textes, normes et lois du territoire ✓ Rapport de performance et d'évaluation du secteur agricole dans le département disponible |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique, économique et social des exploitations et des entreprises agricoles au niveau départemental, ✓ Assurer la protection phytosanitaire, zoonositaire et ichtyo sanitaire ; ✓ Assurer le suivi du secteur agricole ; | <ul style="list-style-type: none"> ✓ SNCA 2, ✓ PDC, ✓ Guides types de conseil agricole, ✓ Code foncier domanial ✓ Arrêté 2018 n°77/MAEP/DC/SGM/DQIFE/CJ/SA081SGG18 fixant critères, conditions et modalités d'exercice de la fonction de conseil agricole en clientèle privée en République du Bénin | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Chef service suivi de la promotion du développement agricole (C/SSPDA) ✓ Chef Division Suivi des Actions de Développement Agricole (C/DSADA) | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Services de qualité offerts aux acteurs (chargés et prestataires) ✓ Certificat de contrôle de qualité aux acteurs des filières agricoles ✓ Flore, faune, sols et eaux bien gérés ; ✓ Aménagements durables ✓ Produits agricoles, d'élevage et de la pêche de qualité disponibles. |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits/Services (au profit des bénéficiaires) |
|--|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures d'aménagement et d'équipements agricoles ; ✓ Veiller à la gestion rationnelle de la flore, de la faune, des sols et des eaux, ✓ Veiller à la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotion agricole et rurale, ✓ Apporter une assistance technique et un appui-conseil dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aux départements, aux communes et aux ATDA de son ressort, conformément aux lois sur la décentralisation et à l'intercommunalité ; ✓ Travailler en synergie avec la ou les ATDA intervenant dans le département sur les opérations se rattachant directement ou indirectement aux activités ci-dessus ; ✓ Recevoir et assurer toute délégation de pouvoir du MAEP dans son département de compétence. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Arrêté 2018 n°78/MAEP/DC/SGM/DQIFE/CJ/SA081SGG18 portant composition de la commission chargée de délivrance d'agrèments ✓ Loi 91-004 du 11 Février 1991 portant réglementation phytosanitaire en République du Bénin ✓ L'ordonnance N°72-31 portant réglementation de la police sanitaire des animaux et de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ✓ Loi 87-008 du 21 Septembre 1987 portant régime des taxes de contrôle du conditionnement et de normalisation des produits agricoles ✓ Loi cadre N°2014-019 du 7 aout 2014 relatif à la pêche et l'aquaculture Guide BPH ✓ Guide CAM ✓ Textes réglementaires sur l'alimentation et la nutrition ✓ Guide BPH ✓ Différentes normes et/ou réglementations sanitaires des aliments (HACCP, CODEX Alimentarius, etc.) ✓ Documents de la politique nationale agricole ✓ Documents de procédure budgétaire et administrative ✓ Manuel de procédure de la DDAEP ✓ Logiciels usuels de traitement des données statistiques | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Chef Service de la Réglementation et du Contrôle (C/SRC) ✓ Chef Division Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle (C/DSAN) ✓ Chefs divisions réglementation et contrôle des produits (Animal, Végétal, Halieutique) et des aménagements et équipements ✓ Chef Services de l'Enquête, de la Statistique, du Suivi-Evaluation et de la Capitalisation (C/SESSEC) ✓ Chef division enquête et analyse statistiques agricoles (C/DEASA). | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Statistiques agricoles fiables par filières disponibles ; ✓ Statistiques des infrastructures et équipements disponibles |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique économique et social des exploitations et des entreprises agricoles au niveau départemental ; ✓ Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures, d'aménagements et d'équipements agricoles ; ✓ Apporter une assistance technique et un appui-conseil dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Equipes de zone, Dossiers techniques d'exécution, screening environnemental ✓ Plan d'assistance conseil aux communes (Normes) ✓ Plan de contrôle des infrastructures agricoles ; Plan de Développement Communal ; ✓ Plan Annuel d'Investissement ; ✓ PTAB de la DDAEP ; | <ul style="list-style-type: none"> ✓ CDSFIG-OPA (Chef Division du suivi du Fonctionnement Institutionnel de la Gestion des OPA) ✓ CDSADA (Chef Division suivi des Actions de développement Agricole) ✓ Chef Division Réglementation et Contrôle des Aménagements et | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapports de contrôle ; Procès-verbaux d'inspection ; ✓ Rapports de suivi |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits/Services (au profit des bénéficiaires) |
|---|---|--|--|
| <p>département, aux communes et aux Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) de son ressort conformément aux lois sur la Décentralisation et sur l'intercommunalité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Superviser techniquement la réalisation des infrastructures et équipements et suivre leur exploitation ✓ Contrôler le respect des normes techniques des aménagements hydro agricoles ainsi que des normes techniques de constructions, de dessertes rurales et de mécanisation agricole | | <p>équipements Ruraux (CDRCAER)</p> | |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôler le fonctionnement des sociétés coopératives et des organisations professionnelles agricoles, ✓ Effectuer la mise à jour du registre d'immatriculation des coopératives ✓ Réaliser et actualiser la carte d'intervention des structures d'appui au secteur agricole d'une part, et exécuter les travaux préparatoires des sessions du CDèS et des CCoS et en assurer le rapportage d'autre part | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux des sociétés coopératives ✓ Loi 1901 ✓ Grille de fonctionnalité des OPA ✓ Documents de projets d'appui aux filières ✓ Plans régionaux de développement des filières ✓ Arrêtés préfectoraux et communaux portant création, organisation et fonctionnement des CDèS et CCoS ✓ Planification Départementale Harmonisée (PDH) ✓ Base de données | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Chef Division Suivi du Fonctionnement Institutionnel et de la Gestion des Organisations Professionnelles Agricoles (DSFIG-OPA) ✓ Chef Division Coordination des interventions (C/DCI) | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Répertoire actualisé des organisations professionnelles agricoles fonctionnelles ✓ Registre d'immatriculation des coopératives à jour ✓ Rapport d'étude des dossiers d'immatriculation ✓ Rapport de contrôle de fonctionnement des coopératives ✓ Répertoire actualisé des structures d'appui aux filières ✓ Cartographie des structures d'appui disponible ✓ Cadres de concertation départementaux fonctionnels |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs au niveau des DDAEP

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis | |
|-----------|---|--|--|--|
| Directeur | <ul style="list-style-type: none"> Fournir les orientations et valider le projet de PTAB à transmettre au Secrétariat Général du Ministère ; Suivre la mise en œuvre des activités du PTAB ; Ordonner et suivre l'exécution du budget de la Direction ; Organiser des comités de direction au niveau départemental (Convoquer et diriger les réunions du CoDir et suivre la mise en œuvre des décisions qui en sont issues) ; Participer aux comités de direction élargis du ministère (Présenter les activités de la Direction et recevoir les instructions du CoDir du Ministère) ; Elaborer les comptes rendus périodiques de ses activités à l'autorité de tutelle (Rendre régulièrement compte au Secrétaire Général du Ministère). | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) | |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) | |
| | | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Méthodes et techniques de leadership | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Management de service public | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Pratique de l'outil informatique | Avancé | |
| | | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives à la décentralisation et la déconcentration | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Spécialisé (Confirmé) | |
| C/SRC | <ul style="list-style-type: none"> Organiser le contrôle de la qualité et le conditionnement des produits animaux, végétaux et halieutiques/aquacoles mis sur les marchés locaux ou destinés à l'exportation en liaison avec les autres structures compétentes ; Organiser et assurer le suivi et la surveillance des plans d'eau ; Assurer le respect de la réglementation sur les méthodes et outils, les techniques et les mesures en matière de production végétale, animale, halieutique et aquacole ; Assurer le suivi et le contrôle des normes techniques de mise en place des infrastructures d'aménagement, d'équipements agricoles et de postproduction ; Apporter une assistance technique et un appui conseil aux acteurs dans le domaine de l'élaboration des plans d'aménagement et d'équipement rural. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé | |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé | |
| | | Méthodes et techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Avancé | |
| | | Connaissances en Génie Rural | Spécialisé (Confirmé) | |
| | | Pratique de l'outil informatique | Avancé | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique, économique et social des exploitations et des entreprises agricoles au niveau départemental ; Assurer la surveillance/protection phytosanitaire, zoo-sanitaire et ichtyo sanitaire ; Organiser le contrôle de la qualité des intrants végétaux, animaux, halieutiques et aquacoles à mettre à la disposition des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et pisciculteurs en liaison avec les autres structures compétentes ; Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures d'aménagement et d'équipements agricoles ; Veiller à la gestion rationnelle de la flore, de la faune, des sols et des eaux, Veiller à la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotion agricole et rurale. | Réglementation et normes dans l'un des domaines d'intervention (Production Végétale, Production Animale ; Production Halieutique ou Aménagement et Equipement Rural) | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) | |
| | | Connaissance des lois et textes réglementant l'exercice de certaines activités agricoles, le contrôle, l'inspection et normalisation | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) | |
| | | C/SESSEC | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | | Méthodes et techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--------|---|---|---|
| | <p>nationaux de collecte des données, par les directions techniques et les projets/programmes, Superviser et contrôler la collecte et la saisie des données statistiques agricoles dans les différentes bases ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer et mettre à jour la cartographie de sécurité alimentaire dans le département ; Capitaliser les expériences et les leçons apprises ; Créer et mettre à jour une base de données sur les statistiques agricoles et rurales, notamment celles relatives à la météorologie, la production, la transformation, la commercialisation, l'alimentation, la nutrition, les ressources foncières et pastorales, les infrastructures et équipements ; Contribuer à l'alimentation du système d'informations Géographiques Agricoles (Identifier les informations et les types de données spécifiques à collecter pour le département et ajuster les modalités de collecte) Mettre en œuvre le système de suivi-évaluation des activités et de la performance ; Assurer pour l'ensemble du Département, la mission de centralisation, de synthèse, d'analyse et de diffusion des informations sur le secteur agricole Elaborer les rapports de performance de la DDAEP en collaboration avec les autres services ; Suivre et évaluer la mise en œuvre du document de Programmation Pluriannuel/projet Annuel de Performance (Budget programme) de la DDAEP. | <p>Méthodes et techniques de collecte, d'analyse et de traitement des données statistiques et cartographiques</p> <p>Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats</p> <p>Logiciels de statistiques et de planification (ex. SPSS, ACCESS, STATISTICA, ...)</p> <p>Méthodes et techniques de capitalisation et communication</p> | <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> |
| C/SPCI | <ul style="list-style-type: none"> Assurer la programmation des actions de développement agricole dans le département ; Préparer les outils d'aide à la coordination et à la mise en synergie des interventions avec les Agences territoriales de Développement Agricoles et les autres acteurs ; Participer à l'élaboration des projets et programmes de développement agricole du Département en collaboration avec l'Agence Territoriale de développement Agricole (ATDA), les structures techniques des autres ministères, les collectivités locales et les organisations professionnelles agricoles ; Elaborer le document de Programmation Pluriannuel des Dépenses/projet Annuel de Performance (Budget Programme) de la DDAEP de concert avec les autres services ; Veiller à la prise en compte de l'égalité des chances, de l'approche genre, de la promotion de l'emploi des jeunes et du changement climatique dans le processus de planification. | <p>Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole</p> <p>Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole</p> <p>Normes et standards de planification et programmation</p> <p>Logiciels de programmation</p> <p>Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats</p> <p>Connaissance des cadres de concertation et de dialogue multi-acteurs</p> <p>Pratique de l'outil informatique</p> <p>Leadership, Management et Gestion</p> <p>Connaissances des notions de changement climatique et genre</p> | <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Spécialisé (Confirmé)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE)</p> <p>Spécialisé (Confirmé)</p> |
| C/SPDA | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique, économique et social des exploitations et des entreprises agricoles au niveau départemental, | <p>Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole</p> <p>Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole (OHADA/AUSCOOP, Arrêtés/agrément Conseil Agricole, etc.)</p> | <p>Spécialisé (Confirmé)</p> <p>Spécialisé (Confirmé)</p> |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|---|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> Assurer au Département, aux Communes et à leurs associations dans le cadre de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des plans de développement agricole l'assistance conseil nécessaire Apporter une assistance technique et un appui-conseil aux ATDA dans le cadre de l'élaboration des plans de promotion des filières agricoles (PNDF, Plans de campagne filière), et CVA Proposer et suivre les actions de conservation des eaux et des sols ainsi que l'application des mesures de gestion durable de l'environnement de concert avec les structures compétentes Veiller à la gestion rationnelle de la flore, de la faune, des sols et des eaux, Suivre la mise en œuvre de toutes les opérations de sécurisation foncière rurale et veiller à la valorisation des plans fonciers ruraux (PFR) Organiser le suivi de l'Etat de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones et populations à risques de malnutrition Suivre et contrôler la fonctionnalité des sociétés coopératives et des organisations professionnelles agricoles et tenir à jour leur registre d'immatriculation Veiller à la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotion agricole et rurale, Constituer une base informationnelle durable permettant d'assurer la gestion du processus de planification opérationnelle et de capitalisation dans le département ; Faciliter l'inscription des produits au système de label agricole ou à tout autre mécanisme de valorisation de la qualité | Méthodes et techniques de définition des stratégies de développement territoriale | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance en sécurité alimentaire et nutritionnelle | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et outils de surveillance alimentaire et nutritionnelle | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Pratique de l'informatique | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Outils de promotion des filières (CVA, Cluster, CAM, CEF, CAN, etc.) | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Méthodes et techniques de collecte, d'analyse et de traitement des données statistiques et cartographiques | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de capitalisation et communication | Spécialisé (Confirmé) |
| C DAP | <ul style="list-style-type: none"> Elaborer le projet de PTAB de la DDAEP ; Elaborer l'avant-projet de la Planification Départementale Harmonisée (PDH) | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Connaissance des documents nationaux de planification du MAEP | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Méthodes et techniques de planification stratégique et opérationnelle | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Pratique des logiciels de programmation et de planification | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Techniques de coordination d'équipes pluridisciplinaires | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Pratique de logiciels statistiques | Spécialisé (Confirmé) |
| C/DCI | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser et actualiser la carte d'intervention des structures d'appui au secteur agricole ; Recenser les structures d'appui au secteur agricole du département ; Concevoir/actualiser la fiche de collecte des données ; Fournir les informations sur les structures d'appui pour le renseignement/actualisation de la base de données ; Etablir/actualiser la Cartographie des structures d'appui au secteur agricole. | Connaissance l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Connaissance des caractéristiques de la loi associative | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Connaissance des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--------|---|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> Exécuter les travaux préparatoires des sessions du CDÉS et des CCoS et en assurer le rapportage Suivre la mise en place de l'équipe de facilitation et d'animation des sessions des cadres de concertation thématique ; Suivre l'animation des sessions des cadres de concertation des acteurs d'appui du secteur agricole. | Connaissances de la stratégie nationale de promotion de filières | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Techniques de cartographie des structures d'appui aux filières | Avancé |
| | | Techniques et outils spécifiques au poste de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de coordination d'équipes pluridisciplinaires | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Techniques d'animation des séances de travail | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Spécialisé (Confirmé) |
| DEASA | <ul style="list-style-type: none"> Organiser et conduire les différentes enquêtes/ recensements agricoles et rurales ainsi que les études spécifiques ; Effectuer la mise à jour des statistiques agricoles et rurales ; Organiser et répartir le travail de l'équipe ; Coordonner et superviser le fonctionnement de l'équipe | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Techniques et des outils spécifiques de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Pratique des logiciels statistiques | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Méthodes et techniques modernes de collecte de données (digitalisés) | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Méthodes et techniques d'analyse et de production de rapports | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| DRCPHA | <ul style="list-style-type: none"> Superviser le suivi sanitaire et hygiénique des locaux, des équipements et des produits halieutiques dans les poissonneries et dans les marchés ; Superviser les opérations de contrôle à l'introduction des espèces exotiques dans les élevages; Organiser le contrôle de la qualité des infrastructures, des intrants et des produits d'origine halieutique et aquacole; Organiser et répartir le travail au sein de l'équipe (Collaborateurs); Coordonner et superviser le fonctionnement de l'équipe; Faire des points réguliers, individuels et collectifs | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Spécialisé (Confirmé) |
| DRCAER | | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--------|---|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Contrôler le respect des normes techniques des aménagements hydro agricoles ; • Contrôler le respect des normes techniques de constructions, de dessertes rurales et de mécanisation agricole | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Spécialisé (Confirmé) |
| DRCPA | <ul style="list-style-type: none"> • Superviser les opérations d'observation et de prélèvement d'échantillons aux fins de contrôle, d'analyse et de gestion des risques Elaborer et tenir à jour la liste des acteurs • Vérifier et faire la synthèse des données zoo-sanitaires (veille sanitaire) • Contrôler et compiler les projets de programme de vaccination • Faire le suivi technique et financier des opérations de vaccination • Tenir la séance d'évaluation de la campagne de vaccination • Organiser le suivi de la transhumance et des flux commerciaux des animaux et produits d'origine animale • Organiser et répartir le travail de l'équipe (Collaborateurs) | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Niveau maîtrise (Avancé) |
| | | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Niveau maîtrise (Avancé) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Niveau maîtrise (Avancé) |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Proposer et mettre en œuvre les mesures de protection d'urgence contenues dans le plan de surveillance ; • Recueillir les besoins en vaccin et en équipement de vaccination ; • Effectuer les travaux préparatoires au lancement des différentes campagnes annuelles ; • Procéder à l'approvisionnement des différentes unités de vaccination. | Procédure de contrôle et d'inspection zoo-sanitaire | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des Textes légaux et réglementaires applicables aux normes de qualité zoo-sanitaire | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Méthodes et technique de diagnostic et traitement des maladies courantes des animaux | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | | |
| DRCVPV | <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les activités des comités de veille phytosanitaire et d'alerte. ; • Elaborer le projet de rapports périodiques ; • Superviser les opérations de contrôle de la qualité et du conditionnement des intrants des végétaux, des produits et des denrées d'origine végétale ; • Organiser le contrôle de la qualité et du conditionnement des intrants des végétaux, des produits et des denrées d'origine végétale ; • Organiser le contrôle des flux commerciaux des végétaux et des produits d'origine végétale. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Textes légaux et réglementaires applicables aux normes de qualité phytosanitaire | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Connaissances des ravageurs et maladies courantes des végétaux | Expérimenté/ Approfondi (EXPERTISE) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Avancé |
| DSADA | <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des données techniques nécessaires à l'élaboration des différents plans PDAP, PACC, PDC (Plan de Développement Agricole des Pôles, Plan d'Assistance Conseil aux Communes, Plan de Développement des Communes ; • Suivre par semestre la mise en œuvre des différents plans PDAP, PACC, PDC et PAI ; • Suivre la mise en œuvre des projets sous financement FADeC Agriculture ; • Effectuer la vérification de la qualité des services de conseil agricole rendus par les prestataires conformément aux cahiers de charge ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Décentralisation et stratégie de développement territorial | Spécialisé (Confirmé) |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|--|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les actions de conservation des eaux et des sols ainsi que l'application des mesures de gestion durable de l'environnement ; • Suivre la prise en compte du genre dans toutes les actions de promotion agricole ; • Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique, économique et social des exploitations et des entreprises agricoles au niveau départemental ; • Assurer le suivi du secteur agricole ; • Veiller à la gestion rationnelle de la flore, de la faune, des sols et des eaux, • Veiller à la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotion agricole et rurale ; • Apporter une assistance technique et un appui-conseil dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aux départements, aux communes et aux ATDA de son ressort, conformément aux lois sur la décentralisation et à l'intercommunalité | Pratique de l'outil informatique | Niveau maîtrise (Avancé) |
| | | Outils de promotion des filières (CVA, Cluster, CAM, CEF, CAN, etc.) | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Techniques de Management de la qualité | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| DSAN | <ul style="list-style-type: none"> • Identifier à partir du bilan vivrier, les zones et les populations à risques ; • Collecter auprès des structures répertoriées les informations pour l'analyse de l'état nutritionnel dans le département ; • Suivre la mise en œuvre des recommandations et décisions issues des sessions du cadre de concertation ; • Traiter et analyser les données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et proposer des actions à mener ; • Transmettre aux producteurs de données statistiques, les indicateurs de suivi contenus dans le Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition ; • Fournir au cadre de concertation pour examen et validation, les données consolidées sur les indicateurs de suivi ; • Diffuser les normes de qualité des produits agroalimentaires ; • Recueillir et diffuser les informations liées au Codex Alimentarius ; • Collecter les actions prioritaires à mener auprès des structures intervenant dans le domaine de l'alimentation et la nutrition ; • Elaborer le projet de plan d'action prioritaire départemental ; • Suivre la mise en œuvre du plan d'action en alimentation et nutrition ; • Elaborer et exécuter le plan de contrôle du processus de transformation des produits agro-alimentaires de grande consommation ; • Contrôler la qualité des aliments et denrées alimentaires. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissances des outils de promotion de l'alimentation et de la nutrition | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Niveau maîtrise (Avancé) |
| | | Alimentation et nutrition humaine | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes et techniques de contrôle de la qualité des aliments | Spécialisé (Confirmé) |
| DSE | <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre le système de suivi évaluation des activités et de la performance ; • Capitaliser les interventions et les leçons apprises dans le secteur. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Pratique de logiciels de traitement de données statistiques | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-----------|--|--|--|
| | | Techniques digitalisées de collecte de données | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Capacités d'analyse et de production de rapports | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Utilisation de logiciels de suivi-évaluation et de planification | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Méthodes et techniques de capitalisation | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| DSFIG-OPA | <ul style="list-style-type: none"> • Contrôler le fonctionnement des sociétés coopératives et des organisations professionnelles agricoles ; • Suivre la mise en œuvre des opérations de sécurisation foncière rurale ; • Faire des points réguliers, collectifs et individuels. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissances en inspection coopérative | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Méthodes et techniques de structuration et formalisation des coopératives agricoles | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Pratique de l'outil informatique | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance de la législation foncière nationale | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | Techniques de gestion des conflits | Spécialisé (Confirmé) | |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Effectuer la mise à jour du registre d'immatriculation des coopératives et suivre la mise en œuvre des opérations de sécurisation foncière rurale ; - Elaborer la liste des organisations professionnelles agricoles ; - Elaborer le plan de contrôle des organisations professionnelles agricoles ; - Contrôler l'état de fonctionnement des organisations professionnelles agricoles conformément aux textes en vigueur ; - Effectuer la mise à jour du registre d'immatriculation des coopératives - Mettre à la disposition des usagers la liste des pièces constitutives du dossier d'immatriculation ; - Etudier les dossiers d'immatriculation ; - Préparer les attestations d'immatriculation et les soumettre à la signature du Chef Service et du Directeur ; - Actualiser le registre d'immatriculation ; • Transmettre périodiquement le registre d'immatriculation à la DLROPEA. | Connaissance l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Expérimenté/ Approfondi (expertise) |
| | | Eléments constitutifs d'une organisation professionnelle agricole | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Connaissance des pièces constitutives du dossier d'immatriculation | Spécialisé (Confirmé) |
| | | Méthodes de bonne gouvernance / fonctionnement d'une organisation | Spécialisé (Confirmé) |
| | | | |
| | | | |

ANNEXE 3 : REFERENTIELS AU NIVEAU DES ATDA

Référentiel organo-fonctionnel des ATDA au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|--|--|--|--|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la planification et l'élaboration du plan de travail annuel budgétisé de l'agence ; ✓ Assurer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de promotion des filières agricoles ; ✓ Garantir une gestion transparente, efficace et efficiente des ressources financières, logistiques et matérielles et du personnel de l'ATDA ; ✓ Assurer avec les acteurs le suivi de l'exécution des budgets des projets en conformité avec les directives des donateurs ; ✓ Assurer les S&E des PS, des PTAB. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ PSDSA 2017-2025 ; ✓ Programmes Nationaux de Développement des Filières (PNDF) ; ✓ Plans de Développement Agricole des Pôles (PDAP), ; DPPD ; ✓ Stratégie Nationale de promotion des filières agricoles ; ✓ Manuel de procédures ATDA ; ✓ Manuel de suivi-évaluation ; ✓ PV des sessions du Conseil d'Administration ; ✓ Plans Communaux de Développement Agricole (PCDA). | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Directeur Général (DG) ; ✓ Responsable Cellule Suivi-Evaluation (RCSE) ; ✓ Directeur de l'Administration et des Finances (DAF) ; ✓ Directeur des Programmes (DP) ; ✓ Chef Cellule Communale. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ PTAB année n+1 conforme aux normes d'élaboration du PTAB et approuvé par le CA ; ✓ Plans de campagne filières ; ✓ Programmes Nationaux de Développement des Filières et PDAP conformes aux normes d'élaboration approuvées ; ✓ Rapports de mise en œuvre du PDAP et des plans filières ; ✓ Rapports de performance et d'évaluation sur les filières ciblées ; ✓ PTS, PTT, PTM, PH ; ✓ Tableaux de bord des indicateurs ; ✓ Base de données. |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; ✓ Mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions ; | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Stratégie Nationale du Conseil Agricole II ; ✓ Arrêté 2018 n°77/MAEP/DC/SGM/DQIFE/CJ/SA081SGG18 Fixant critères, conditions et modalités d'exercice de la fonction de conseil agricole en clientèle privée en République du Bénin ; | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Directeur du Renforcement des Capacités (DRC) ✓ Chef service Formation Opérationnelle (à la DRC) ✓ Directeur des Programmes (DP) ✓ Chefs Programmes Filières | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prestataires de services de formation et appui conseils bien outillés ; ✓ Acteurs des filières professionnalisés ; ✓ Cadres des mairies outillées ; ✓ Services agricoles adéquats offerts à la population par les collectivités locales ; |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; ✓ Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; ✓ Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ; ✓ Suivre de façon rapproché les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ; ✓ Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; ✓ Faciliter l'accès des groupes cibles au financement. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Arrêté 2018 n°78/MAEP/DC/SGM/DQIFE/CJ/SA081SGG18 portant composition de la commission chargée de délivrance d'agrément ; ✓ Stratégie nationale de promotion des filières intégrant l'outil cluster ✓ Guide du Conseil de Gestion aux OP (CdG-OP) ; ✓ Guide du Conseil de Gestion aux exploitations (CGEA) ; ✓ Guide du Conseil Accès au Marché (CAM) ; ✓ Schémas directeurs d'aménagement ; ✓ Mécanismes FNDA ; ✓ Mécanismes SFD ; ✓ Code sur les marchés publics. ✓ Loi N° 2017-04 du 19 octobre 2017 portant code des marchés publics en République du Bénin et ses décrets d'application ; ✓ Loi sur les PPP N° 2016-24 du 28 Juin 2017 portant cadre juridique du partenariat public privé en République du Bénin. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assistants chefs Programmes Filières ; ✓ Chef Programme diversification agricole ✓ Directeur de l'Aménagement et des Infrastructures (DAI) ✓ Chef Service Aménagement ✓ Chef Service Infrastructure ✓ Chefs Cellules Communales (CCeC) ✓ PRMP | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prestataires de services de formation et appui conseils bien outillés ; ✓ Techniciens spécialisés, conseillers filières des ATDA et prestataires de services non financiers performants sur l'accès au marché et l'accès au finance ; ✓ Services agricoles adéquats offerts à la population par les collectivités locales ; ✓ Produits financiers adaptés aux conditions des acteurs des filières agricoles ; ✓ Projets de développement des chaînes de valeurs financés avec la facilitation du FNDA ; ✓ Infrastructures agricoles structurants disponibles ; ✓ Aménagements de qualité ; ✓ Equipements et infrastructures marchandes de qualités ; ✓ Pistes d'accès aux zones de production et aux marchés ; ✓ Obtention de financements adaptés par les acteurs des filières agricoles ; Prestataires de qualité recrutés. |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier de réflexion, de validation, de sélection ; ✓ Animation des cadres de dialogue ✓ Correspondances écrites ✓ Manuel de procédure FNDA et FADEC-Agriculture | <ul style="list-style-type: none"> ✓ CCeC, ✓ DP et ✓ DAI | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Documents de projets validés ; ✓ OP, OIP ; ✓ Producteurs performants ; ✓ Différentes filières avec valeurs ajoutées soutenues dans le temps. |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|--|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Document de programmation pluriannuel des investissements du FADEC Agriculture ✓ Comités ad hoc (appréciation, suivi et gestion des réalisations) ✓ Fiche d'analyse/évaluation ✓ Plan d'entretien et de maintenance des investissements, ✓ Plan d'assistance conseil aux communes, etc. | | |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de production et de transformation agro-industrielle ; ✓ Coordonner les interventions des acteurs publics et privés sur les filières agricoles dans le pôle de développement ; ✓ Appuyer l'organisation et la structuration des acteurs au sein de son ressort territorial ; ✓ Fournir l'appui technique nécessaire pour la promotion des organisations professionnelles agricoles viables, capables d'offrir aux producteurs les services essentiels dont ils ont besoin pour le développement de leurs activités (document de SNCA 2018-2025) | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Outils de rapportage ✓ Base de données ✓ Répertoires d'acteurs, ✓ - Le document de SNCA et ses guides ✓ Plan de renforcement de capacité des OP ✓ Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux des sociétés coopératives ✓ Loi 1901 ✓ Document de SNCA et ses guides ✓ Convention de prestation de services ✓ | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Directeur du renforcement des capacités (DRC) ✓ Chef programme filières ✓ Chef programme diversification agricole (CPDA ATDA) ✓ Chef Cellule communale (CCeC ATDA) | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Cartographie des acteurs de la filière en promotion au niveau du pôle ; ✓ Cadres de concertation de la filière fonctionnels ; ✓ Interprofessions fonctionnelles ; ✓ Organisations fonctionnelles par familles d'acteurs ; ✓ Répertoire des besoins en organisation des acteurs ; ✓ Rapports de suivi des prestations. |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|---------|--|---|---------------------------|
| DG ATDA | <ul style="list-style-type: none"> Superviser l'élaboration du plan de développement agricole du pôle et des plans opérationnels des filières porteuses retenues ; Superviser le processus d'élaboration du PTAB année n+1, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PTAB année n de l'Agence ; Superviser le suivi des interventions des projets programmes/structures en matière de promotion des filières dans le Pôle de Développement Agricole (PDA) ; Coordonner la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de l'ATDA et faire la reddition des comptes. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Expert |
| | | Connaissance des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Expert |
| | | Connaissances des techniques d'opérationnalisation des stratégies | Expert |
| | | Techniques de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Avancé |
| | | Méthodes de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé |
| | | Connaissances Statistiques | Avancé |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé |
| | | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Confirmé |
| DP | <ul style="list-style-type: none"> Conduire l'opérationnalisation du Programme national de développement de la filière en promotion au niveau du pôle ; Coordonner les actions de promotion des autres filières mises en œuvre au sein de l'ATDA ; Organiser et suivre au niveau du pôle la mise en œuvre du programme de développement de la filière en promotion et coordonner sa mise en œuvre au niveau national ; Suivre les services offerts par les Organisations à leurs membres pour la promotion des chaînes de valeur ajoutée ; Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; | Connaissance des politiques et stratégies sectorielles | Expert |
| | | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (Promotion générale des filières : agriculture, élevage, pêche, pisciculture) | Confirmé |
| | | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Confirmé |
| | | Analyse stratégique et techniques de programmation | Confirmé |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Expert |
| | | Connaissance des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. (<i>maitrise des outils de diagnostic, d'élaboration de stratégies de développement des chaînes de valeurs, et de l'ensemble des chantiers possibles de mise à niveau des chaînes de valeurs</i>). | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|--|--|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ; Suivre de façon rapprochée les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; Faciliter l'accès des groupes cibles au financement. | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Confirmé |
| DRC | <ul style="list-style-type: none"> Coordonner l'élaboration et la validation du plan de renforcement de capacités des acteurs du Pôle de Développement Agricole ; Superviser la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des acteurs du pôle et évaluer son impact ; Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; Faciliter l'accès des groupes cibles au financement ; Faciliter l'accès des groupes cibles au financement ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques de promotion des filières agricoles | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils d'apprentissage des adultes | Expert |
| | | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de planification stratégique et opérationnelle | Confirmé |
| | | Maîtrise des méthodes et techniques d'élaboration et de mise en œuvre de plans de renforcement des capacités | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Confirmé |
| | | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Confirmé |
| | | Maîtrise des méthodes de gestion des bases de données | Avancé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé |
| | | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Avancé |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé |
| | | Connaissance des politiques et stratégies sectorielles | Confirmé |
| | | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|---|---|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des matériels équipements et infrastructures adaptés ; Assurer le Conseil à l'Organisation et à la Planification Locale (COPL) ; Autrement, fournir l'appui technique nécessaire pour la promotion des organisations professionnelles agricoles viables, capables d'offrir aux producteurs les services essentiels dont ils ont besoin pour le développement de leurs activités (document de SNCA 2018-2025). | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Confirmé |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Confirmé |
| | | Connaissance des types de besoins en capacités des acteurs privés des filières agricoles (<i>technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.</i>) | Expert |
| | | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Confirmé |
| | | Connaissance en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures | Avancé |
| | | Connaissance de la stratégie nationale de conseil agricole | Expert |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles | Confirmé |
| | | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Expert |
| | | Connaissance des textes législatifs en vigueur notamment l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Expert |
| | | Connaissance des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Expert |
| | | Connaissance des caractéristiques de la loi associative | Expert |
| CSFO | <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; | Connaissance des politiques et stratégies sectorielles | Confirmé |
| | | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Confirmé |
| | | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des outils d'analyse stratégique et des techniques de programmation | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|---|--|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés, Faciliter l'accès des groupes cibles au financement. | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Confirmé |
| | | Connaissance des types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles (<i>technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.</i>) | Expert |
| RCSE | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des documents de planification et des outils de suivi-évaluation de l'Agence jusqu'à leur validation ; Suivre et évaluer les activités de l'Agence ; Administrer la base de données de l'Agence conformément aux orientations nationales ; Organiser et mettre en œuvre le processus de capitalisation, d'information, de communication et de diffusion des expériences liées au secteur agricole dans le pôle. | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Expert |
| | | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion de bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations/de données | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Confirmé |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé |
| DAI | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer le plan de travail annuel (PTA) de la DAI du Pôle de Développement Agricole (PDA) ; Évaluer les résultats (PTA) par une supervision et un suivi des infrastructures et équipements agricoles ; Mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|---|--|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toute les actions de promotions agricoles et rurales ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés. | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Confirmé |
| | | Maîtrise des méthodes de gestion des bases de données | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Confirmé |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé |
| | | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (aménagement, réalisation d'infrastructures dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture) | Expert |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé |
| | | Connaissance en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures. | Expert |
| CPDF | <ul style="list-style-type: none"> Conduire au niveau du pôle le processus d'élaboration des plans de développement des filières de diversification agricole ne disposant pas de plans nationaux de développement ; Organiser la mise en œuvre des Plans de développement des filières de diversification agricole du pôle ; Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toute les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures | Connaissance des politiques et stratégies publiques de promotion des filières agricoles | Expert |
| | | Connaissance des réformes sur les filières agricoles | Expert |
| | | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Confirmé |
| | | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Confirmé |
| | | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Confirmé |
| | | Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--|---|--|---|
| | <p>capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Suivre de façon rapprocher les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; Faciliter l'accès des groupes cibles au financement ; Consolider les plans d'intervention des différents acteurs des chaînes de valeur agricoles et faire les arbitrages si nécessaires ; Suivre la mise en œuvre des activités des conventions de partenariat relatives aux filières de diversification. | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Expert |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Confirmé |
| | | Connaissance des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. (<i>maitrises des outils de diagnostic, d'élaboration de stratégies de développement des chaînes de valeurs, et de l'ensemble des chantiers possibles de mise à niveau des chaînes de valeurs</i>). | Confirmé |
| | | Connaissance des notions d'agrégateurs, d'agrégés, de chaînes de valeurs et ajoutée, l'outil cluster, etc.. | Confirmé |
| | | Maitriser les techniques d'animation d'une rencontre multi acteurs | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des outils d'analyse de réalisation de la cartographie des acteurs d'une filière | Expert |
| | | CCeC | <ul style="list-style-type: none"> Superviser l'élaboration du PTA de la Cellule communale (CC) ; Coordonner la mise en œuvre des activités de promotion des filières agricoles au niveau de la Commune ; Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; Mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes indispensables au développement des activités productives et à une meilleure valorisation des productions ; Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures |
| Connaissance des réformes sur les filières agricoles | Confirmé | | |
| Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé | | |
| Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Confirmé | | |
| Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Confirmé | | |
| Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Avancé | | |
| Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion de bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations/de données | Avancé | | |
| Bonne connaissance et maîtrise des méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Avancé | | |
| Connaissances en capitalisation et communication | Confirmé | | |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|---|---|---------------------------|
| | <p>capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre de façon rapprochée les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ; • Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; • Faciliter l'accès des groupes cibles au financement ; • Faciliter l'accès des groupes cibles au financement ; • Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des matériels équipements et infrastructures adaptés ; • Superviser la planification et la réalisation des cadres de concertation thématiques des acteurs des chaînes de valeur ajoutée des filières en promotion au niveau de la commune ; • Superviser la planification et la réalisation des cadres de concertation thématiques des acteurs ; • Suivre les interventions des projets programmes/structures et le développement du secteur agricole dans la commune ; • Suivre les thèmes transversaux (la nutrition, la sécurité alimentaire, la résilience au changement climatique, genre) dans la mise en œuvre des activités. | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Confirmé |
| | | Analyse stratégique et techniques de programmation | Confirmé |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Confirmé |
| | | Connaissance en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures | Avancé |
| | | Connaissance des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. | Confirmé |
| | | Connaissance des types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles (technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.) | Confirmé |
| | | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Confirmé |
| | | Connaissance en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures | Avancé |
| | | Connaissance des notions d'agrégateurs, d'agrégés, de chaînes de valeurs et ajoutée, l'outil cluster, etc.. | Confirmé |
| | | Connaissances de la stratégie nationale de promotion des filières et du conseil agricole | Confirmé |
| | | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Confirmé |
| | | Connaissance des textes l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|----------------------|--|--|---------------------------|
| | | Connaissance des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Confirmé |
| | | Connaissance des caractéristiques de la loi associative | Confirmé |
| | | Connaître les thèmes transversaux (la nutrition, la sécurité alimentaire, la résilience au changement climatique, genre) | Avancé |
| ACPF (toute filière) | <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production et aux services de qualités adaptés à travers des mécanismes novateurs d'appuis à la mise en place des intrants spécifiques, des matériels et équipements adaptés ; Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole ; Assurer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotions agricoles et rurales ; Appuyer le développement des relations de partenariat entre les acteurs des filières en promotion aux fins de meilleures capacités locales de promotion et de transformation agro industrielles, y compris le développement de clusters ; Suivre de façon à rapprocher les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ; Faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés ; Faciliter l'accès des groupes cibles au financement. | Connaissance des politiques et stratégies sectorielles | Confirmé |
| | | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (filiale spécifique concernée) | Confirmé |
| | | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux, surtout pour la filière concernée) | Confirmé |
| | | Bonne connaissance et maîtrise des outils d'analyse stratégique et des techniques de programmation | Confirmé |
| | | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles (surtout pour la filière concernée) | Confirmé |
| | | Connaissance des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. (<i>maitrises des outils de diagnostic, d'élaboration de stratégies de développement des chaînes de valeurs, et de l'ensemble des chantiers possibles de mise à niveau des chaînes de valeurs</i>). | Confirmé |

ANNEXE 4 : REFERENTIELS AU NIVEAU DES COMMUNES

Référentiel organo-fonctionnel des Communes au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|---|--|---|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| Procéder à la mise en œuvre des orientations stratégiques agricoles des territoires dans la commune en cohérence avec les politiques nationales | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Budgétiser les activités du secteur agricole dans les PDC | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques dans la commune | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| Compétences en matière de développement des services marchands | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Compétence en matière hydraulique | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Compétence sur les investissements économiques | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| Réalisation et gestion des investissements agricoles structurants | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|---|--|---|
| Règlement des difficultés et des conflits liés à la gestion durable des investissements communaux structurants | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Aménagement territorial (planification spatiale de la commune) | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Maîtrise d'ouvrage communal | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Réalisation et gestion des infrastructures, équipements et transports | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Protection de l'environnement, hygiène et salubrité | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Gestion des infrastructures marchandes (construction, entretien et réparation des abattoirs, magasins, marchés, marchés de bétail, etc.) | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| Identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants | PDC, PAI, PDAP, SDAC, Plan de passation des marchés publics, le Budget communal | CSPDL, CST | Les investissements agricoles de bonne qualité et gérés durablement |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--|--|--|---|
| CSPDL | <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la mise en œuvre des orientations stratégiques agricoles des territoires dans la commune en cohérence avec les politiques nationales ; - Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; - Budgétiser les activités du secteur agricole dans les PDC ; - Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques dans la commune ; - Compétences en matière de développement des services marchands ; - Compétence en matière hydraulique ; - Compétence sur les investissements économiques ; - Réalisation et gestion des investissements agricoles structurants ; - Règlement des difficultés et des conflits liés à la gestion durable des investissements communaux structurants ; - Aménagement territorial (planification spatiale de la commune) ; - Maîtrise d'ouvrage communal ; - Réalisation et gestion des infrastructures, équipements et transports ; - Protection de l'environnement, hygiène et salubrité ; - Gestion des infrastructures marchandes (construction, entretien et réparation des abattoirs, magasins, marchés, marchés de bétail, etc.) ; - Identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé |
| | | Connaissance sur les textes /loi sur la décentralisation | Confirmé |
| | | Connaissance sur le SNAT et le SDAC | Confirmé |
| | | Connaissance de la répartition socio-économique et culturelle de la population et de l'environnement de la commune | Confirmé |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial |
| | | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Initial |
| | | Connaissance des techniques de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé |
| | | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Confirmé |
| | | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Avancé |
| | | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé |
| | | Méthodes et outils Statistiques | Avancé |
| | | Méthodes et outils de capitalisation et diffusion | Avancé |
| | | CST | <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la mise en œuvre des orientations stratégiques agricoles des territoires dans la commune en cohérence avec les politiques nationales ; - Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; - Budgétiser les activités du secteur agricole dans les PDC ; - Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques dans la commune ; - Compétences en matière de développement des services marchands ; - Compétence en matière hydraulique ; |
| Connaissance des politiques et stratégies régissant le secteur agricole (PDA...) | Avancé | | |
| Connaissance sur les textes /loi sur la décentralisation | Confirmé | | |
| Connaissance du code des marchés publics | Confirmé | | |
| Connaissance du Cycle de gestion des projets | Confirmé | | |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|--|--|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Compétence sur les investissements économiques ; - Réalisation et gestion des investissements agricoles structurants ; - Règlement des difficultés et des conflits liés à la gestion durable des investissements communaux structurants ; - Aménagement territorial (planification spatiale de la commune) ; - Maîtrise d'ouvrage communal ; - Réalisation et gestion des infrastructures, équipements et transports ; - Protection de l'environnement, hygiène et salubrité ; - Gestion des infrastructures marchandes (construction, entretien et réparation des abattoirs, magasins, marchés, marchés de bétail, etc.) ; - Identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants. | Connaissance des logiciels de génie civil (autocad, archicad, robot, micropiste...) (3) | Avancé |
| | | Connaissance du PDC (2 ,3) | Confirmé |
| | | Connaissance des techniques de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Confirmé |
| | | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Confirmé |
| | | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé |

ANNEXE 5 : REFERENTIELS AU NIVEAU DES OPA (ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE)

Référentiel organo-fonctionnel des OPA au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|--|---|--|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Fournir les informations sur leurs activités relatives aux Dialogues, Plaidoyers, Lobbyings ; • Veiller à la prise en compte des priorités des EFP dans les politiques des territoires ; • Participer à la collecte de données sur les exploitations de leurs membres et leurs groupements (niveau communal et villageois) à travers les documents qu'ils tiennent ; • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA des départements ; • Contribuer à l'élaboration et au suivi des PDAP et des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; Assurer la veille citoyenne. | <ul style="list-style-type: none"> • Dispositif de veille ; • Plan de développement des filières ; • PTA de PDC ; • Cadre de concertation ; • Stratégie Nationale de Promotion des filières ; | <ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Responsable des opérations techniques administratives et financières | <ul style="list-style-type: none"> • Argumentaires des plaidoyers • Rapport d'activités • Documents de capitalisation des plaidoyers conduits |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès des membres aux intrants spécifiques de qualité, aux matériels et équipements adaptés, et aux infrastructures agricoles ; • Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations ; • Fournir les services de conseil agricole adaptés aux acteurs ; • Renforcer les relations de partenariat entre les acteurs des filières ; | <ul style="list-style-type: none"> • Itinéraires/fiche technique techniques ; • Document de Stratégie Nationale du Conseil Agricole (SNCA) ; • Document actualisé de Politique Nationale de semences au Bénin ; • Conventions de partenariat ; | Coordonnateur technique, administratif et financière | <ul style="list-style-type: none"> • Statistiques sur les intrants aux membres entrants, semences, etc.) ; • Volume commercialisé ; • Rapports d'activités ; • Produits compétitifs ; • Qualités produits conformes à la demande. |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|--|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les acteurs membres dans l'application des innovations introduites ; • Faciliter l'accès des produits agricoles des membres aux marchés ; • Faciliter l'accès des membres au financement. | <ul style="list-style-type: none"> • Système d'Information sur les Marchés ; • Plan de développement stratégique de l'Interprofession. | | |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| Participer à l'identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants | <ul style="list-style-type: none"> • Plan de Développement des communes (PDC) • Manuel de gestion FADeC Agriculture | | <ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des infrastructures agricoles réalisées • Rapport d'exploitation des infrastructures structurantes par les producteurs filières |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • La concertation au sein de la profession agricole • La mission d'organisation de leurs membres, de représentation et de proposition ; • La représentation de la profession agricole dans les interprofessions, les cadres de concertation, auprès des services étatiques, les PTF et autres ; • Le renforcement des capacités des membres à différents niveaux par l'information et la formation ; <p>La défense des intérêts des producteurs et OPA (intérêts catégoriels et/ou généraux).</p> | <p>Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux des sociétés coopératives ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Loi 1901 ; • Avant-projet de la loi sur les interprofessions ; • Stratégie Nationale de Promotion des filières ; • Accord cadre de l'interprofession avec l'Etat ; • Avant-projet loi sur les interprofessions. | Coordonnateur technique, administratif et financière | <ul style="list-style-type: none"> • Organisations Professionnelles agricoles fonctionnelles ; • Organisations des familles d'acteurs dynamiques ; • Compte rendu des rencontres de concertations entre acteurs. |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|---|--|--|---------------------------|
| Coordonnateur technique, administratif et financier | <ul style="list-style-type: none"> • Fournir les informations sur leurs activités relatives aux Dialogues, Plaidoyers, Lobbyings ; • Veiller à la prise en compte des priorités des EFP dans les politiques des territoires ; • Participer à la collecte de données sur les exploitations de leurs membres et leurs groupements (niveau communal et villageois) à travers les documents qu'ils tiennent ; • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA des départements ; • Contribuer à l'élaboration et au suivi des PDAP et des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; • Assurer la veille citoyenne ; • Faciliter l'accès des membres aux intrants spécifiques de qualité, aux matériels et équipements adaptés, et aux infrastructures agricoles ; • Faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations ; • Fournir les services de conseil agricole adaptés aux acteurs ; • Renforcer les relations de partenariat entre les acteurs des filières ; • Suivre les acteurs membres dans l'application des innovations introduites ; • Faciliter l'accès des produits agricoles des membres aux marchés ; • Faciliter l'accès des membres au financement ; • Participer à l'identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants ; • La concertation au sein de la profession agricole ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Spécialisé |
| | | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Avancé |
| | | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Spécialisé |
| | | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Spécialisé |
| | | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Spécialisé |
| | | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé |
| | | Méthodes et outils Statistiques | Avancé |
| | | Connaissance des CVA | Spécialisé |
| | | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Spécialisé |
| | | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Avancé |
| | | Connaissance des modèles économiques | Spécialisé |
| | | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Spécialisé |
| | | Connaissance des outils de structuration des acteurs | Spécialisé |
| Techniques d'animation | Spécialisé | | |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|-------|--|--|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • La mission d'organisation de leurs membres, de représentation et de proposition ; • La représentation de la profession agricole dans les interprofessions, les cadres de concertation, auprès des services étatiques, les PTF et autres ; • Le renforcement des capacités des membres à différents niveaux par l'information et la formation ; • La défense des intérêts des producteurs et OPA (intérêts catégoriels et/ou généraux. | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Spécialisé |
| | | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Spécialisé |
| | | Organisation et développement institutionnel des OPA | Spécialisé |
| | | Technique de coaching | Spécialisé |
| | | Technique de plaidoyer et lobbying | Spécialisé |

ANNEXE 6 : REFERENTIELS AU NIVEAU DES OIP (ORGANISATION INTERPROFESSIONNELLE)

Référentiel organo-fonctionnel des OIP au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|--|--|--|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Fournir les informations sur leurs activités relatives aux Dialogues, Plaidoyers, Lobbyings ; • Veiller à la prise en compte des priorités des EFP dans les politiques des territoires ; • Participer à la collecte de données sur les exploitations de leurs membres et leurs groupements (niveau communal et villageois) à travers les documents qu'ils tiennent ; • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA et des départements • Contribuer à l'élaboration et au suivi des PDAP et des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; • Assurer la veille citoyenne. | <ul style="list-style-type: none"> • La stratégie Nationale de Promotion des filières ; • La stratégie Nationale du Conseil Agricole ; • Les accords-cadres avec le gouvernement. | Secrétaire Permanent | <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activités - Rapport de mission |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre ceux-ci ; • Développer la concertation entre les différents acteurs des maillons d'une filière afin de faciliter l'harmonisation de leurs positions et d'améliorer, entre eux, la communication et les échanges ; | <ul style="list-style-type: none"> - Accords-cadres - Base de données - Supports d'information | Assistant chargé de la promotion des produits et de la communication | <ul style="list-style-type: none"> - Fiches techniques - Accords contractuels respectés - Volume commercialisé - Rapports d'activités - |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la gestion des marchés, par une meilleure adaptation des produits aux plans quantitatif et qualitatif et par leur promotion ; • Connaître l'offre et la demande par la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur le ou les produits de la filière ; • Promouvoir et garantir la qualité des produits de la filière et la création de labels ; • Développer et valoriser les fonctions et outils communs de promotion de la filière à travers notamment la recherche, la formation, l'appui-conseil, l'accès aux facteurs de production et équipements | | | |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Participer à l'identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants | Plan de développement communal (PDC) /Volet Agricole | Secrétaire Permanent | Cartographie des infrastructures agricoles réalisées |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les organisations interprofessionnelles agricoles ont pour mission d'élaborer des stratégies contractuelles, garantissant l'équité entre les membres, permettant de développer les performances d'une filière et de défendre ses intérêts. Elles visent comme objectifs de : Coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre ceux-ci. • Améliorer la gouvernance et la représentativité de l'interprofession • Développer la concertation entre les différents acteurs des maillons d'une filière • Centraliser, capitaliser, rendre disponibles et diffuser d'une part, les informations stratégiques sur la filière et d'autre part, les informations statistiques sur les membres et les données permettant de suivre les effets ou les impacts de chaque organisation interprofessionnelle | Outils disponibles - Textes législatifs en vigueur | Assistant chargé du renforcement de capacité et de la qualité du produit | Rapports formation Produits aux normes Acteurs professionnels Interprofessions fonctionnelles |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|---|--|---|---------------------------|
| Secrétaire Permanent | <ul style="list-style-type: none"> • Fournir les informations sur leurs activités relatives aux Dialogues, Plaidoyers, Lobbyings ; • Veiller à la prise en compte des priorités des EFP dans les politiques des territoires ; • Participer à la collecte de données sur les exploitations de leurs membres et leurs groupements (niveau communal et villageois) à travers les documents qu'ils tiennent ; • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA et des départements ; • Contribuer à l'élaboration et au suivi des PDAP et des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Veiller à la performance de la mise en œuvre cohérente des plans stratégiques des acteurs agricoles pour le développement du secteur dans les communes ; • Assurer la veille citoyenne ; • Coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre ceux-ci ; • Développer la concertation entre les différents acteurs des maillons d'une filière afin de faciliter l'harmonisation de leurs positions et d'améliorer, entre eux, la communication et les échanges ; • Contribuer à la gestion des marchés, par une meilleure adaptation des produits aux plans quantitatif et qualitatif et par leur promotion ; • Connaître l'offre et la demande par la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur le ou les produits de la filière ; • Promouvoir et garantir la qualité des produits de la filière et la création de labels ; • Développer et valoriser les fonctions et outils communs de promotion de la filière à travers notamment la recherche, la | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole ; | Confirmé |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole ; | Confirmé |
| | | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA ; | Avancé |
| | | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies ; | Avancé |
| | | Techniques d'opérationnalisation des stratégies ; | Confirmé |
| | | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation ; | Confirmé |
| | | Connaissance des CVA ; | Confirmé |
| | | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Confirmé |
| | | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Avancé |
| | | Connaissance des modèles économiques | Confirmé |
| | | Techniques de négociation et gestion de conflits | Confirmé |
| | | Techniques de plaidoyer/lobbying (Planification, exécution, suivi et évaluation des actions de plaidoyer) | Confirmé |
| | | Techniques d'étude de marché | Avancé |
| Méthodes et outils de capitalisation et communication | Avancé | | |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|--|--|--|----------------------------|
| | <p>formation, l'appui-conseil, l'accès aux facteurs de production et équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer à l'identification, priorisation, sélection et gestion des investissements agricoles structurants ; • Les organisations interprofessionnelles agricoles ont pour mission d'élaborer des stratégies contractuelles, garantissant l'équité entre les membres, permettant de développer les performances d'une filière et de défendre ses intérêts. Elles visent comme objectifs de : Coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre eux-ci. • Améliorer la gouvernance et la représentativité de l'interprofession ; • Développer la concertation entre les différents acteurs des maillons d'une filière ; • Centraliser, capitaliser, rendre disponibles et diffuser d'une part, les informations stratégiques sur la filière et d'autre part, les informations statistiques sur les membres et les données permettant de suivre les effets ou les impacts de chaque organisation interprofessionnelle. | Technique de marketing des produits agricoles | Confirmé |
| | | Connaissance de l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle et les accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat | Confirmé |
| | | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Confirmé |
| | | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Expérimenté/ Approfondi |
| | | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Confirmé |
| | | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Confirmé |
| | | Organisation et développement institutionnel d'une interprofession agricole | Confirmé |
| Assistant chargé des actions de promotion et de la communication | <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la promotion des produits Coordonner les activités de leurs membres par l'établissement des règles contractuelles entre eux-ci ; - Faciliter la réalisation des études de de marchés, pour une meilleure adaptation des produits aux plans quantitatif et qualitatif et par leur promotion ; <p>Gérer le dispositif de collecte, traitement et diffusion de l'information sur le ou les produits de la filière (l'offre et la demande)</p> | Connaître les stratégies de promotion des produits agricoles (marketing et commercialisation des produits agricoles) | Confirmé |
| Assistant chargé de renforcement de | <ul style="list-style-type: none"> - Faire le suivi des actions de recherche, nécessaires au développement et valorisation des fonctions et outils communs de promotion de la filière | Maitrise de la démarche de labélisation des produits | Confirmé |

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|---------------------------------------|---|----------------------------------|---------------------------|
| capacités et de la qualité du produit | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les actions de promotion et de garantie de la qualité des produits de la filière et la création de labels - Faciliter la mise en œuvre d'un dispositif d'appui conseil aux membres des différentes familles Initier et suivre la formation professionnelle des acteurs de la filière | | |

ANNEXE 7 : REFERENTIELS AU NIVEAU DES CAB

Référentiel organo-fonctionnel des CAB au niveau institutionnel

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|---|---|--|---|
| Thème 1 : Programmation, planification et suivi des politiques sectorielles dans les territoires | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA et des départements ; • Contribuer au suivi des PDAP ; • Contribuer à l'élaboration et au suivi des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Apporter des informations sur la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles. | <ul style="list-style-type: none"> • Dispositif de veille ; • Plan de développement des filières ; • PTA de PDC ; • Cadre de concertation ; • Stratégie Nationale de Promotion des filières. | Secrétaire Général | <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Documents des avis émis • Plan d'affaires • Fiches/supports de formation et rapports sur les mesures GTD et ACC ; • Avis (document formel), rapports de participation, de mission, etc. |
| Thème 2 : Facilitation de la fourniture de services-clés aux Exploitations Familiales Agricoles et aux opérateurs privés au sein des filières prioritaires et centrée sur trois sujets spécifiques : (1) financement de l'agriculture et des services aux opérateurs du monde agricole, (2) conseil agricole et Partenariats Publics Privés pour améliorer l'accès des opérateurs à ces services, (3) dynamiques favorisant l'émergence de clusters dans les chaînes de valeur. | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Animer, informer, former et conseiller dans les domaines dont l'objectif est de concourir à la promotion de l'agriculture et à l'entrepreneuriat agricole ; | <ul style="list-style-type: none"> • Itinéraires/fiche technique techniques ; | Secrétaire Général | <ul style="list-style-type: none"> • Statistiques sur les intrants aux membres : engrais, semences, etc.) ; • Rapports d'activités ; |

| Thème / Mandat (Activités principales) | Outils, mécanismes et dispositifs requis | Poste(s) d'interface avec les bénéficiaires requis | Produits (au profit des bénéficiaires) |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Donner un avis motivé sur la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles ; • Donner avis motivé sur la formation professionnelle des acteurs agricoles ; • Collecter, produire et diffuser les informations économiques et professionnelles agricoles ; • Faciliter l'accès à l'acquisition des intrants et équipements au profit de tous les corps et métiers agricoles ; • Faciliter l'accès des ressortissants aux crédits de tous genres ; • Participer à l'organisation et à la promotion des filières agricoles • Faciliter l'accès des ressortissants aux services sociaux et d'assurance agricoles et aux formations ; • Participer à l'étude, la réalisation et l'évaluation des projets et grands travaux d'intérêt agricole ; | <ul style="list-style-type: none"> • Document de Stratégie Nationale du Conseil Agricole (SNCA) ; • Document actualisé de politique Nationale des semences au Bénin ; • Conventions de partenariats • Plans de développement stratégique des Interprofessions ; • Bulletin d'informations. | | <ul style="list-style-type: none"> • Documents sur les avis émis ; • Rapport de formation. |
| Thème 3 : Identification, mise en place et gestion durable d'investissements communaux structurants pour les filières | | | |
| | | | |
| Thème 4 : Structuration des filières prioritaires en interprofessions et dialogue entre les familles d'acteurs au sein de ces filières | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • la représentation des professionnels et autres acteurs du monde agricole auprès des pouvoirs publics ; • la sauvegarde des intérêts de la profession agricole ; • la contribution à la promotion des secteurs agricoles et para-agricoles ; • la coordination des activités agricoles conformément aux politiques de l'Etat ; • la collaboration dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre adéquate des politiques publiques dans le secteur agricole. | <p>Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux des sociétés coopératives</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi 1901 ; - Avant-projet de la loi sur les interprofessions ; - Stratégie Nationale de Promotion des filières ; - Accord cadre de l'interprofession avec l'Etat ; - Avant-projet de la loi sur les interprofessions | Secrétaire Général | <ul style="list-style-type: none"> • Organisations Professionnelles agricoles fonctionnelles ; • Compte rendu des rencontres d'animation des concertations entre acteurs |

Référentiels des compétences des porteurs de fonction ou de poste en lien avec les quatre thèmes fédérateurs

| Poste | Mandat (Activités principales en lien avec les thèmes) | Compétences principales requises | Niveau de capacité requis |
|---|--|--|---------------------------|
| Secrétaire Général | <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'élaboration d'une planification concertée au niveau des PDA et des départements ; • Contribuer au suivi des PDAP ; • Contribuer à l'élaboration et au suivi des Plans de Campagne ; • Contribuer à l'élaboration des PTA des volets agricoles des PDC ; • Apporter des informations sur la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles ; • Animer, informer, former et conseiller dans les domaines dont l'objectif est de concourir à la promotion de l'agriculture et à l'entrepreneuriat agricole ; • Donner un avis motivé sur la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles • Donner avis motivé sur la formation professionnelle des acteurs agricoles ; • Collecter, produire et diffuser les informations économiques et professionnelles agricoles ; • Faciliter l'accès à l'acquisition des intrants et équipements au profit de tous les corps et métiers agricoles ; • Faciliter l'accès des ressortissants aux crédits de tous genres ; • Participer à l'organisation et à la promotion des filières agricoles ; • Faciliter l'accès des ressortissants aux services sociaux et d'assurance agricoles et aux formations ; • Participer à l'étude, la réalisation et l'évaluation des projets et grands travaux d'intérêt agricole ; • Assurer/Garantir la représentation des professionnels et autres acteurs du monde agricole auprès des pouvoirs publics ; • Veiller à la sauvegarde des intérêts de la profession agricole ; • Contribuer à la promotion des secteurs agricoles et para-agricoles ; | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières ; | Spécialisé |
| | | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole ; | Spécialisé |
| | | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole ; | Spécialisé |
| | | Techniques d'élaboration des avis ; | Spécialisé |
| | | Conduite de processus disciplines et multi-acteurs ; | Spécialisé |
| | | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies ; | Spécialisé |
| | | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation ; | Avancé |
| | | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations ; | Avancé |
| | | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Avancé |
| | | Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Spécialisé |
| | | Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture ; | Spécialisé |
| | | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Spécialisé |
| | | Techniques de modération et de coaching ; | Spécialisé |
| | | Technique de gestion des conflits ; | Spécialisé |
| Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) ; | Spécialisé | | |
| Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs ; | Spécialisé | | |



Financé par
L'Union européenne

| | | | |
|--|--|---|--------|
| | <ul style="list-style-type: none">• Assurer la coordination des activités agricoles conformément aux politiques de l'Etat ;• Collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre adéquate des politiques publiques dans le secteur agricole. | Système d'information au service des professionnels agricoles ; | Avancé |
|--|--|---|--------|

ANNEXE 8 : RECAPITULATIF DES CADRES FORMELS DE DIALOGUE/CONCERTATION

| CADRE FORMEL DE DIALOGUE | BASE JURIDIQUE ET LOCALISATION | OBJET ET LOCALISATION | COMPOSITION | FONCTIONNEMENT | | | DIFFICULTES |
|---|--|---|---|---|---|---------------------------------|---|
| | | | | Tenue régulière rencontres ⁸ | Taux de participation (Toujours supérieur ou égal au quorum) ⁹ : | Rapports de séances disponibles | |
| CDÉS (Conseil départemental de Suivi) | Décret 2013-47 du 11 février 2013 portant création, attributions et fonctionnement du CNOS/PSRSA | <ul style="list-style-type: none"> - Débats sur des thématiques relatives aux activités inscrites aux axes stratégiques du PSDSA - Faciliter le dialogue et la prise en compte dans les PTA des structures compétentes pour une prise en compte des actions en faveur des acteurs agricoles Localisation : Préfecture | <ul style="list-style-type: none"> - Cadres de différentes structures étatiques, un représentant du conseil national du patronat, - le représentant de la coordination régionale des ONG opérant dans la promotion des filières agricoles, - un représentant PNOPPA, PASCIB, des banques et établissements financiers pour le département. | Oui, une fois par trimestre | Toujours supérieur au quorum | Disponibles | <ul style="list-style-type: none"> - Budget de fonctionnement - Présence des représentants des mandataires (DDAEP ZOU) - Insuffisance de ressources financières (Couffo) - Absence répétée de certains membres (DDAEP Borgou) |
| Revue départementale du secteur agricole | AOF portant création DDAEP | Evaluation performance des acteurs du secteur agricole Localisation : DDAEP | 50 personnes | Oui, une fois par trimestre | Toujours supérieur au quorum | Disponibles | <ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité des acteurs non étatiques à produire les rapports suivant le canevas ; - Cadre de tenue de la revue non adéquat. (DDAEP) - Pas d'application des résolutions (IAB) |

⁸ Si oui à quelle fréquence et justifiez

⁹ choisir la situation dominante et expliquez

| CADRE FORMEL DE DIALOGUE | BASE JURIDIQUE ET LOCALISATION | OBJET ET LOCALISATION | COMPOSITION | FONCTIONNEMENT | | | DIFFICULTES |
|---|--|--|---|---|--|---------------------------------|--|
| | | | | Tenue régulière rencontres ⁸ | Taux de participation (Toujours supérieur ou égal au quorum) ⁹ : | Rapports de séances disponibles | |
| CCD (Cadre de Concertation Départementale des acteurs) | Arrêté préfectoral N° 6/003/PDC/SG/SP AT/009/SGC18 du 14/01/2019 | Diagnostic et suivis du secteur agricole <u>Localisation</u> : Aplahoué | 38 membres | Une session en début d'année et une deuxième en fin d'année au total 2 par an (régulière) | Toujours supérieur au quorum. Ceci est dû au grand intérêt que portent les membres à ce creuset. | Oui disponible | - Insuffisance de ressources financières |
| CDOS (Cadre Départemental d'Orientation et de Suivis des actions du ProCAD) | Arrêté ministériel N°002/MAEP/DC/SGM/DAF/DPP/CJ /SA/063SGG17 de 2017 | Thématiques axées sur les interventions du ProCAD dans le département <u>Localisation</u> : Aplahoué, Djougou | 8 membres et 2 personnes ressources | Tenue régulière des sessions. 2 sessions annuelles, 1 par semestre | Toujours supérieur au quorum | Oui, disponible | - Non disponibilité de la liste de tous les bénéficiaires de ProCAD - Méconnaissance des axes d'intervention liant ProCAD avec les autres acteurs |
| CCoS (Conseil Communal d'Orientation du Secteur agricole) | Décret N°2013-47 du 11/02/13 | Suivi du secteur agricole <u>Localisation</u> : Mairie | 18 membres | Oui, une fois par trimestre | Toujours supérieur au quorum | oui | - L'importance n'est pas encore clairement perçue par les acteurs - Absence des Maires aux sessions - Difficulté de mobilisation des membres |
| Cadres de concertation communaux des familles d'acteurs des filières riz, maïs et poisson | Arrêté communal | Animations sur des thématiques données au niveau de chaque filière <u>Localisation</u> : Cellule communale ATDA (Zou) | Tient compte de l'émergence de la filière au niveau de chaque commune | 04 animations par an | Toujours supérieur au quorum | Oui | |
| Cadre de concertation sur la filière karité (National) | Décision interministérielle | Faciliter le dialogue avec les autorités Politico-administratives et le gouvernement pour la prise en compte des intérêts des acteurs de la filière karité au Bénin <u>Localisation</u> : Cotonou | Représentant des acteurs des grandes familles de la filière et des représentants politico-administratives | Périodique suivant la planification et occasionnellement | Egal au quorum | Pas à notre connaissance | |

| CADRE FORMEL DE DIALOGUE | BASE JURIDIQUE ET LOCALISATION | OBJET ET LOCALISATION | COMPOSITION | FONCTIONNEMENT | | | DIFFICULTES |
|--|--------------------------------|--|--|---|---|---|-------------|
| | | | | Tenue régulière rencontres ⁸ | Taux de participation (Toujours supérieur ou égal au quorum) ⁹ : | Rapports de séances disponibles | |
| Cadre de concertation des PTF intervenant dans le secteur agricole des départements de l'Atacora-Donga | Arrêté préfectoral | Evaluer le niveau de mise en œuvre des activités des PTF dans les deux départements <u>Localisation</u> : Natitingou et Djougou | DDAEP ; ATDA ; PTF | Oui tous les deux mois | 60% | Tous les rapports sont disponibles | |
| Cadre de concertation des acteurs intervenant dans le secteur agricole de la Donga | Arrêté préfectoral | | DDAEP, ATDA, DDPD, Représentant Préfet, PNOPPA, DDIC, PASCIB ; Association des communes de la Donga ; INRAB ; CCIB ; représentant faitière départementale par maillon de filière organisée | | | Arrêté est en cours d'actualisation pour mettre en place le cadre après les réformes initiées au MAEP | |

NB : La DDAEP Borgou est en train d'installer les plateformes communales des acteurs des filières anacarde, soja, riz et manioc pour nourrir les CCoS et CDès.

1- Récapitulatif des cadres non formels de dialogue/concertation

| Cadre formel / non formel de dialogue | Base juridique | Objet et localisation | Composition | Fonctionnement | | | Difficultés/Observations |
|--|---------------------------------|--|--|---|--|---------------------------------|--|
| | | | | Tenue régulière rencontres ¹⁰ ; | Taux de participation (Toujours supérieur ou égal au quorum) : ¹¹ | Rapports de séances disponibles | |
| Comité de suivi de la mise en œuvre du Plan National de Développement de la Filière Œufs de consommation | Non formalisé | Suivi de la mise en œuvre du volet subvention Plan Développement Filière Œufs <u>Localisation</u> Abomey-Calavi / ATDA 7 | - 02 représentants de la Direction de l'Élevage, - 02 représentants de l'IAB, - 03 représentants de l'ATDA 7 | Chaque quinzaine, soit 02 fois par mois | Toujours supérieur au quorum | Pour certaines séances | Non application de décisions prises et lenteur dans l'exécution d'autres résolutions |
| Coalition nationale Karité | convention AKB_ICCO Coopération | <i>Lobby et plaidoyer pour le développement inclusif de la filière karité du Bénin</i> , dans le cadre du programme <i>alliance pour un engagement citoyen</i> (Faire le plaidoyer au niveau national) <u>Localisation</u> : Cotonou | Représentant des familles d'acteurs membres de l'AKB au niveau national | Périodiquement suivant la planification prévue dans le PTA/AKB | Egal au quorum | oui | En fin 2017-début 2018, leur plaidoyer a permis de réduire la taxe sur l'exportation des amandes de karité de 60f à 10f le kg |
| Coalitions régionales karité Atacora, Borgou, Collines et Alibori | convention AKB_ICCO Coopération | <i>Lobby et plaidoyer pour le développement inclusif de la filière karité du Bénin</i> , dans le cadre du programme <i>alliance pour un engagement citoyen</i> (Faire le plaidoyer au niveau départemental) <u>Localisation</u> : Djougou, Parakou, kandi et Glazoué | Chaque Représentant des familles d'acteurs membres de l'AKB au niveau du département | Périodiquement suivant la planification prévue dans le PTA/AKB Mais pas régulier (kandi et Glazoué) | Egal au quorum | oui | - Engagement des maires à prendre des arrêtés municipaux pour mieux protéger l'arbre de karité et l'organisation annuelle de campagne de sensibilisations de leurs populations - projet d'arrêté communal de Djougou rédigé avec la participation de l'AKB) |
| Cadre de concertation Institutions Financières et Acteurs Demandeurs | Néant | Dialogue avec les SFD | Producteurs Transformateurs, Financier | Trimestrielle | Supérieur ou égal au quorum | | Difficulté de mobilisation des ressources pour la tenue régulière des rencontres |

¹⁰ si oui à quelle fréquence et justifiez

¹¹ choisir la situation dominante et expliquez

| Cadre formel / non formel de dialogue | Base juridique | Objet et localisation | Composition | Fonctionnement | | | Difficultés/Observations |
|--|---|---|---|---|--|---------------------------------|---|
| | | | | Tenue régulière rencontres ¹⁰ ; | Taux de participation (Toujours supérieur ou égal au quorum) : ¹¹ | Rapports de séances disponibles | |
| de Crédit dans la filière Anacarde (CIFADA/BA) | | | Pépinieristes | | | | |
| Cadre de concertation FENAPAB-PTF (CDC FENAPAB-PTF) | Non | Négociation et harmonisation des zones et domaines d'intervention des PTF en fonction des régions de la FENAPAB <u>Localisation</u> : Cotonou | Producteurs et partenaires technique et financier | Annuel | Supérieur ou égal au quorum | oui | Actualisation de la carte de zones d'intervention des partenaires |
| Plateforme Départementale des familles d'acteurs de la filière anacarde du Borgou (PDFAFA) | Néant | | Producteurs Transformateurs, Pépinieristes | non | Supérieur ou égal au quorum | Non | |
| Cadre Communal ¹² | Néant | Dialogue entre acteurs <u>Localisation</u> : Tchaourou | Producteurs Transformateurs, Financier | non | Supérieur ou égal au quorum | Non | Difficulté de tenue régulière des rencontres |
| Réunion Technique des Points focaux Suivi-évaluation du ProDAD | Instituée par le ProCAD | Suivi et Evaluation du niveau de mise en œuvre des conventions et appuis ; Echange sur des préoccupations spécifiques <u>Localisation</u> : siège ProCAD | - RPSE du ProCAD, - des ATDA, - des DDAEP et - des OPA partenaires du ProCAD | Oui | 90% au moins | Oui | |
| Cadre de concertation intercommunal des Collines (CCIC) | Convention entre les six communes et arrêté préfectoral | Amélioration du climat des affaires pour la commercialisation des produits agricoles/tracasseries routières, opportunité de meilleure vente, vente groupée, qualité des produits, emballage des produits <u>Localisation</u> : Dassa-Zoumé | - Maires, CSPDL DDAEP, DDICPME, ATDA4, Pôles d'Entreprises Agricoles (acteurs privés) | Oui Tous les semestres pour l'Assemblée générale et tous les 2 mois pour son secrétariat technique | 90 à 95% | Oui | Mise en place et financé dans le cadre du programme ACMA2 de l'ambassade des Pays |

¹² Il est signalé les plateformes communales sont entrainés d'être installés avec l'assistance des DDAEP

ANNEXE 9 : DETAIL DES GAPS CAPACITAIRES DES TITULAIRES DE POSTE PAR CATEGORIE D'ACTEURS

POSTES AU NIVEAU DES DDAEP

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|-----------|--|-----------------------|-------------------------------------|--|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Directeur | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoin en compétences approfondies |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Compétences confirmées | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Confirmé (spécialisé) | Néant | Confirmé (spécialisé) |
| | Méthodes et techniques de leadership | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Management de service public | Confirmé (spécialisé) | Néant | Confirmé (spécialisé) |
| | Pratique de l'outil informatique | Confirmé (spécialisé) | Néant | Confirmé (spécialisé) |
| | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives à la décentralisation et la déconcentration | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires en capitalisation et communication | Initial (notions) | Compétences avancées | Besoins en compétences confirmées |
| C/SRC | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences confirmées (spécialisées) |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences confirmées (spécialisées) |
| | Méthodes et techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées (spécialisées) |
| | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences confirmées (spécialisées) |
| | Connaissances et modes opératoires en Génie Rural | Initial (notions) | Compétences avancées | Besoins en en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Initial (notions) | Compétences avancées | Besoins en en compétences confirmées |
| | Règlementation et normes dans l'un des domaines d'intervention (Production Végétale, Production Animale ; Production Halieutique ou Aménagement et Equipement Rural) | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des lois et textes réglementant l'exercice de certaines activités agricoles, le contrôle, l'inspection et normalisation | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| C/SESSEC | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|--------|---|-----------------------|-------------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Méthodes et techniques de collecte, d'analyse et de traitement des données statistiques et cartographiques | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Logiciels de statistiques et de planification (ex. SPSS, ACCESS, STATISTICA, ...) | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Méthodes et techniques de capitalisation et communication | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| C/SPCI | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Normes et standards de planification et programmation | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Logiciels de programmation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance et modes opératoires des cadres de concertation et de dialogue multi-acteurs | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Leadership, Management et Gestion | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissances et modes opératoires des notions de changement climatique et genre | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| C/SPDA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole (OHADA/AUSCOOP, Arrêtés/agrément Conseil Agricole, etc.) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de définition des stratégies de développement territoriale | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques de de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires en sécurité alimentaire et nutritionnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils de surveillance alimentaire et nutritionnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'informatique | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Outils de promotion des filières (CVA, Cluster, CAM, CEF, CAN, etc.) | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques de collecte, d'analyse et de traitement des données statistiques et cartographiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|--|--|---|-------------------------------------|--|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Méthodes et techniques de capitalisation et communication | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en renforcement de compétences confirmées |
| C DAP | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance des documents nationaux de planification du MAEP | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de planification stratégique et opérationnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique des logiciels de programmation et de planification | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de coordination d'équipes pluridisciplinaires | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Pratique de logiciels statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| C/DCI | Connaissance et modes opératoires de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des caractéristiques de la loi associative | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires de la stratégie nationale de promotion de filières | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Approches et modes opératoires de la structuration des filières agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de cartographie des structures d'appui aux filières | Initial (notions) | Néant | Besoin en renforcement de compétences avancées |
| | Techniques et outils spécifiques au poste de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de coordination d'équipes pluridisciplinaires | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Techniques d'animation des séances de travail | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | DEASA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Néant |
| Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| Techniques et des outils spécifiques de gestion axée sur les résultats | | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|--------|--|-----------------------|-------------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Pratique des logiciels statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques modernes de collecte de données (digitalisés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques d'analyse et de production de rapports | Avancé (Maitrise)) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| DRCPHA | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| DRCAER | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Pratique de l'outil informatique | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| DRCPA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Initial | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Procédure de contrôle et d'inspection zoo-sanitaire | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des Textes légaux et réglementaires applicables aux normes de qualité zoo-sanitaire | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et technique de diagnostic et traitement des maladies courantes des animaux | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| DRCVPV | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|-------|---|-----------------------|-------------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Procédures de supervision, de contrôle et d'inspection | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Textes légaux et réglementaires applicables aux normes de qualité phytosanitaire | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissances et modes opératoires des ravageurs et maladies courantes des végétaux | Confirmé (spécialisé) | Aucun | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Pratique de l'outil informatique | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| DSADA | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Décentralisation et stratégie de développement territorial | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Outils de promotion des filières (CVA, Cluster, CAM, CEF, CAN, etc.) | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Techniques de Management de la qualité | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| DSAN | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de gestion axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissances et modes opératoires des outils de promotion de l'alimentation et de la nutrition | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Alimentation et nutrition humaine | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de contrôle de la qualité des aliments | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| DSE | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Pratique de logiciels de traitement de données statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques digitalisées de collecte de données | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Pratique de l'outil informatique | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps/besoins en compétences relevés | |
|-----------|--|-----------------------|-------------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Capacités d'analyse et de production de rapports | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Utilisation de logiciels de suivi-évaluation et de planification | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques de capitalisation | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| DSFIG-OPA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de gestion axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires en inspection coopérative | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Méthodes et techniques de structuration et formalisation des coopératives agricoles | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Pratique de l'outil informatique | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Législation foncière nationale | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Éléments constitutifs d'une organisation professionnelle agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des pièces constitutives du dossier d'immatriculation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes de bonne gouvernance / fonctionnement d'une organisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

POSTES AU NIVEAU DES ATDA

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---------|--|-------------------|--------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| DG ATDA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance et modes opératoires des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Techniques de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Méthodes et techniques en Statistiques | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissances en capitalisation et communication | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies |
| DRC | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques de promotion des filières agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils d'apprentissage des adultes | Avancé (Maitrise) | Confirmé (spécialisé) | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de planification stratégique et opérationnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des méthodes et techniques d'élaboration et de mise en œuvre de plans de renforcement des capacités | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des méthodes de gestion des bases de données | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Bonne connaissance et maîtrise des méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissances en capitalisation et communication | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des politiques et stratégies sectorielles | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|-------|--|-----------------------|--------------------------------|--|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Avancé (Maitrise) | Néant | Passer du niveau avancé au niveau confirmé sur les enjeux politiques (nationaux et territoriaux) |
| | Approches et modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des types de besoins en capacités des acteurs privés des filières agricoles (technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.) | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Méthodes et outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Connaissance et modes opératoires de la stratégie nationale de conseil agricole | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires de la structuration des filières agricoles | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des textes législatifs en vigueur notamment l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des caractéristiques de la loi associative | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| CSFO | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies sectorielles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|-------|--|-----------------------|--------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Connaissance et modes opératoires des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des outils d'analyse stratégique et des techniques de programmation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles (technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.) | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | | | | |
| DP | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies sectorielles | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des techniques liées au domaine d'activité (Promotion générale des filières : agriculture, élevage, pêche, pisciculture) | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoin en compétences approfondies |
| | Analyse stratégique et techniques de programmation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance et modes opératoires des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. (maîtrises des outils de diagnostic, d'élaboration de stratégies de développement des chaînes de valeurs, et de l'ensemble des chantiers possibles de mise à niveau des chaînes de valeurs). | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Connaissance des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Avancé (Maitrise) | Confirmé | Besoin en compétences approfondies |
| | | | | |
| RCSCE | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-----------------------|---|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise |
| | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes de gestion de bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations/de données | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Approches et modes opératoires en capitalisation et communication | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| DAI | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Initial (notions) | Avancé (Maîtrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Initial (notions) | Avancé (Maîtrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maîtrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des méthodes de gestion des bases de données | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maîtrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissances en capitalisation et communication | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et techniques liées au domaine d'activité (aménagement, réalisation d'infrastructures dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture) | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| Modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées | |
| Méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures. | Confirmé (spécialisé) | Néant | Besoins en compétences approfondies/expertise | |
| CPDA | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques de promotion des filières agricoles | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des réformes sur les filières agricoles | Avancé (Maîtrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|-------|--|-------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Maîtrise des techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise des techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Maîtrise de l'utilisation de la chaîne PPBS | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes de gestion des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissances en capitalisation et communication | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et modes opératoires des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. (maitrises des outils de diagnostic, d'élaboration de stratégies de développement des chaînes de valeurs, et de l'ensemble des chantiers possibles de mise à niveau des chaînes de valeurs). | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des notions d'agrégateurs, d'agrégés, de chaînes de valeurs et ajoutée, l'outil cluster, etc.. | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'animation d'une rencontre multi acteurs | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils d'analyse de réalisation de la cartographie des acteurs d'une filière | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| CCeC | Connaissance et modes opératoires des politiques et stratégies publiques de promotion des filières agricoles | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des réformes sur les filières agricoles | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques et outils de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des plans et stratégies | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|-------|---|-------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Techniques et outils de suivi et d'évaluation de performance axée sur les résultats | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires de la chaîne PPBS | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes de gestion de bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations/de données | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et Outils d'analyse Statistiques | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Approches et modes opératoires en capitalisation et communication | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissances techniques liées au domaine d'activité (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Analyse stratégique et techniques de programmation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Approche et modes opératoires de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires en processus, méthodes et techniques de maîtrise d'ouvrage dans les aménagements et la réalisation des infrastructures | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des approches de promotion des chaînes de valeurs agricoles ValueLinks, Cluster, etc. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des types de besoins de renforcement des capacités des acteurs privés des filières agricoles (technologie et technique, accès au marché, accès au finance, accès aux intrants, équipement et infrastructures, relation d'affaires, organisation des acteurs, etc.) | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des outils d'évaluation et de financement des plans d'affaire | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires d'agrégateurs, d'agrégés, de chaînes de valeurs et ajoutée, l'outil cluster, etc.. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Niveau confirmé |
| | Connaissance et modes opératoires de la stratégie nationale de promotion des filières et du conseil agricole | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Niveau confirmé |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|-------|--|-------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Connaissance et modes opératoires des textes l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés coopératives en vigueur au Bénin depuis 2013 | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat et l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Niveau confirmé |
| | Connaissance et modes opératoires des caractéristiques de la loi associative | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance et modes opératoires des thèmes transversaux (la nutrition, la sécurité alimentaire, la résilience au changement climatique, genre) | Avancé (Maitrise) | Aucun | Besoin en compétences confirmées |

POSTES AU NIVEAU DES COMMUNES

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps et besoins relevés | |
|---|--|-------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| CSPDL | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Niveau confirmé |
| | Connaissance sur les textes /loi sur la décentralisation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance sur le SNAT et le SDAC | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance de la répartition socio-économique et culturelle de la population et de l'environnement de la commune | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Néant | Néant | Initial |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Néant | Néant | Initial |
| | Connaissance des techniques de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Méthodes et outils Statistiques | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| Méthodes et outils de capitalisation et diffusion | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées | |
| CST | Connaissance des normes techniques en matière d'infrastructures publiques, ouvrages et équipements | Avancé (Maitrise) | Néant | Confirmé |
| | Connaissance des politiques et stratégies régissant le secteur agricole (PDA...) | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Connaissance sur les textes /loi sur la décentralisation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance du code des marchés publics | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance du Cycle de gestion des projets | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps et besoins relevés | |
|-------|--|-------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| | Connaissance des logiciels de génie civil (autocad, archicad, robot, micropiste...) | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Connaissance du PDC | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de diagnostic et de définition des stratégies et de vision | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Avancé |

Acteur : PNOPPA

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Coordonnateur des activités techniques, administratives et financières (ici SP) | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils Statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des outils de structuration des acteurs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'animation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées | |

| | | | | |
|--|--|-------------------|-------|-----------------------------------|
| | Organisation et développement institutionnel des OPA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Technique de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |

Acteur : FUPRO

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Coordonnateur des activités techniques, administratives et financières (Directeur exécutif) | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Niveau confirmé |
| | Méthodes et outils Statistiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Confirmé | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Connaissance des outils de structuration des acteurs | Confirmé | Néant | Besoins en compétences confirmées |

| | | | | |
|--|--|-------------------|-------------------|------------------------------------|
| | Techniques d'animation | Confirmé | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Organisation et développement institutionnel des OPA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Technique de coaching | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

Acteur UNPS BENIN

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|--|--|-------------------|----------------------------------|---|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Coordonnateur | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences avancées et en compétences spécialisées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils Statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Connaissance des outils de structuration des acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées | |

| | | | | |
|--|--|-------------------|-------------------|------------------------------------|
| | Techniques d'animation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Organisation et développement institutionnel des OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de coaching | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences spécialisées |

Acteur AKB

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|--|--|-------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Coordonnateur des activités techniques, administratives et financières | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Néant | Initial (notions) | Besoin en compétences avancées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Néant | Initial (notions) | Besoin en compétences avancées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Néant | Initial (notions) | Besoin en compétences avancées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils Statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Néant | Initial (notions) | Besoin en avancées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des outils de structuration des acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'animation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

| | | | | |
|--|--|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Organisation et développement institutionnel des OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de coaching | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

Acteur : FENAPIB

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---------------|--|-------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Coordonnateur | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données, des tableaux de bord et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et outils Statistiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes en vigueur régissant les OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des outils de structuration des acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

| | | | | |
|--|--|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| | Techniques d'animation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Organisation et développement institutionnel des OPA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de coaching | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

Acteur : IAB

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|----------------------|---|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Permanent | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricoles du PDA | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | | | Néant |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Connaissance des modèles économiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de négociation et gestion de conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de plaidoyer/lobbying (Planification, exécution, suivi et évaluation des actions de plaidoyer) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'étude de marché | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Méthodes et outils de capitalisation et communication | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |

| | | | | |
|--|--|-------------------|----------------------------------|---|
| | Technique de marketing des produits agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences avancées et en compétences spécialisées |
| | Connaissance de l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle et les accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences spécialisées et en compétences approfondie/expertise |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Organisation et développement institutionnel d'une interprofession agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Assistant chargé des actions de promotion et de communication | Connaitre les stratégies de promotion des produits agricoles (marketing et commercialisation des produits agricoles) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des approches de promotion des chaînes de valeurs Value Links, Cluster | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoins en compétences conformées |
| | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Connaitre les techniques et outils de communication | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| Assistant chargé du renforcement de capacités et de la qualité du produit | Maitrise de la démarche de labélisation des produits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences spécialisées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de conseil agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Maitrise des techniques andragogiques | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Animation d'un dispositif de formation professionnelle, de recherche et d'appui conseil | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Maitrise de la démarche de promotion de l'entrepreneuriat agricole | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoins en compétences spécialisées |
| Connaissances des outils de conseil dans le secteur agricole : conseil en gestion au OPA ; | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées | |

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| | conseil en gestion d'exploitation agricole ; conseil d'accès au marché ; etc. | | | |
|--|---|--|--|--|

Acteur : IFA

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| | | | intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Permanent | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de veille citoyenne sur la performance de la mise en œuvre des stratégies agricole du PDA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de diagnostic et de définition des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'opérationnalisation des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des CVA | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de la stratégie nationale de promotion des filières | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des techniques de facilitation et de mise en relation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles économiques | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de négociation et gestion de conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de plaidoyer/lobbying (Planification, exécution, suivi et évaluation des actions de plaidoyer) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'étude de marché | | | Néant |
| | Méthodes et outils de capitalisation et communication | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de marketing des produits agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance de l'avant-projet de texte de loi sur les organisations interprofessionnelle et les accords-cadres entre les interprofessions existants et l'Etat | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Animation/modération des échanges/dialogues multi acteurs (entre les acteurs publics et privés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Méthodes et Techniques de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Organisation et développement institutionnel d'une interprofession agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées | |

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Général | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Système d'information au service des professionnels agricoles | Initial (notions) | Néant | Besoins en compétences avancées | |

Acteur : Chambre Interdépartementale (CIA) ZOU/COLLINES

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|--------------------|--|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Général | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

| | | | |
|--|-----------------------|-------------------|--|
| Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |
| Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |
| Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoin en renforcement de compétences avancées |
| Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Technique de gestion des conflits | | | Néant |
| Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Processus de modification ou d'initiation des textes règlementaires et législatifs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| Système d'information au service des professionnels agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

Acteur : Chambre Interdépartementale Ouémé/Plateau

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---------------------|--|-------------------|--------------------------------|--|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Exécutif | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences initiales et en compétences avancées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |

| | | | |
|---|-----------------------|-------------------|--|
| Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences initial et en compétence avancées |
| Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences spécialisées |
| Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de gestion des conflits | Néant | Néant | Besoin en compétences initiales |
| Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences initiales et en compétences avancées |
| Système d'information au service des professionnels agricoles | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |

Acteur : Chambre Nationale d'Agriculture MONO/COUFFO

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---------------------|--|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Exécutif | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

| | | | | |
|--|---|-------------------|-------------------|------------------------------------|
| | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de modération et de coaching | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Système d'information au service des professionnels agricoles | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin de compétences spécialisées |

Acteur : Chambre Interdépartementale BORGOU ALIBORI

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---------------------|--|-------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Exécutif | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |
| | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Néant | Besoin en compétences avancées |

| | | | |
|---|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Système d'information au service des professionnels agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |

Acteur : Chambre Interdépartementale (CIA) Atlantique /Littoral

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | GAP relevé et besoins relevés | |
|-----------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Exécutif | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences spécialisées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |
| | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |
| | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Technique de gestion des conflits | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées | |

| | | | | |
|--|---|-----------------------|-------|----------------------------------|
| | Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Système d'information au service des professionnels agricoles | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |

Acteur : Chambre interdépartementale (CIA) Atacora/Donga

| Poste | Compétences principales requises | Niveau actuel | Gaps relevé et besoins relevés | |
|---|--|-----------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | | | Intermédiaire | Cible |
| Secrétaire Exécutif | Connaissance des politiques et stratégies publiques relatives au secteur agricole y compris la stratégie nationale de promotion des filières | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des textes, lois et normes régissant le secteur agricole | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance du processus d'auto saisine pour avis sur les questions d'intérêt national dans le secteur agricole | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration des avis | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Conduite de processus disciplines et multi acteurs | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques d'élaboration et d'opérationnalisation des stratégies | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de suivi et d'évaluation axée sur les résultats et de capitalisation | Confirmé (spécialisé) | Néant | Niveau expertise |
| | Techniques de gestions des bases de données et des outils digitalisés de collecte d'informations | Initial (notions) | Néant | Besoin de compétences avancées |
| | Méthodes et outils statistiques et de capitalisation | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de dialogue et de concertation avec les OPA, OIP, etc. | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Connaissance des modèles de fonctionnement des Chambres d'Agriculture | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de rédaction de documents techniques et administratifs (rapports, fiches de synthèse, résumés) | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Techniques de modération et de coaching | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de gestion des conflits | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées |
| | Technique de plaidoyer et lobbying (cas du suivi du vote, de la promulgation ou d'adoption des lois et décrets) | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| | Processus de modification ou d'initiation des textes réglementaires et législatifs | Avancé (Maitrise) | Néant | Besoin en compétences confirmées |
| Système d'information au service des professionnels agricoles | Initial (notions) | Avancé (Maitrise) | Besoin en compétences confirmées | |